

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
SYNDICATS PROFESSIONNELS

DANS LEURS RAPPORTS AVEC
LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 3 Novembre 1910, à 1 h. 1/2.

PAR

CH. CLERC

Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants : { MM. JAY, professeur.
DESCHAMPS, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
SYNDICATS PROFESSIONNELS

DANS LEURS RAPPORTS AVEC

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 3 Novembre 1910, à 1 h. 1/2.

PAR

CH. CLERC

Président : M. THALLER, *professeur.*

Suffragants : { MM. JAY, *professeur.*
 DESCHAMPS, *professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1910



INTRODUCTION

L'association. — « Les associations de solidarité »

« L'association est féconde pour le bonheur. La fraternité, c'est la science de la richesse. Soyez frères, vous serez riches ».

LOUIS BLANC (1).

« *Væ soli* ». Rien n'est si vrai que ce mot souvent cité et l'homme l'a appris à ses dépens ; en effet, isolé, il « ressemble à ce grain de sable que le moindre vent soulève et balaye » (2), il n'est qu'impuissance. Aussi, de tout temps, il a cherché un appui dans son semblable ; il s'est associé à d'autres hommes pour pouvoir triompher des difficultés qu'il rencontrait sur son che-

1. Discours sur l'organisation du travail devant l'assemblée générale des travailleurs, 3 avril 1848, *Le Moniteur Universel*, 7 avril 1848.

2. Discours de M. E. Cheysson prononcé à la séance solennelle pour la proclamation des lauréats au concours du Musée social sur les associations ouvrières et patronales, Musée social, circulaire du 19 juin 1898.

min, pour pouvoir accomplir des tâches au-dessus de ses forces individuelles.

Mais, s'il y a toujours eu des associations, jamais autant qu'à notre époque contemporaine il n'y a eu une semblable éclosion de groupements de toutes sortes, et M. Cheysson a pu dire : « L'association se mêle à tous nos actes, elle est devenue en quelque sorte l'air que respire l'homme moderne et au milieu duquel il se meut » (1).

Particulièrement au sein de la nation française, il y a une énorme multitude de groupements, « groupements motivés les uns par des intérêts intellectuels et moraux, les autres par des intérêts économiques proprement dits » ; forcément ces associations se réalisent sous des formes extrêmement variables selon l'objet ou le but qu'elles poursuivent. « Aucun réformateur n'a jamais imaginé des cadres aussi nombreux et aussi souples que ceux qu'elles revêtent dans la réalité ; aucun législateur ne pourrait imposer ce que font spontanément des volontés libres en s'unissant » (2).

De même que nous bornerons cette étude exclusivement à la France, de même nous nous bornerons à étudier certaines associations qui

1. M. E. Cheysson, *loc. cit.*

2. Cauwès, *Cours d'économie politique*, t. I, p. 119.

ont une importance considérable tenant autant à leurs situations déjà acquises qu'à leurs rêves d'avenir.

Nous voulons parler des associations présentant un intérêt d'ordre social et que nous appellerons, si toutefois nous pouvons nous exprimer ainsi, « les associations de solidarité ». Nous faisons rentrer dans ce groupe toutes les associations qui ont pour but de protéger leurs propres membres, de venir tour à tour, s'il en est besoin, au secours de chacun d'eux, toutes celles qui poursuivent un seul et même objet : substituer à nos mœurs trop individualistes des mœurs plus fraternelles et transformer la lutte pour la vie en une union pour l'existence.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

« Les associations de solidarité »

« Les associations de solidarité. — Identité des syndicats, coopératives, mutualités : but commun, confusion possible entre ces associations; poursuite du même idéal, même développement historique. — Par contre dissociation de ces associations par le législateur, motifs. — Nécessité de les soumettre à des mêmes règles. »

Les associations qui veulent substituer l'action mutuelle de la collectivité à l'action isolée de l'individu comprennent les syndicats et les coopératives (nous faisons rentrer dans ces dernières les mutualités).

Pour nous convaincre que syndicat et coopérative ne sont que les deux formes d'une seule et même chose, tout au moins au point de vue

économique et social, nous étudierons d'abord le but de ces associations ; puis nous verrons que leur objet est si voisin que ces institutions se confondent facilement ; ensuite nous prouverons que leurs rêves sont identiques, qu'elles poursuivent la même fin sociale, enfin nous verrons que ces groupements se sont développés ensemble, ont lutté en même temps, et que, par conséquent, ils devraient avoir les mêmes droits.

1° Syndicat et coopérative tendent vers le même but : pour s'en rendre compte, il suffit d'examiner les services que sont appelées à rendre ces deux sortes d'associations dans les divers milieux sociaux.

Pour les petits, les faibles, l'ouvrier et l'employé en particulier, les « associations de solidarité » sont surtout bienfaisantes ; elles sont pour eux une véritable nécessité, car, suivant la parole de Platon, « l'association fait de l'impuissance de chacun la puissance de tous ».

L'ouvrier isolé ne peut rien, il n'a que sa force de travail ; par suite de l'organisation économique actuelle, par suite de la mainmise du capital sur toute la production moderne, il ne peut gagner sa vie d'une façon indépendante, et de deux choses l'une, ou il travaillera pour le

compte d'un patron, ou il s'associera à d'autres ouvriers pour se passer de patron.

S'il vend sa force de travail à un entrepreneur, il sera obligé presque toujours d'accepter les conditions que celui-ci lui offre, et comme, par suite de la concurrence, l'employeur est obligé de chercher à abaisser le prix de revient de ses produits, il a tendance pour y arriver à diminuer le taux du salaire de l'ouvrier ou à augmenter le nombre d'heures de travail, ce qui revient au même ; surtout l'employeur a tendance à ne pas faire profiter l'ouvrier de la plus-value que lui procure l'introduction dans son usine ou atelier de machines plus perfectionnées ; enfin, le patron imposera à cet homme isolé un règlement d'atelier où ce dernier ne trouvera aucune garantie pour lui.

C'est contre cet état de choses que les ouvriers se sont associés, qu'ils ont créé des syndicats professionnels ; c'est pour ne plus être à la merci du patron, c'est pour pouvoir à leur tour dicter la loi au lieu de la subir, car un groupe de quelques centaines, de quelques milliers de travailleurs peut discuter avec l'employeur et faire triompher ses idées, si toutefois elles sont raisonnables ; le syndicat pourra obtenir ainsi de meilleures conditions de travail pour ses membres.

Dans le second cas, si l'ouvrier peut s'entendre avec quelques-uns de ses camarades, si à eux tous ils peuvent réunir une somme suffisante pour ouvrir une coopérative de production, il sera son maître, il n'aura plus à subir la loi du patron et il gagnera plus qu'en travaillant pour celui-ci, car tout le bénéfice de l'entreprise sera à partager entre lui et ses collègues. On le voit donc, ces deux associations, syndicat et coopérative de production, ont pour but d'améliorer la condition du travailleur.

Pour fonder une association coopérative de production il faut un capital, quelquefois bien insignifiant il est vrai, mais il en faut toujours un ; pour cela, si les ouvriers qui ont décidé de fonder un de ces établissements n'ont pas des économies suffisantes, ils pourront s'adresser à d'autres associations formées, elles aussi, par des petits et dont ils seront membres, les associations coopératives de crédit, en outre ils obtiendront d'elles de l'argent pour acheter les matières premières nécessaires à la marche de l'entreprise et pour vivre en attendant que les produits livrés soient payés. Non seulement ces associations de crédit seront utiles à ceux de leurs membres qui veulent fonder une coopérative de production, mais encore à tous leurs membres qui auront besoin d'argent, qui en

auront besoin pour faire des achats à la coopérative de consommation.

Ainsi nous arrivons à un second groupe d'associations utiles aux ouvriers et à tous ceux qui n'ont pas de grandes ressources, au groupe formé par les associations coopératives de consommation et par les associations coopératives de logement à bon marché. Toutes les personnes dont nous venons de parler ont un autre moyen que ceux déjà indiqués pour améliorer leur condition : ici ce n'est pas en cherchant à gagner davantage, mais en cherchant à réduire leurs dépenses, ce qui revient au même, puisque dans les deux cas il y aura non bien-être, mais « mieux-être ». Les associations de consommation procurent à leurs membres les objets nécessaires à la vie courante : nourriture, combustibles, vêtements, à moindre prix et de meilleure qualité que le commerce.

Pour cette autre consommation qui est le loyer et qui est une charge si lourde dans le faible budget de l'ouvrier, l'association offre son secours : des associations de construction se sont formées pour construire des maisons d'un achat ou d'une location à des prix abordables, des maisons où l'hygiène et la propreté ne font plus défaut comme dans les logements ordinairement habités par les ouvriers.

Un troisième groupe d'associations formées toujours par les mêmes membres leur viennent en aide lorsqu'ils sont frappés par certains événements prévus ou imprévus : les sinistres, la maladie, la vieillesse, les infirmités prématurées ou non, la mort qui ôte à la famille son soutien en lui ôtant son chef. Les associations d'assurance ou de secours mutuels « avec leurs formes variées et leurs buts multiples » (1) permettent à la famille de l'ouvrier de vivre en attendant des jours meilleurs.

Toutes ces associations, intéressantes manifestations de la solidarité, forment un rempart contre lequel viendront se briser les efforts de l'individualisme et qui protège efficacement le travailleur et lui assure un certain bien-être qu'il mérite par suite de son existence de labeur.

Mais il ne faudrait pas croire que ces associations sont seulement utiles aux petits ; de jour en jour la lutte pour la vie devenant plus intense, toutes les classes sociales ont cherché à profiter des bienfaits de l'union ; nous ne parlons pas naturellement des millionnaires inoccupés, leur coffre-fort leur permettant de se passer d'associés et leur fournissant le moyen d'être les sociétaires (ce qui est complètement différent) de vas-

1. Hubert Valleroux, *Les associations ouvrières et les associations patronales*.

tes entreprises financières ; nous voulons parler de tous ceux qui travaillent : patrons et commerçants ; ils se sont entendus pour défendre les intérêts de leur métier ou profession.

Les patrons, petits ou grands, ont fondé des syndicats pour restreindre la production, afin d'empêcher l'avalissement des prix, pour empêcher les abus de la concurrence déloyale, pour pouvoir résister en cas de grève ; même ils se sont associés quelquefois pour acheter en grande quantité les matières premières, faisant ainsi de la coopération.

Les commerçants ont eu recours aussi à ces associations, mais fort peu car entre eux l'entente n'est guère possible, la concurrence en faisant des ennemis.

Les fonctionnaires eux-mêmes ont fondé des associations (1) pour défendre leurs intérêts et pour bénéficier, comme membres de l'association, de certains prix de faveur (un des bienfaits de la coopération) et même ont ouvert des coopératives.

Les « associations de solidarité » ont surtout rendu d'immenses services aux cultivateurs : ils ont créé des syndicats pour soutenir leurs intérêts communs et ils se sont servis de ces syndi-

1. Nous laissons volontairement de côté la question des syndicats de fonctionnaires.

cats pour acheter à meilleur compte les choses nécessaires à leur culture, pour vendre les produits venant du travail particulier de leurs associés et pour s'assurer contre les éventualités qui peuvent les atteindre ; il faut insister sur cette idée que les syndicats agricoles remplissent, en général, eux-mêmes le rôle de coopératives et de mutualités ; s'il en est ainsi, c'est donc qu'un lien étroit réunit ces associations.

2° C'est ici la seconde preuve de l'identité, au point de vue social et économique, des syndicats et des coopératives. Si les syndicats s'efforcent de s'étendre en envahissant le champ d'action des coopératives et des mutualités, les sociétés de secours mutuels veulent détourner à leur profit les bonis des associations de consommation et celles-ci veulent absorber les associations de production.

« N'est-il pas clair, écrit M. Hayem (1), que par leur rivalité même ces institutions prouvent leur communauté d'origine en même temps que l'identité fondamentale de leur objet. »

3° La troisième preuve, preuve qui est spéciale, il est vrai, aux associations formées par les faibles et celles-là sont la grande majorité, vient de

1. H. Hayem, *Domaines respectifs de l'association et de la société.*

leur but social ; si toutes elles ont comme objet prochain d'améliorer la condition matérielle de leurs membres, si la coopérative, la mutualité ou le syndicat ont pour conséquence de faire faire des économies à leurs adhérents, de leur faire éviter des pertes ou même d'accroître leur patrimoine, cet objet est secondaire, cette conséquence est indirecte ; toutes elles cherchent à atteindre un but plus haut : elles cherchent à améliorer la condition sociale et morale de leurs membres ; elles veulent développer la liberté, assurer le plein exercice des droits de leurs associés, en un mot elles travaillent à l'ascension sociale de la classe ouvrière, et nombreuses sont celles qui consacrent une part de leurs bénéfices à des œuvres d'intérêt général, nombreuses même sont celles qui rêvent d'une transformation complète de l'ordre social, ce qui leur vaut des ennemis implacables.

4° La quatrième preuvenous la tirerons de l'histoire ; celle-ci nous montre que toutes ces associations se sont presque développées en même temps, s'appuyant les unes sur les autres et qu'elles ont été persécutées ensemble, choses étranges si leur objet n'avait pas été identique.

Avant la Révolution il n'y avait comme associations rentrant dans notre étude que les corporations et les confréries, qui d'ailleurs se cor-

respondaient souvent et qui exerçaient des fonctions très variées remplissant à peu de chose près le rôle de nos syndicats, de nos mutualités et même de nos coopératives de production ; le besoin de créer des coopératives de consommation ne se faisait pas sentir à ce moment ; le commerce étant encore peu développé ; la concurrence était moins forte et par conséquent les prélèvements opérés par les intermédiaires n'étaient pas exagérés.

Arrive la grande tourmente de 1789 qui emporte confréries et corporations ; ces dernières avaient pendant des siècles rendu de grands services mais n'avaient pas su s'adapter aux modes nouveaux de la production et de la circulation des richesses et de plus elles avaient donné lieu à des abus intolérables.

Aussi par la loi du 17 mars 1791, l'Assemblée Constituante proclame l'abolition du régime corporatif et le grand principe de la liberté du travail ; non content de cela le législateur, redoutant encore que les corporations et confréries de métier puissent renaître un jour, prohibe par la loi du 14 et 17 juin 1791 (loi Chapelier) toute association entre gens de même métier.

Et cependant un décret des 13-19 novembre 1790 avait décidé que : « les citoyens avaient le droit de s'assembler paisiblement et de former

entre eux des sociétés libres à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens ». Il est vrai que des décrets vinrent successivement réglementer ce droit, mais ce n'est qu'en 1810 que le Code pénal interdit aux associations de plus de vingt personnes de se former sans « l'agrément du gouvernement ».

« Malgré la législation, le besoin naturel de s'associer en vue de la défense des intérêts communs avait été si fort que le compagnonnage de l'ancien temps n'avait pas tout à fait disparu. Il maintenait secrètement son organisation pendant que les corporations des ouvriers maîtres se reconstituaient publiquement grâce à la protection officielle et que les organisations professionnelles patronales se reformaient sous le nom de « chambres syndicales » par suite de la tolérance du premier Empire ; ces organisations ne furent jamais inquiétées, quelques-unes de ces chambres syndicales créèrent des sociétés de secours mutuels » (1).

Au contraire, le régime draconien institué par la loi Chapelier et le Code pénal fut pendant longtemps ressenti par les associations ouvrières.

Celles-ci, lorsqu'elles ne revêtaient pas la

1. *Cours d'économie et législation industrielle* de M. R. Jay, années 1908-1909.

forme du compagnonnage, prenaient celle de société de secours mutuels professionnels ; malgré la législation de 1791 et de 1810, elles ne furent pas, le plus ordinairement, inquiétées, quoiqu'un grand nombre d'entre elles ne fussent que des associations ayant pour but de défendre les intérêts professionnels. Pendant cette période, quelques associations coopératives de consommation se créèrent (1), mais en très petit nombre, il y eut même des « associations ouvrières », c'est à-dire des associations coopératives de production ; on n'en cite que trois ou quatre exemples (2) ; la plus célèbre est celle des « Ouvriers en doré » fondée en 1834, en s'inspirant des idées de Buchez.

Avec la Révolution de 1848 fut proclamée la liberté d'association et de réunion. Aussitôt des groupements ouvriers se forment, des coopératives de consommation (3) se fondent ; mais sur-

1. L'épicerie coopérative intitulée par son créateur : « Premier établissement du commerce véridique » fondée à Lyon en 1835 ; Gide, *La Coopération*, p. 41.

2. L'association ouvrière des rubanniers de Saint-Etienne (1841), celle des ouvriers imprimeurs de l'imprimerie Lacrampe, celle de l'imprimerie François et Cie ; Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, p. 44.

3. Voici le nom de quelques-unes de ces coopératives de consommation : « L'Humanité » de Lille, fondée en 1848 et qui réservait une part de ses bénéfices aux sociétés de secours mutuels (Hubert-Valleroux, *Les origines de la coopération*).

tout des coopératives de production, fortement aidées pécuniairement par le gouvernement, se créent de tous côtés. Et le trait dominant de ces dernières associations, c'est leur caractère philanthropique et humanitaire : les amendes, souvent même des prélèvements faits directement sur les bénéfices, sont versés dans un fonds commun de secours.

Mais l'orientation politique ne tarda pas à changer et les dispositions du pouvoir à l'égard des associations ouvrières et surtout des associations coopératives se modifièrent du tout au tout.

La loi du 15 mai 1850 força les travailleurs associés à payer chacun un vingtième du droit fixe de patente auquel la coopérative était imposée, l'associé principal payant déjà, comme représentant la société, la totalité du droit fixe et du droit proportionnel.

A la même époque, les délégués des associations ouvrières, qui avaient voulu constituer une fédération, furent arrêtés comme membres d'une société secrète et condamnés en cette

« Les Travailleurs-Unis de Lyon », société créée en 1849 qui servait déjà lorsqu'elle fut supprimée en décembre 1851 huit pensions de 300 francs l'une à des membres âgés et avait fondé deux écoles (Hub. Valleroux, *idem*). « La Société des Castors » (Gide, *La Coopération*, p. 41 et *Les origines de la coopération lyonnaise*, par Godard).

qualité par le jury de la Seine le 14 novembre 1850.

C'est le coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui arrêta complètement tout ce mouvement ouvrier. « On ignore généralement, écrit M. Gide, que ce coup d'Etat, dont les conséquences politiques pour la France ont été si terribles, a retardé d'un demi-siècle le mouvement coopératiste en France » (1). En effet, tous les groupements qui ne parvinrent pas à dissimuler leur nature d'association ouvrière sous la forme de société en nom collectif à forme patronale furent supprimés, soit par des mesures prises contre ces associations elles mêmes, soit contre les associés ou au moins contre les chefs des associations. C'est ainsi qu'à Lyon toutes les associations ouvrières furent dissoutes par un décret du maréchal de Castellane, gouverneur : « Art. 1^{er}. Les sociétés fraternelles sont dissoutes et il sera procédé à leur liquidation. — Art. 2. Cette liquidation aura lieu en présence du commissaire de police ».

Il est vrai que quelques associations ouvrières tombèrent d'elles mêmes, soit parce qu'elles manquaient de solidité, soit parce que leurs membres manquèrent de persévérance ; mais c'est l'infime minorité.

1. Gide, *La Coopération*, p. 44.

Quoi qu'il en soit, en 1852, très peu d'associations fondées en 1848 et 1849 existaient encore. Seules, réglementées avec un soin extrême par la loi de 1850 et le décret de 1852, les sociétés de secours mutuels purent survivre.

Aussi sous l'Empire les associations ouvrières destinées à agir sur les conditions du travail prirent un nouveau déguisement ; beaucoup se cachèrent sous le nom de sociétés de crédit mutuel et d'épargne ; en effet, le mouvement coopératiste arrêté par le coup d'Etat revient en faveur à partir de 1860 et, ainsi que nous le verrons, dès 1863 de nombreuses coopératives de production se fondent. Les ouvriers qui voulaient être de futurs coopérateurs déposaient périodiquement les épargnes qu'ils pouvaient faire sur leurs salaires dans cette société et la coopérative se fondait le jour où il y avait un capital commercial suffisant. Mais à côté des véritables sociétés fondées dans ce but, un assez grand nombre d'autres n'étaient que le déguisement de syndicat.

A partir de l'année 1863 se produisit un revirement dans la politique de l'Empereur : celui-ci, voyant l'opposition s'affirmer de plus en plus, se retourna du côté des ouvriers, espérant trou-

ver de ce côté l'appui qu'il perdait du côté des libéraux et des conservateurs.

Cette politique se manifesta de bien des façons : d'abord Napoléon se montra favorable à la création des coopératives ; aussi quantité de ces associations, associations de production, de consommation et de crédit, s'installèrent non seulement à Paris, mais dans toute la province ; ce mouvement devait être, hélas ! arrêté en 1868 par la faillite de deux banques populaires. L'Empereur proclama la liberté des coalitions par la loi du 25-27 mai 1864 ; en outre, il facilita la création, au point de vue juridique, des sociétés coopératives et des sociétés d'assurances mutuelles par la loi du 24-29 juillet 1867. Le 31 mars 1868, parut au *Moniteur officiel* un rapport du ministre du Commerce qui proclamait la tolérance en faveur des syndicats ouvriers ; sans doute cette tolérance n'était que conditionnelle, puisque ceux-ci devaient se tenir à l'écart de la politique ; mais à partir de cette date les masques furent jetés et les organisations ouvrières qui, jusque-là, n'avaient paru que sous des faux noms, s'intitulèrent syndicats.

La guerre de 1870 désorganisa tout le mouvement ouvrier, et en 1872 (le 15 mars) une loi venait encore sévir contre les affiliés de l'Association internationale des Travailleurs ou de toute

association « qui aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes ».

A ce moment, on pouvait croire que le mouvement syndical n'était qu'une histoire d'antan ; cependant, dès 1873, ce mouvement réapparaissait et une nouvelle poussée des idées coopératives se manifestait ; elle se produisit de 1876 à 1878 en même temps que se réunissaient les premiers congrès ouvriers.

En effet, le premier congrès général ouvrier eut lieu à Paris en 1876 : 101 syndicats y étaient représentés ainsi que 46 unions locales dénommées cercles d'études. A ce congrès, un orateur s'écriait, aux applaudissements de l'assistance : « Votre commission, citoyens, s'est prononcée en faveur de l'association coopérative comme moyen radical d'affranchissement du travail et de la suppression du paupérisme » (1), et un ordre du jour fut voté dans lequel nous trouvons que les syndicats doivent s'occuper de la création d'associations coopératives de consommation, de production, de crédit, de caisses de retraites pour les invalides du travail.

Le deuxième congrès ouvrier, celui de Lyon

1. Gide, *La Coopération*, p. 43.

en 1878, adopta une motion identique : « Considérant que le salariat n'est qu'un état transitoire entre le servage et un état innomé, les chambres syndicales devront mettre tout en œuvre pour l'établissement de sociétés générales de consommation, de crédit, de production, appuyées sur un contrôle sérieux dont l'absence est la cause des insuccès passés » (1).

Mais ce programme resta à l'état de pure déclaration de principes et n'eut pas le temps de se réaliser dans les faits, car le parti collectiviste, qui s'était reconstitué, ressaisit la majorité au congrès de Marseille en 1879 et fit écarter la solution coopératiste par cette déclaration : « Les sociétés de production ou de consommation ne pouvant améliorer le sort que d'un petit nombre de privilégiés, ne peuvent aucunement être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat » (2). Le congrès adopta la solution collectiviste, c'est-à-dire l'appropriation collective du sol. Pendant de longues années la coopération ne devait plus être en faveur auprès des congressistes.

Depuis 1869, la situation faite aux syndicats

1. Congrès ouvrier français de Lyon, séance du 8 février 1878, passage cité par M. Gide, *La Coopération*, p. 43.

2. Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, p. 54.

était restée la même au point de vue juridique et législatif ; on les tolérait, mais aucune loi ne reconnaissait leur existence ; enfin le 22 novembre 1880, le gouvernement déposa un projet de loi relatif à la création des syndicats professionnels. C'était un chapitre extrait du projet de loi sur les associations. La loi fut promulguée le 21 mars 1884.

« Il y a entre la date de 1791 et celle de 1884 une évolution d'un intérêt primordial, la situation s'est complètement retournée ; en 1791, le droit commun c'est la liberté de toutes les associations, mais à cette liberté générale il existe, d'après la loi Chapelier, une exception. Il y a une catégorie d'association qui n'est pas permise, c'est l'association des gens de même métier ; en 1884, la situation est retournée : le droit commun, c'est qu'aucune association ne peut se former sans l'autorisation du gouvernement, et à cette interdiction générale la loi de 1884 fait une exception en faveur de ces associations professionnelles qu'on avait spécialement prosrites en 1791 » (1).

Notons que « depuis 1885 le mouvement coopératiste est entré dans une phase qui paraît devoir

1. Cours de M. Raoul Jay, année 1908-1909.

être plus féconde et plus durable que les précédentes » (1).

Aujourd'hui la loi du 1^{er} juillet 1901 est intervenue et a admis, en règle générale, la liberté de l'association.

Ce long exposé historique nous permet de vérifier la similitude du développement de ces institutions : elles se sont développées en même temps, se créant spontanément pendant les périodes de liberté ou tout au moins de tolérance, disparaissant toutes ou peu sans faute aux époques de despotisme par suite des persécutions.

Il nous permet aussi de faire des constatations qui viennent corroborer nos idées sur l'identité des associations de solidarité :

1° Avant la Révolution, la confrérie et la corporation remplissent les fonctions des diverses associations dont nous nous occupons ;

2° Aux époques où le gouvernement n'est pas favorable à la classe ouvrière, ces associations, véritables sœurs, prêtent, à celles d'entre elles qui est surtout détestée par l'autorité, leur nom afin de la soustraire aux persécutions et la substitution est d'autant moins facile à prouver que la ressemblance entre ces sœurs est plus frap-

1. Gide, Le mouvement coopératiste en France dans ces dix dernières années, *Revue d'économie politique*, 1894, p. 3.

pante. C'est ainsi que l'association syndicale se cache tantôt sous le nom de société de secours mutuels, tantôt sous le nom de société de crédit mutuel et d'épargne ;

3° Dès le début ces diverses associations se sont soutenues, s'appuyant les unes sur les autres et même certaines remplissant les fonctions des autres. En 1848, nous voyons les associations ouvrières de production et les coopératives de consommation verser des sommes d'argent à des sociétés de secours mutuels ou payer des pensions de retraite à leurs membres. Lorsque dans la seconde partie de ce travail nous étudierons certaines associations contemporaines nous verrons que beaucoup de celles-ci ont suivi l'exemple de leurs aînées ;

4° Les résolutions des premiers congrès ouvriers nous montrent que les travailleurs avaient vu tous les résultats qu'ils pourraient obtenir par les coopératives et les mutualités pour l'amélioration immédiate de leur condition et ils avaient décidé qu'un des devoirs des syndicats était de créer ces institutions. Si depuis les congrès successifs n'ont plus été de cet avis la politique en est seule responsable.

Par contre nous avons signalé au passage que ces associations avaient été traitées fort différemment par le législateur et si nous tenons

compte des lois nouvelles nous voyons que la loi de 1867 a poussé les coopératives à prendre la forme des sociétés et que même celle de 1893 a imposé la forme commerciale à un grand nombre d'entre elles, que les sociétés de secours mutuels ont reçu un statut spécial par la loi du 1^{er} avril 1898, que la loi de 1867 a laissé un peu dans le vague la nature juridique des assurances mutuelles, mais que la loi du 4 juillet 1900 a assimilé les assurances mutuelles agricoles aux syndicats professionnels qui eux sont considérés comme associations, enfin que les caisses de crédit agricole (loi du 6 novembre 1894 et du 31 mars 1899) peuvent être rattachées aux coopératives.

Cette diversité de statuts juridiques tient à ce que les lois en France ne sont votées que sous l'irrésistible poussée des besoins et des réclamations ; la loi ne fait souvent que sanctionner la coutume : les groupements dont nous nous occupons étaient tous créés avant que le législateur ne s'occupe d'eux ; lorsqu'il s'est décidé à agir il a légiféré d'une façon fragmentaire, sans idées générales, créant une loi répondant au besoin présent et comme jusqu'en 1901 les associations de plus de vingt personnes étaient interdites il était obligé d'assimiler les associations (par exemple des coopératives de consommation) à

des sociétés pour leur permettre de vivre. Depuis la loi de 1884 le législateur a une tendance à donner aux associations qui nous intéressent les formes spéciales qui leur conviennent, c'est ainsi que les assurances mutuelles agricoles sont assimilées aux syndicats agricoles, c'est à dire à des associations.

Donc peu importe que ces diverses associations soient au point de vue juridique soumises à des régimes différents : il n'en reste pas moins qu'au point de vue économique et social ces associations concourent au même but, satisfont les mêmes besoins, se complètent les unes les autres, sont animées du même idéal, poursuivent la même fin sociale, sont constituées à peu près par les mêmes membres, comptent les mêmes amis et aussi les mêmes ennemis, se sont développées ensemble, ont été persécutées en même temps ; elles ne peuvent donc être séparées les unes des autres et c'est ce qu'écrivait M. Charles Gide dans l'*Union coopérative* du 15 avril 1905 : « Il existe trois grandes catégories d'associations à but social : la syndicale qui défend les intérêts professionnels, la mutualiste qui assure contre les risques de la vie, la coopérative qui prépare la démocratie industrielle : toutes trois organes de solidarité sociale, toutes trois facteurs de la société future, elles ont droit

au même traitement » et nous ajouterons, elles y ont droit étant les différentes manifestations d'une seule et même chose.

CHAPITRE II

Les syndicats et les coopératives

Nécessité de coordonner toutes ces institutions et de les faire toutes dériver de l'une d'entre elles : du syndicat. — Rapports entre les syndicats et les coopératives : amalgamation, parallélisme. — Avantages et inconvénients de ces deux systèmes. — Leur légalité.

Non seulement il faut donner à ces divers groupements qui tendent au même but un même traitement mais encore il faut coordonner toutes ces institutions, il ne faut pas les laisser isolées les unes des autres. Il faut leur permettre de collaborer et le meilleur moyen, pour nous, est de charger l'une d'elles de les diriger toutes ; de l'unité de direction doit dépendre le succès. C'est ainsi que nous voyons l'Ecole de Nîmes, et en particulier son distingué chef M. Gide, vouloir que tout le mouvement coopératiste dérive de la coopérative de consommation ; nous n'étudierons pas ce système, car on ne s'y occupe que

de certaines associations de solidarité, des associations coopératives, en laissant absolument de côté la principale d'entre elles : le syndicat professionnel (1). Or, pour nous, c'est ce dernier qui doit être une sorte de centre autour duquel viendront se grouper et d'où dériveront toutes les autres associations. Nous dirons même que le syndicat devrait pouvoir remplacer toutes les autres en rendant personnellement tous les ser-

1. Cependant en 1884 M. Gide avait déclaré : « On m'a reproché à Lyon d'avoir cherché à opposer les sociétés coopératives aux syndicats ouvriers. — Rien n'est plus loin de ma pensée, je crois au contraire que ce sont les syndicats ouvriers qui devraient prendre la direction du mouvement coopératif et entrer ainsi dans la voie qu'indiquait du reste le congrès ouvrier de 1878. Croyez-vous que, si, comme ils le demandaient « les syndicats ouvriers mettaient tout en œuvre pour l'établissement des sociétés coopératives », c'est-à-dire (car c'est ainsi que je comprends ce plan) si chaque chambre syndicale commençait par constituer une société de consommation, si au lieu de distribuer à ses membres les bénéfices du magasin coopératif elle les gardait dans sa caisse, et lorsque le capital ainsi amassé serait suffisant, si elle s'en servait pour ouvrir un atelier social dans lequel au besoin tous les membres du syndicat pourraient trouver de l'ouvrage, et si enfin, ce qui serait le dernier acte et comme le couronnement de cette série d'opérations, elle ouvrirait des magasins pour vendre directement au public les produits de ses ateliers sociaux, — ne croyez-vous pas qu'il y aurait là une grande et féconde révolution dans l'organisation économique actuelle ? — Et cette façon de faire aurait un autre avantage, ce serait de rendre une nouvelle vie et de donner un caractère plus pratique aux syndicats ouvriers. » (L'avenir de la coopération, *Revue socialiste*, 1888, t. VII).

vices que peuvent rendre la coopération et la mutualité.

Si nous choisissons le syndicat comme promoteur (1) de tout le mouvement coopératiste, c'est que celui-ci, étant chargé de la défense des intérêts collectifs de la profession, connaît les besoins et les aspirations de ses membres ; c'est que celui-ci, comprenant la nécessité des associations coopératistes et mutualistes pour ses adhérents, fera tout son possible pour les développer ; c'est que lui seul peut fondre ensemble les intérêts de toutes ces associations, intérêts qui ne sont pas toujours identiques par suite de l'objet immédiat de ces groupements : améliorer la condition matérielle de leurs membres.

De plus les économistes désirent en général que les syndicats soient puissants, c'est-à-dire qu'ils aient de nombreux membres, qu'ils soient

1. Voici ce qu'écrit M. Le Conte à propos, il est vrai, des syndicats agricoles, mais cela peut être appliqué à tous les syndicats : « Il est un point fondamental sur lequel on est toujours d'accord dans tous les congrès des syndicats agricoles et dans ceux du crédit populaire : c'est que toutes les œuvres coopératives agricoles doivent surgir des syndicats et en dériver comme le ruisseau découle de la source. Le syndicat c'est la base et le pivot de toutes ces institutions : c'est le tronc sur lequel se greffent les rameaux destinés à porter les fruits variés que feront mûrir des sols et des climats différents ». Le Conte, Rapport publié dans *Congrès international de crédit populaire*, p. 435.

riches et qu'ils ne soient plus des instruments de guerre. Ces vœux se réaliseraient si les syndicats créaient les autres associations de solidarité ou se transformaient eux-mêmes en coopératives ou en mutualités.

S'il en était ainsi :

1° Le nombre des syndiqués serait bien plus considérable ; en effet, le régime individualiste a si complètement relâché les liens sociaux que l'intérêt qui s'attache à la défense des intérêts généraux d'une profession (nous prenons ici le mot défense dans son sens le plus restreint) n'est pas suffisant dans la majorité des cas pour valoir à un syndicat des affiliations nombreuses.

Au contraire si le syndicat pouvait rendre des services directs et immédiats à ses membres le nombre des syndiqués augmenterait rapidement et, chose importante, les désertions seraient peu nombreuses les affiliés voulant continuer à profiter des bienfaits obtenus grâce à l'association.

2° Le syndicat deviendrait plus riche, car de deux choses l'une : ou il prélèverait un petit bénéfice sur toutes les opérations qui seront faites soit par lui, soit par les sociétés fondées par lui, ou il ne demanderait qu'à être remboursé de ses frais ; par conséquent ici son avoir ne s'augmentera pas ; mais dans les deux cas le syndicat ayant un nombre beaucoup plus consi-

dérable de membres que s'il s'occupait uniquement des conditions du travail, les cotisations seront plus nombreuses et le syndicat sera plus riche; mais c'est surtout dans le premier cas envisagé que la fortune de ces associations pourra être considérable.

Plus le patrimoine syndical sera puissant, plus aussi la défense des intérêts professionnels que le syndicat a pour mission de défendre sera sérieuse et méthodique, plus les institutions diverses qui sont susceptibles de contribuer à l'amélioration de la condition matérielle et morale de leurs membres telles que : maison syndicale, ateliers d'apprentissage, cours d'enseignement professionnel, bibliothèques, ateliers de chômage, caisses de secours et d'assurances, coopératives de consommation et de production seront nombreuses ; et plus les contrats collectifs pourront se multiplier, puisqu'en France, par suite d'une idée préconçue dont l'Angleterre nous démontre la fausseté, les patrons ne veulent traiter qu'avec des associations disposant d'un certain capital.

3° De plus si les syndicats pouvaient se livrer aux opérations signalées, ils se détourneraient des voies révolutionnaires où ils sont d'ordinaire trop tentés d'entrer :

A. En effet, la situation des syndiqués étant améliorée, ceux-ci ayant moins à souffrir de l'organisation économique actuelle auraient moins de plaintes à formuler.

B. Grâce à l'argent épargné par suite des coopératives de consommation, grâce aux salaires plus élevés obtenus par suite des réclamations des syndicats, réclamations qui seront écoutées les syndicats étant devenus une force à cause du grand nombre de leurs adhérents, grâce aux associations coopératives de production, grâce aux coopératives de construction les petits et les humbles pourraient à leur tour accéder à la propriété et dès ce moment leurs idées prendraient un tour moins violent. C'est du reste ce que craignent les socialistes et c'est pour cela qu'ils sont hostiles aux associations coopératives.

C. Enfin les chefs des syndicats, étant à la tête d'entreprises, se rendraient compte que les patrons travaillent eux aussi; ils apprendraient à connaître les risques, les responsabilités, les nécessités diverses qui pèsent sur les patrons; ainsi ils seraient à même de se rendre compte si une grève peut ou ne peut pas aboutir, et dans le cas de la négative ils le démontreraient aux

ouvriers, et surtout ils ne les pousseraient pas dans ces conditions à la cessation de travail.

En résumé, il faut que toutes les « associations de solidarité » se prêtent un mutuel concours ; en outre, il faut que toutes dérivent de l'une d'elles ; il faut que ce soit le syndicat qui crée toutes ces diverses sociétés ou qui remplisse lui-même le rôle de ces différents groupements.

Nous devons par conséquent nous occuper maintenant des rapports qui peuvent s'établir entre les syndicats d'un côté et les coopératives de l'autre. Ces rapports peuvent être de deux sortes :

1° Le syndicat peut créer à ses côtés, greffer en quelque sorte sur lui-même des associations et même des sociétés civiles et commerciales, distinctes de lui-même, qui auront leurs règles propres, leur comptabilité complètement séparée. Pour indiquer cet état de chose, pour nous faire comprendre d'un mot, nous dirons qu'il y a en ce cas parallélisme, le syndicat et la société créée devant suivre leur chemin d'une façon séparée.

2° Il peut y avoir une fusion absolue entre ces deux groupes d'association, c'est-à-dire que le syndicat sera lui-même coopérative ou mutualité ; alors nous dirons qu'en ce cas il y a fusion, ou

plutôt qu'il y a *amalgamation*, nous préférons ce mot qui a l'avantage de faire image.

1° Dans la première manière de procéder le syndicat crée à côté de lui des coopératives et des mutualités ; il pourra soit leur donner la forme d'associations à condition que leur but soit autre que de se partager des bénéfices, soit fonder de véritables sociétés commerciales ou civiles, et dans ce cas il pourra décider lors de la création de ces sociétés que tout membre de ces dernières devra lui abandonner tout ou partie des bénéfices qu'il fait grâce à lui ; le syndicat se créerait ainsi des ressources sérieuses.

C'est là le seul avantage du système, qui a par contre soulevé de nombreuses critiques :

Si le syndicat crée des sociétés distinctes de lui, le syndicat et les sociétés créées ne poursuivront pas longtemps la même direction (du moins c'est ce que prouvent les faits), et un conflit entre eux ne tardera pas à éclater, les intérêts des deux agrégats en présence étant opposés « Sans doute, dit M. Jay, les directeurs du syndicat peuvent constituer la société syndicale avec des membres du syndicat ; une société commerciale (prenons ce cas pour être plus précis et c'est le cas général) doit comprendre au moins sept membres ; on prendra sept membres du syndicat qui deviendront les actionnaires de la

société commerciale; on les choisira parmi ceux qui présentent le plus de garantie au point de vue syndical; mais, malgré toutes les précautions prises, il pourra arriver que l'opposition se réalise tôt ou tard. En effet du jour où la société commerciale existe elle ne dépend plus du syndicat : les sept actionnaires sont les maîtres de la société commerciale. La majorité de ces sept peut l'orienter dans un sens quelconque et les intérêts de ces sept seront opposés à ceux des syndiqués. L'intérêt syndical c'est que la société commerciale reste à la disposition de l'ensemble des ouvriers syndiqués, c'est qu'elle ne soit qu'une manière d'étendre l'action du syndicat. L'intérêt des sept sera au contraire de se réserver tous les avantages que peut donner la nouvelle organisation commerciale » (1). Et si le conflit éclate la justice donnera toujours raison aux actionnaires qui seuls existent devant la loi.

A côté de cet inconvénient capital on en a signalé d'autres : on a prétendu que la constitution de société est compliquée et coûteuse; non, la constitution de société n'est pas compliquée; il faut suivre les prescriptions de la loi; on ne se heurte à aucune difficulté : quant à l'argument

1. *Cours d'économie et législation industrielle* de M. Raoul Jay, année 1908-1909.

d'ordre pécuniaire il présente quelque valeur : « dans certains cas les frais pour la création d'une société coopérative peuvent atteindre 1 fr. 50 0/0, écrit M. Kiefe » (1). M. Gide trouve à ce propos que les formalités pour la constitution d'une société sont trop onéreuses : « Bien que la loi de 1867 n'exige pas positivement la rédaction d'un acte notarié et qu'elle se contente d'un acte sous-seing privé en double original, les formalités sont telles qu'il est presque impossible et qu'en tout cas il serait bien imprudent de se passer du ministère du notaire. D'ailleurs quand les sociétés de production veulent traiter avec une administration publique, celle-ci exige toujours la production d'un acte notarié. De là des frais qui varient de 400 à 700 francs ; il y a aussi des frais de publicité, annonces légales dans les journaux, etc. (2) ». Mais si une société est formée, elle pourra faire des affaires avec le public et comme celui-ci n'a pas droit aux ristournes, le sacrifice d'ordre pécuniaire sera largement compensé par les bénéfices faits sur les personnes étrangères à la société.

Personne ne conteste aux syndicats le droit de créer à côté d'eux des sociétés commerciales ou

1. La capacité commerciale des syndicats professionnels.

2. Gide, Le mouvement coopératif en France dans ces dix dernières années, *Revue d'économie politique*, 1894, p. 9.

civiles ou même des associations. Il nous suffit donc de citer à ce propos un passage de la circulaire de Waldeck-Rousseau aux préfets : « Grâce à la liberté complète d'une part, à la personnalité civile de l'autre, les syndicats sûrs de l'avenir pourront réunir les ressources nécessaires pour créer et multiplier les institutions qui ont produit chez d'autres peuples de précieux résultats : caisses de retraites, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques, sociétés coopératives, bureaux de renseignements, de placement, de statistique, des salaires, etc. ».

2° Dans le second cas le syndicat est lui-même coopérative ou mutualité. La direction étant la même il n'y a pas à craindre que l'unité soit rompue et que les divers services formés dans le sein du syndicat poursuivent des buts différents.

Il semble que dans ce système le syndicat devrait pouvoir se réserver dans ses statuts un tant pour cent sur les économies réalisées grâce à lui par ses membres ; ce serait une commission à raison du service rendu, commission qui viendrait grossir son avoir et nous avons vu que plus un syndicat était riche plus il pouvait se rendre utile à ses adhérents. Mais dans l'état actuel de la législation ce n'est pas possible.

Quelques critiques ont été adressés à ce régime de fusion :

(A). Les socialistes principalement ont prétendu que si le syndicat se chargeait de remplacer toutes ces institutions il laisserait de côté son véritable rôle qui est la défense des intérêts professionnels et par là les socialistes entendent que le véritable rôle des syndicats est de fomenter des grèves. Si cela arrivait, ce serait loin d'être un mal. Du reste les syndicats pourraient très bien continuer à s'occuper des revendications ouvrières tout en rendant certains services à leurs membres, il s'opérerait au sein de ces groupements une véritable division du travail : parmi les dirigeants les uns s'occuperaient des intérêts proprement dits de la profession, les autres des services accessoires dans lesquels rentrent les œuvres d'intérêt commun. Ces services ne seront pas une cause de division, de désagrégation pour les syndicats, car ceux-là placés sous la direction effective de quelques uns seront en même temps placés sous le contrôle de tous.

(B). On a aussi objecté que le syndicat ne trouverait pas assez d'hommes capables de diriger ces services ; pourquoi les trouverait-il alors plutôt lorsqu'il créera une société ou une association distincte de lui-même ?

(C). On a allégué aussi que les syndicats ne

devaient pas se transformer en sociétés commerciales car si ces sociétés faisaient de mauvaises affaires et tombaient en faillite ce serait la ruine du syndicat ; cet argument a sa valeur ; aussi ce que beaucoup d'économistes désirent simplement c'est que les syndicats remplissent le rôle d'associations coopératives et d'associations d'assurances ou de secours mutuels ; celles-ci ne faisant pas des actes de commerce ne peuvent être déclarées en faillite ; de plus leur but n'est pas de réaliser des bénéfices ; ainsi n'étant pas poussées vers la spéculation elles sont moins exposées à faire de mauvaises affaires que les sociétés.

Le système de la fusion présente donc de nombreux avantages et peu d'inconvénients. Mais les syndicats peuvent-ils légalement rendre tous les services que l'on attend des autres « associations de solidarité » ? Question de la plus haute importance : en effet de très nombreux syndicats, presque exclusivement des syndicats agricoles, croyant user de leur droit, s'étaient transformés en associations coopératives ; un arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908 vint jeter la panique dans leur rang ; il leur refusait le droit de s'approvisionner à l'avance des objets qu'ils préoyaient devoir être demandés par leurs adhérents. Il ne s'agis-

sait donc dans cet arrêt que d'une des sortes de coopératives : la coopérative de consommation ; mais il faut envisager la question dans son ensemble et voir quels peuvent être légalement les rapports entre les syndicats d'une part, et les associations coopératives et les associations mutuelles de l'autre. Pour faire cette étude il est nécessaire de se reporter à la loi sur les syndicats.

CHAPITRE III

Les syndicats et la personnalité civile

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels. — Les syndicats sont pourvus de la personnalité civile. — Droits conférés par la personnalité civile ; deux sortes de restrictions à la capacité des personnes civiles : I. restriction venant d'un texte spécial de la loi : pour la mutualité ; II. restrictions venant du but imposé par la loi à la personne morale : but des syndicats : § 1^{er} d'après les travaux préparatoires de la loi ; § 2, d'après l'article 3 ; § 3, d'après les lois postérieures à la loi de 1884 ; § 4, d'après la doctrine ; § 5, d'après la jurisprudence.

La loi sur les syndicats du 21 mars 1884 contient simplement la consécration et la reconnaissance de ce qui existait en fait dans les chambres syndicales, législativement elle a une importance toute particulière car elle marque la fin du parti-pris de défiance contre l'action collective des masses ouvrières.

Mais malheureusement cette loi, par suite des divergences d'opinions des membres du Parlement, est « mal rédigée, elle n'a pas formulé avec

précision et netteté la situation juridique faite aux syndicats, elle a laissé dans le vague le rôle économique qu'ils auront à remplir » (1).

Cette loi reconnaissait aux ouvriers d'une même industrie le libre droit de s'unir mais « exclusivement pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art. 3). Les patrons et les ouvriers jouissaient ainsi d'un véritable privilège sur l'organisation des groupements politiques.

Les syndicats professionnels ne sont qu'une forme particulière d'association. L'article 2 de la loi de 1884 les désigne, d'ailleurs, lui-même sous ce nom. Par conséquent bien que ces groupements ne soient pas exempts de tout intérêt pécuniaire, ainsi que nous le verrons, on ne saurait les assimiler aux sociétés qui ont toujours en vue le partage d'un bénéfice (art. 1832 du Code civil).

De cette loi nous n'examinerons que les points qui ont une certaine importance pour nous et qui pourront nous servir à voir si les syndicats peuvent se transformer en association coopérative.

Une première question qui présente pour nous

1. César-Bru.

un grand intérêt, c'est de savoir si la loi du 21 mars 1884 a reconnu la personnalité civile aux syndicats professionnels ; si la réponse est affirmative, nous devons leur reconnaître les mêmes droits qu'aux personnes réelles sauf des exceptions que nous étudierons. En effet, nous ne sommes pas partisan de la théorie émise par M. Laurent : celui-ci soutient qu'il n'y a aucune assimilation à faire entre les personnes civiles et les personnes physiques et que les premières n'ont que les droits que la loi leur reconnaît expressément ou qui leur sont nécessaires pour atteindre le but en vue duquel leur existence fictive a été admise. Nous sommes de l'avis de la généralité des auteurs et de la jurisprudence qui admettent la personnalité civile et sont d'accord pour reconnaître que les personnes morales ont, tout au moins en principe, la même capacité que les personnes physiques.

Si le législateur de 1884 n'a pas reconnu aux syndicats par un texte formel la personnalité civile, il ne la leur a pas moins accordée ; de nombreuses preuves peuvent en être fournies :

(A) D'abord il y a un fait certain, c'est que dans la discussion de la loi au Parlement plusieurs orateurs ont parlé de la personnalité civile comme devant être accordée aux syndicats,

notamment M. Trarieux à la séance du 21 mai 1881 et M. Waldeck-Rousseau dans le projet sur les associations, projet déposé par lui le 23 octobre 1883; ceux-ci en ont même donné la définition; or personne au sein du Parlement n'a protesté ni contre l'idée de la personnalité civile, ni contre son application aux groupements professionnels.

(B) De plus l'amendement de MM. Ribot et Trarieux n'accordaient la personnalité civile qu'à une catégorie des syndicats, seulement « à ceux qui voudraient être reconnus » dit le texte, sous certaines conditions et formalités. « Du fait même que cette distinction n'a pas été adoptée il s'ensuit que la personnalité civile appartient à tous sans distinction » (1).

(C) Enfin on peut citer un argument décisif : si le législateur ne reconnaissait pas l'existence de personnes morales à qui appartiennent en propre certains droits il aurait énuméré limitativement les facultés spéciales qu'il entendait permettre au syndicat d'exercer, les autres leur étant interdites du fait même qu'elles ne figuraient pas dans cette énumération; or le texte

1. Sauviat, *De l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels*.

de loi (art. 6) se contente d'indiquer quelques conséquences de cette personnalité et l'on est d'accord aujourd'hui pour reconnaître que l'énumération de l'article 6 n'est pas limitative, ce que déjà Waldeck-Rousseau avait constaté dans sa circulaire aux préfets du 25 août 1884 pour l'application de la loi nouvelle (1).

A côté de ces arguments ne pourrait-on pas appliquer aux syndicats la phrase de M. Bertauld (2) ? « Le droit de s'associer serait un droit vain, presque dérisoire, s'il n'entraînait pour les associations le droit de faire certains contrats sans lesquels elles ne pourraient se maintenir ni se développer. A quoi bon le droit de naître, s'il n'implique pas le droit de vivre et de prospérer ? »

Par conséquent les syndicats sont des personnes morales. Mais quels sont les droits de celles-ci ? Sans remonter au droit romain il semble utile de rappeler la définition de Pothier : « Les corps et communautés établies suivant les lois du royaume sont considérés dans l'Etat comme tenant lieu de personnes : *Veluti personam susti-*

1. « Aucune disposition ne défend aux syndicats ni de prendre des immeubles à bail, ni de prêter, etc. », or pas une de ces opérations n'est directement autorisée par l'article 6.

2. Rapport fait par M. Bertauld à l'Assemblée Nationale dans la séance du 14 décembre 1871 (*Annales de l'Ass. Nat.*, t. VI, annexes, p. 171).

nent. Car ces corps peuvent, à l'instar des personnes, aliéner, acquérir, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger, obliger les autres envers eux ». M. Trarieux dans la séance dont nous avons parlé définit lui aussi la personnalité civile d'une façon extrêmement large : « La personnalité civile, c'est vous le savez, messieurs, la constitution d'un être moral qui a le droit d'acquérir, de posséder, de disposer d'une manière générale, de transiger, de compromettre, de jouir, en un mot, de tous les droits civils que peut avoir, dans notre société la personne majeure et reconnue par la loi ». Enfin Waldeck-Rousseau rédige ainsi l'article 14 de son projet sur les associations déposé par lui le 23 octobre 1883 : « La personnalité civile est la fiction légale en vertu de laquelle une association est considérée comme constituant une personne distincte de la personne de ses membres, et en qui réside la propriété des biens de la société ».

Cependant les personnes morales ne jouissent pas de tous les droits dont peuvent jouir les personnes réelles, il y a deux sortes de restrictions :

I. Celles qui résultent de la nature même des choses : il y a en effet des droits qui sont incompatibles avec la nature même de leur personna-

lité fictive, tels que les droits de famille et de succession ;

II. Celles qui découlent d'une manifestation de volonté certaine du législateur et ici nous trouvons deux sortes de restrictions :

(A) La capacité de ces personnes morales peut subir des limitations à raison du rôle que la loi leur attribue. Il est tout naturel que la loi permettant la création de personnes civiles en vue d'un but déterminé restreigne leur capacité sur les points qui ne s'y rapportent pas : « la destination de chacune fixe la mesure de ses droits ». Mentionnons seulement pour le moment que la loi de 1884 précise le but des syndicats professionnels dans son article 3.

(B) De plus certains actes qui rentrent dans les attributions des personnes morales et qui pourraient servir à atteindre le but poursuivi par celles-ci peuvent leur être enlevés, mais ici il faut un texte spécial de la loi ; le législateur de 1884 l'a entendu ainsi : dans l'article 6 il pose des limites au droit d'acquérir des immeubles : « Toutefois les syndicats ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions ».

Donc pour connaître la capacité juridique des

syndicats il faut examiner les restrictions venant du but assigné par le législateur à ces associations et la restriction (il n'y en a en effet qu'une qui soit intéressante pour nous) formellement exprimée par celui-ci.

Débarrassons-nous d'abord de cette dernière : la loi dans son article 6, § 4 déclare : « les syndicats pourront sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite ». Laissons pour le moment ce texte et examinons les restrictions venant du but assigné par le législateur à ces associations.

Ce but est déterminé par l'article 3 : « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Il est nécessaire de rechercher exactement le sens de cette phrase car c'est d'elle que découlent tous les droits des syndicats, c'est d'elle que viennent toutes les limites apportées à leur champ d'action. Pour en connaître toute la portée, il faut voir d'abord ce que le législateur a voulu dire et pour cela se reporter aux travaux préparatoires, puis étudier la loi elle-même, après cela il faut examiner certaines lois postérieures à celle de 1884; nous verrons ainsi com-

ment les législateurs eux-mêmes ont interprété cet article 3 ; enfin nous rechercherons rapidement comment la doctrine et la jurisprudence ont compris cette loi.

§ 1

Dans le projet primitif cet article 3 (alors art. 2) (1) était conçu dans les termes actuels (moins le mot *agricole* ajouté postérieurement). La commission de la Chambre des députés voulut préciser et fit voter par la Chambre le 9 juin 1881 ce texte : « Les syndicats ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux communs à tous leurs membres et des intérêts généraux de leurs professions et métiers ». Ce texte fut adopté en première lecture par le Sénat le 8 juillet 1882 ; mais celui-ci le modifia lors de sa seconde délibération le 31 juillet 1882 sur les observations de M. Bérenger qui demanda le rétablissement du mot exclusivement et la suppression des mots ajoutés par la commission de la Chambre pour éviter que les syndicats professionnels ne devien-

1. Art. 2 : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux communs à tous les membres du syndicat ».

nent une association politique ; M. Béranger s'écriait en effet : « Les intérêts généraux ! mais on peut dire que cela comporte tout, que cela embrasse le cercle des intérêts de toute nature dont peuvent s'émouvoir les membres associés » (1). D'après toute la discussion on voit que ce sénateur voulait seulement empêcher les syndicats de devenir des associations politiques. Du reste à la même séance M. Marcel Barthe, rapporteur du projet de loi avait déclaré : « Si le mot *exclusivement* est supprimé les associations d'ouvriers et de patrons pourront, sous une apparence de légalité, constituer des associations politiques. Or c'est ce que nous ne voulons pas, nous ne voulons pas que dans une loi qui concerne l'industrie et le commerce, pût se glisser une disposition qui permît à des associations professionnelles de se livrer à des discussions politiques » (2).

En tous cas personne ne songeait à empêcher les personnes exerçant un même métier ou un métier connexe de s'unir pour défendre leurs intérêts matériels ; on peut en tirer une preuve du rapport de M. Lagrange présenté lors du retour du projet à la Chambre. Il nous semble

1. *Journal officiel*, 9 juillet 1882, p. 751.

2. *Journal officiel*, Sénat, Débats parlementaires, 9 juillet 1882.

nécessaire de citer quelques lignes de ce rapport :
« Plusieurs membres de la commission étaient d'avis de formuler cet article dans les termes adoptés par la Chambre des députés. Après discussion, après s'être convaincue que la seule pensée du Sénat a été d'éloigner des réunions syndicales toute discussion politique, après avoir constaté que, sous sa forme nouvelle, la loi ne restreint en aucune manière le cercle d'action des associations syndicales, que celles-ci conservent le droit de se livrer à l'étude et à la défense des intérêts *économiques*, industriels et commerciaux *communs à tous leurs membres* et des intérêts généraux de leurs professions et métiers, la commission vous propose d'adopter la rédaction adoptée par le Sénat » (1). Or ce passage du rapport n'a été l'objet d'aucune contestation en séance publique. Ainsi il n'est pas douteux que dans la pensée du législateur de 1884 les syndicats peuvent se livrer à l'étude et à la défense des intérêts économiques communs à tous leurs membres ; or, est-ce que le fait de s'unir pour tâcher d'obtenir le plus possible avec son salaire comme le fait de tâcher d'obtenir un salaire plus élevé n'est pas défendre les intérêts économiques communs à tous les membres du syndicat ?

1. *Journal officiel*, 1883, Chambre, Annexes, p. 401.

§ 2

Maintenant que nous connaissons la pensée du législateur, examinons la loi elle-même et son champ d'action.

Dans notre texte de l'article 3 se trouve le mot *exclusivement* et c'est ce mot qui mis seulement dans le but d'empêcher les syndicats de s'occuper de politique est constamment cité par tous ceux qui veulent restreindre le rôle des syndicats. Il est donc nécessaire de rappeler à ce propos les paroles de M. Tolain à la séance du 8 juillet 1882 : « le mot *exclusivement* pour nous (il parle au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi) n'a aucune espèce de valeur. Cela ne me paraît pas être une limitation réelle du cercle des attributions des syndicats » (1).

Ce mot *exclusivement* d'ailleurs « limite simplement l'activité de ces associations et non pas les formes variées que les syndicats ont la faculté de donner à cette activité » (2). Le texte lui-même de la loi le prouve : l'article 6 n'énumère-t-il pas quelques-uns des moyens que les syndicats peuvent employer pour atteindre leur but

1. *Journal officiel*, Sénat, Documents parlementaires, p. 755.

2. Salmon-Legagneur, note Dalloz, 1909. 4. 29.

et parmi ces moyens nous trouvons le droit d'ester en justice, le droit d'acquérir certains immeubles et, ce qui est plus important pour nous, le droit « de constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite » et « de créer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail ».

Il faut remarquer que le législateur n'a fait qu'énumérer quelques-uns des attributs donnés aux syndicats ; la commission de la Chambre avait essayé de donner une liste plus complète des actes qui rentraient dans le champ d'action des groupements professionnels ; mais elle a compris que c'était impossible et a dû la supprimer, le second paragraphe ajouté à cet effet à l'article 3 était ainsi conçu : « Les syndicats pourront s'occuper *notamment* dans l'intérêt de leur profession ou métier de la création de caisses d'assurances contre le chômage, la maladie ou la vieillesse, de l'établissement d'ateliers de refuge, de magasins pour la vente ou réparation d'outils, de l'organisation de sociétés coopératives, de l'organisation et des progrès de l'enseignement professionnel et d'autres questions de même nature » (1).

1. *Journal officiel*, 1881, Chambre des députés, Doc. parl., p. 366.

Ainsi que nous le disions l'énumération de l'article 6 de la loi de 1884 n'est nullement limitative. Waldeck-Rousseau qui, s'il ne fut pas le promoteur de cette grande réforme sociale, en fut l'un des plus vigoureux et des plus tenaces défenseurs, dans sa circulaire ayant trait à l'application de la loi qu'il adressa comme ministre de l'Intérieur aux préfets le 25 août 1884 le constate : « Aucune disposition ne défend aux syndicats ni de prendre des immeubles à bail quel qu'en soit le nombre et quelle que soit la durée des baux, ni de prêter, ni d'emprunter, ni de vendre, changer, hypothéquer leurs immeubles » (1). Or aucune de ces opérations n'est directement autorisée par l'article 6. De plus Waldeck-Rousseau ajoute que la personnalité civile a été donnée aux syndicats : « pour leur permettre de porter au plus haut degré de puissance leur bienfaisante activité... désormais la fécondité des associations professionnelles n'a plus de limites légales... les difficultés qui pourront surgir devront toujours être tranchées dans le sens le plus favorable au développement de la liberté ».

Et Waldeck-Rousseau dans une consultation publiée dans le *Musée social* en 1898 (2) nous

1. *Journal officiel*, 28 août 1884.

2. Circulaire 49, série B, 25 juin 1898, p. 566. « Les peti-

montre clairement l'étendue et la portée de la loi de 1884 : « c'est essentiellement dans l'article 3 qu'il faut chercher quels actes sont d'une façon générale, permis aux syndicats... Il faut et il suffit qu'ils aient un caractère commun aux adhérents du syndicat », et il ajoute : « L'article 3 parle non seulement d'étude mais de défense des intérêts agricoles (ce qu'il dit s'applique aussi bien aux intérêts commerciaux ou industriels puisque la loi de 1884 est commune à tous les syndicats). Toute la discussion prouve que loin de vouloir enfermer ces associations professionnelles dans le cercle des études abstraites, on souhaitait de les en faire sortir et la pratique adoptée sur des points divers est conforme à cette interprétation, puisque, sans aller plus loin chercher des exemples, on voit que l'achat des matières premières, la vente des produits, l'établissement de comptoirs d'achat et de vente sont considérés comme les actes les plus légitimes ».

Donc d'après les travaux préparatoires, d'après la loi elle-même, d'après son commentateur le plus autorisé les syndicats ne sont pas de « simples cercles d'étude » pour employer l'expres-

tes institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme ».

sion de M. Beauquier qui, lui, est un partisan de la liberté illimitée d'association; un syndicat doit être une association vivante qui s'inspire chaque jour des besoins pratiques de ses membres. Il faut comprendre d'une façon large ces mots étude et défense; l'étude, c'est la recherche des moyens propres à maintenir ou à améliorer la situation économique de la profession et la défense, c'est la mise en œuvre de ces moyens; défendre ce n'est pas seulement empêcher les autres de nuire aux syndiqués, c'est prendre en main les intérêts de ceux-ci, et parmi ceux-ci nous trouvons cités par la loi en première ligne les intérêts économiques. « Une virgule, dit M. Boullaire, placée dans le texte de l'article 3 après le mot économiques, comme le constate le *Bulletin des lois*, établit nettement que la loi ne prétend pas souder ensemble les intérêts économiques d'une part et les intérêts industriels, commerciaux et agricoles de l'autre, de telle sorte que les premiers ne puissent être isolés des seconds. Au contraire les intérêts économiques s'ajoutent aux trois autres ». Quoique ce ne soit pas l'avis de la Cour de cassation (1) nous pen-

1. L'arrêt dont nous allons citer un passage, a été rendu le 27 juin 1885; il s'occupe des syndicats de médecins et par conséquent ne se rattache nullement à notre sujet, mais à propos du mot économique il déclare que « dans l'article 3 la

sons que le mot économique a un sens par lui-même ; aussi nous semble-t-il impossible de refuser aux syndicats le droit de défendre les intérêts économiques de leurs membres, cela d'autant plus que M. Lagrange, dans le passage cité de son rapport à la Chambre, constate que ce droit leur appartient. Et dans la défense des intérêts économiques rentrent forcément des actes pratiques, puisque nous venons de voir que les groupements professionnels n'étaient pas des sortes d'académies planant au-dessus des contingences journalières ; parmi ces actes pratiques nous rangeons la coopération et la mutualité.

§ 3

Examinons maintenant les lois postérieures à celle de 1884, afin de nous rendre compte qu'aucune ne restreint les pouvoirs accordés aux syndicats ; au contraire elles sont toutes nettement orientées dans le sens d'une large capacité et le législateur est de plus en plus partisan de don-

loi limite l'objet des syndicats à l'étude, à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; refusant ainsi le droit de former des syndicats à tous ceux qui n'ont à défendre aucun intérêt industriel, commercial ou agricole, ni par suite aucun intérêt économique se rattachant d'une façon générale à l'un des intérêts précédents ».

ner les droits les plus étendus aux associations professionnelles.

Nous ferons une étude assez minutieuse de chacune de ces lois et même de leurs travaux préparatoires et cela pour un double motif : d'abord pour savoir comment le législateur qui a suivi celui de 1884 a compris la loi sur les syndicats et en particulier ces mots : « étude et défense », ensuite parce que plusieurs de ces lois nous seront utiles lorsque nous examinerons en détail les rapports des syndicats et des coopératives.

(A) La première loi qui présente de l'intérêt pour nous est la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole.

Dans le texte de la proposition déposée en 1890 par M. le député Méline et plusieurs de ses collègues, proposition qui profondément modifiée est l'origine de la loi dont nous nous occupons, l'article 1^{er} autorisait les syndicats « par dérogation à l'article 3 de la loi de 1884 à acheter pour revendre, louer et prêter à leurs adhérents les matières premières, etc., nécessaires à l'exercice de leur profession,... vendre pour leur compte les produits de leur profession » et à faire au profit de leurs membres, certaines opérations de crédit agricole énumérées par le texte.

Les mots « par dérogation » semblent impliquer nettement que toutes les opérations énumérées dans l'article étaient interdites aux syndicats. Ce texte déclencha tellement de protestations que dans un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Méline et plusieurs de ses collègues par M. Mir à la Chambre nous trouvons : « Quelles sont les attributions des syndicats professionnels ? Quelles sont les opérations auxquelles ils ont le droit de se livrer ? Elles sont naturellement un peu vagues et la loi ne pouvait guère les définir nommément puisqu'elle devait s'appliquer aux professions les plus diverses ; mais la formule qu'elle emploie est aussi générale, aussi étendue que possible et il est permis d'affirmer qu'à la condition de se limiter à « l'étude et à la défense de ses intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », un syndicat peut faire tout ce qu'il veut » et nous lisons plus loin : « le texte primitif de la proposition de loi pouvait laisser supposer que les syndicats professionnels n'ont pas, en l'état de la législation actuelle, la faculté de faire certains actes énumérés au texte. Telle n'était pas la pensée des auteurs. Aussi ont-ils d'eux-mêmes proposé la rédaction nouvelle, qui ne prête à aucune équivoque ». « Le nouvel article 1^{er} dispose que tout

syndicat professionnel pourra se constituer en société de crédit » (1).

Dans la seconde citation faite, les auteurs de la proposition de loi reconnaissent donc eux-mêmes qu'ils se sont trompés en employant ces mots : « par dérogation à l'article 3 de la loi de 1884 » et M. Méline déclara à la Chambre le 16 juin 1892 : « Ce que nous demandons aux syndicats, c'est une transformation d'une simplicité extrême. Ils font tous les jours des opérations dont je parlais au début de mon discours : acquisitions de semences, d'engrais, de bétail. Que leur manque-t-il pour étendre leurs opérations ? Il leur manque l'argent, le crédit... ».

Cette loi est très importante pour nous et cela à deux points de vue : elle reconnaît au syndicat le droit de faire lui même des actes coopératifs d'achat et de vente. En effet, le texte de la deuxième proposition adopté par la Chambre fut transformé par le Sénat qui décida que l'organisme chargé de fournir le crédit à l'agriculture serait, non pas le syndicat lui-même, mais une société distincte et autonome formée par tout ou partie des syndiqués ; la Chambre vota cette loi ainsi modifiée.

1. *Journal officiel*, 1892, Documents parlementaires, Chambre, pp. 206 et suiv.

Dans cette loi nous trouvons que ces sociétés de crédit agricole : « ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées *par ces syndicats*, ou par des membres de ces syndicats »... « Ces sociétés peuvent se charger relativement aux opérations concernant l'industrie agricole des recouvrements et des paiements à faire *pour les syndicats* ou pour les membres de ces syndicats ». Or les opérations d'industrie agricole impliquent des actes positifs et pratiques, qui sont tout autre chose que la revendication abstraite des intérêts généraux de la profession et qui ne peuvent consister qu'en actes coopératifs de vente et d'achat.

Mais par contre la loi refuse aux syndicats la faculté de pratiquer eux-mêmes le crédit agricole. Le Sénat transforma la loi votée par la Chambre pour plusieurs motifs : il ne voulut pas faire des syndicats des sociétés commerciales, il ne voulut pas les soumettre à de lourdes responsabilités. Comme il fallait l'adhésion unanime des syndiqués, c'était une adhésion impossible à obtenir, pour que cette transformation eût lieu.

(B) La loi du 17 novembre 1897, portant prorogation du privilège de la Banque de France,

dit que cette dernière doit escompter les lettres de change et autres effets de commerce à ordre souscrits par les syndicats agricoles. Le législateur s'est certainement trompé ; il a voulu dire souscrits par les sociétés de crédit agricole ; mais il faut lire la loi comme elle est écrite et en tirer des conclusions :

(a) D'abord la souscription de lettres de change et autres effets de commerce suppose des obligations à court terme à la charge des syndicats, obligations qui ne peuvent guère naître en dehors d'achats pour revendre. La loi de 1897 a donné ainsi aux syndicats agricoles des facilités nouvelles pour l'exécution des opérations coopératives qu'ils effectuaient depuis de longues années.

(b) De plus, cette loi reconnaît expressément aux syndicats la capacité d'accomplir des actes de commerce par la souscription d'effets commerciaux (art. 632, C. com.). C'était un grand changement dans les idées admises sur la capacité des syndicats professionnels, mais il fallut bien l'accepter et il ne semble pas que les tribunaux puissent faire autrement que d'appliquer la loi telle qu'elle est écrite ; elle est en effet trop précise pour donner lieu à interprétation.

(c) La loi du 1^{er} avril 1898, relative aux socié-

tés de secours mutuels, dans son article 40, admet « les syndicats professionnels qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents à bénéficier des avantages de la présente loi, à condition de se conformer à ses prescriptions ». C'est une nouvelle erreur du législateur : il voulait parler non des syndicats, mais des caisses de secours mutuels créées par les syndicats; or il a parlé des syndicats, et de plus, en accordant aux sociétés créées par les syndicats les mêmes bénéfices qu'à toutes les autres, le législateur leur aurait concédé purement et simplement la jouissance du droit commun que rien n'aurait autorisé à leur contester. Donc maintenant les syndicats peuvent être eux-mêmes sociétés de secours mutuels, mais en se conformant aux prescriptions de cette loi.

(D) La loi du 4 juillet 1900 a une importance capitale pour nous; elle est relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles; son article unique mérite d'être cité : « Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui, en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi

du 24 juillet 1867 et le décret du 28 janvier 1866 relatifs aux sociétés d'assurances. -- Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ». Ainsi voilà des *sociétés* qui peuvent se constituer sous la forme des syndicats professionnels : c'est donc que la loi de 1884 ne contient pas de prescriptions contraires à la constitution de certaines *sociétés*. Bornons-nous pour le moment à cette simple constatation, car nous aurons à revenir sur cette loi.

Notons aussi dans les travaux préparatoires de cette loi cette indication précieuse pour nous : dans le rapport fait au nom de la commission d'agriculture chargée d'examiner la proposition de loi et présenté par M. Ferni nous trouvons : « On n'a jamais contesté que la défense des intérêts communs impliquât le droit d'effectuer les opérations qui, par leur nature, favorisent légitimement les syndiqués dans l'exercice de leur profession. C'est ainsi que nous voyons de toutes parts les syndicats agricoles acheter en commun les engrais, semences, outils, machines, etc. Et le droit d'accomplir de tels actes dans ces conditions découle pourtant du seul droit qu'ont les syndicats agricoles de défendre leurs intérêts agricoles communs » (1).

1. *Journal officiel*, 1900, Documents parlementaires, p. 614.

(E) Dans cette revue chronologique des lois, nous ne dirons qu'un mot de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations ; elle ne nous intéresse pas spécialement. Elle contient un article 21 d'après lequel il n'est dérogé en rien pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels ; si nous la mentionnons, c'est que c'est la première loi en France qui contienne une définition de l'association, définition qui nous servira.

(F) La loi du 19 avril 1905 relative à la contribution des patentes renferme un paragraphe 9 ainsi conçu : « Les sociétés coopératives de consommation, lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou livraison des denrées, produits ou marchandises, sont passibles des droits de patente, etc. Toutefois les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ne sont pas soumis à la patente ». Cette loi confirme aux syndicats agricoles la faculté de faire pour leurs membres certains achats coopératifs, mais seulement ceux qui ont fait l'objet de commandes ; on comprend

qu'une loi de finance pose des limites lorsqu'elle accorde une exemption d'impôt.

Deux remarques sont nécessaires : d'abord la loi semble reconnaître la légalité des opérations coopératives faites par les syndicats ; en effet, elle déclare que les syndicats ne faisant que les opérations indiquées, ne payeront pas tel impôt ; donc les autres, faisant les mêmes opérations, mais sans que des commandes préalables aient été faites, peuvent le faire, mais ils payeront la patente, ils seront assimilés, au point de vue fiscal, aux sociétés coopératives qui ne se bornent pas à grouper les commandes. Cette loi était destinée à établir l'égalité, au point de vue fiscal, entre les syndicats et les commerçants ; les commerçants se plaignant de la concurrence des syndicats ; or, au lieu de prendre certaines mesures fiscales « si les agissements reprochés aux syndicats avaient été entachés d'illégalité, le procédé le plus efficace pour les faire cesser immédiatement eût été l'introduction de poursuites judiciaires contre eux » (1), et ces poursuites n'ont eu lieu qu'en 1908

Ensuite, la loi ne parle que des syndicats agricoles, nous verrons, en effet, que seuls les syndicats agricoles s'étaient véritablement adon-

1. Salmon-Legagneur, Dalloz, 1909. 1, 36.

nés à la coopération, mais comme tous les syndicats sont régis par la même loi, un syndicat industriel ou commercial suivrait les mêmes règles.

Et il ne faut pas objecter que c'est une loi fiscale, c'est une loi, du moment que le législateur soumet un acte au paiement d'une taxe, c'est qu'il en reconnaît la légalité.

(G) La loi du 30 avril 1906 modifiant la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles autorise le propriétaire du produit warranté à « en confier le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent ». Cette disposition, a-t-on dit, suppose que les syndicats peuvent posséder des magasins ; mais non, ils peuvent en être simplement locataires ; l'intérêt de cette loi pour nous réside dans ce fait que la loi reconnaît que les syndicats peuvent rendre à leurs membres des services d'ordre purement pratique.

(H) La loi du 29 décembre 1906 autorise des avances aux coopératives agricoles ; elle est par son texte étrangère à la question qui nous occupe, mais il y a dans l'exposé des motifs du projet de loi présenté par M. Rouvier, président du Conseil, ministre des Finances, et par

M. J. Ruau, ministre de l'Agriculture, un passage qui mérite d'être retenu étant donné l'autorité des personnes dont il émane : « Des tolérances, définitivement consacrées par l'usage et la jurisprudence, ont permis à un certain nombre de syndicats agricoles d'étendre bien plus que tous les autres syndicats le cercle de leur activité et de se transformer eux-mêmes en quelque sorte en société coopérative ou tout au moins d'en remplir le rôle. Devons-nous engager les syndicats à entrer dans cette voie et tout d'abord en ont-ils le droit ? On a longtemps discuté sur cette question. Les syndicats ont évidemment la capacité la plus grande en ce qui concerne les actes purement civils ; or, tous les actes relatifs à la vente par un agriculteur des produits de son exploitation sont définis par la loi des actes civils. L'association en syndicat ne fait pas perdre ce bénéfice aux agriculteurs ; il s'ensuit que *lorsque le syndicat vend les produits transformés ou non des exploitations de ses membres il ne paraît pas, en théorie, sortir de son rôle*. Dans la pratique la conservation, la transformation et même la vente des produits agricoles entraînerait, dans nombre de cas, le syndicat à s'occuper d'organisations fort diverses telles que : magasins, greniers à blé, caves, etc., et à faire des actes qui, en raison du but pour-

suivi, c'est-à-dire de la vente des produits agricoles, peuvent être considérés comme des actes civils » (1) et si les promoteurs de la loi refusaient d'autoriser les avances de l'Etat aux syndicats agricoles (on pourrait dire en effet que cette réserve du législateur impliquait le désaveu des actes coopératifs des syndicats), c'est qu'ils n'ont pas voulu « pousser les syndicats à poursuivre eux-mêmes trop de buts divers ».

(J) Enfin la loi du 16 janvier 1908 qui modifie l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 en vue d'étendre son bénéfice aux caisses d'assurances agricoles reproduit les termes de la loi de 1894 sur ce point : « Elles ont pour objet... de garantir les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par ces syndicats, etc... ». Or nous avons vu que « les opérations concernant l'industrie agricole ne pouvaient être que des actes coopératifs ».

En résumé toutes ces lois admettent que les mots « étude et défense » doivent être pris dans un sens très large ; toutes ces lois tendent plutôt à agrandir le champ d'action des syndicats plutôt qu'à le restreindre. C'est ainsi que les lois du 5 novembre 1894, du 19 avril 1905 et du

1. *Journal officiel*, 1903, Documents parlementaires, p. 503.

16 janvier 1908 reconnaissent aux syndicats le droit de faire des actes coopératifs de vente et d'achat, que la loi du 17 novembre 1897 leur donne le droit de souscrire des effets de commerce, que celle du 1^{er} avril 1898 admet les syndicats à bénéficier de cette loi, c'est-à-dire qu'ils n'auront plus besoin de constituer des caisses spéciales de secours mutuels, et qu'enfin la loi du 4 juillet 1900 permet aux sociétés et caisses d'assurances mutuelles agricoles de se constituer sous la forme des syndicats professionnels.

Il nous reste maintenant à voir comment la doctrine et la jurisprudence ont interprété la loi de 1884.

La plupart des auteurs, et ceux qui se sont occupés des syndicats sont innombrables, sont d'accord pour reconnaître que les syndicats n'ont pas été créés pour être seulement des sortes d'académies planant au-dessus des contingences de la vie ; mais ils sont loin de s'entendre sur les limites à apporter à l'action des syndicats ; du reste, la question a toujours été étudiée d'une façon fragmentaire et trop souvent d'une façon sommaire.

Quant à la jurisprudence, jusqu'à l'arrêt du 29 mai 1908, elle n'avait pas encore été appelée à envisager expressément la question des rap-

ports entre les syndicats et les coopératives, mais « elle avait tendu vers l'interprétation libérale et extensive des termes de la loi de 1884, elle paraissait viser à consacrer implicitement le principe général appliqué à toutes les personnes morales, à savoir que, dans le champ d'action déterminé par le but même de ces associations, la capacité de celles-ci est la règle et doit être présumée » (1).

Nous examinerons les décisions des cours et tribunaux dans la seconde partie, partie consacrée aux faits ; qu'il nous suffise de remarquer que la Cour de cassation, dans l'arrêt dont nous avons déjà parlé, arrêt que nous aurons à examiner, donne implicitement aux mots « étude et défense des intérêts professionnels » une interprétation large puisqu'elle permet aux syndicats d'être les mandataires de leurs membres.

1. Note de Salmon-Legagneur sous l'arrêt du 29 mai 1908, Dalloz.

CHAPITRE IV

Capacité des syndicats

Capacité des syndicats. — Ils ne peuvent pas faire des actes ayant un but lucratif. — Raisons pour lesquelles le commerce leur est principalement interdit.

De cette étude des travaux préparatoires de la loi de 1884, de la loi elle-même, des lois postérieures, de la doctrine et de la jurisprudence, il faut tirer des conclusions.

Le syndicat étant une personne morale a le droit de faire tous les actes et d'accomplir tous les contrats qui peuvent être réalisés par une personne réelle. Mais ce droit comporte des limites,

D'abord le syndicat est une association ; or la loi de 1901 définit cette dernière : « La convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances, leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». Par con-

séquent les syndicats ne doivent pas réaliser des bénéfices pour les partager entre leurs membres, mais ils peuvent chercher des profits et ils ont la faculté de s'enrichir; ils ont en effet le droit de percevoir des cotisations, d'acquérir à titre gratuit les meubles d'une manière illimitée et les immeubles dans la limite contenue dans l'alinéa 3 de l'article 6, c'est-à-dire seulement ceux nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Il est même admis que les syndicats pourront créer à côté d'eux des coopératives et se réserver tout ou partie de leurs bénéfices.

Ils pourraient même accomplir tous les actes non soumis à des règles spéciales dans le seul but d'en tirer des profits, pourvu qu'ils ne distribuent jamais ceux-ci entre leurs membres; ils pourraient donc les affecter à des œuvres d'intérêt général.

Cependant les syndicats n'ont pas ce droit, car à la limite venant de leur caractère d'association s'en ajoute une autre : l'article 3 de la loi de 1884 leur assigne un but bien défini; ils ont une mission spéciale à remplir et s'ils poursuivaient un but lucratif, quoique le gain réalisé puisse peut être les aider à défendre les intérêts professionnels, il est incontestable qu'ils sorti-

raient du rôle que la loi leur a fixé, la recherche d'un profit ne rentrant pas dans l'étude et la défense des intérêts professionnels. C'est pour cela qu'ils ne peuvent accomplir les actes dont nous parlions il y a un instant dans le but de se procurer un bénéfice ; c'est pour la même raison qu'on leur a refusé, et les travaux préparatoires de la loi ne laissent aucun doute à ce sujet, le droit de se transformer en sociétés commerciales, voici les motifs qui ont poussé le législateur à agir ainsi.

Le commerce comporte de nombreux risques ; on ne comprend pas celui-ci sans recherche d'un gain, d'un enrichissement et quoique ce ne soit pas là le caractère essentiel de l'acte de commerce, dans la majorité des cas ce dernier « est l'ensemble des opérations ayant pour but de réaliser des bénéfices en spéculant sur la transformation des matières premières, sur le transport ou sur l'échange de celles-ci » (1). Le commerce et la spéculation ne peuvent donc se séparer l'un de l'autre ; or la spéculation est très dangereuse ; elle aboutit souvent à des mécomptes, et ces mécomptes, s'ils se produisaient pour un syndicat déconsidéreraient beaucoup ces associations. La faillite d'un syndicat serait un véritable désastre !

1. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de Droit commercial*, § 3.

En outre, et ce n'est pas un argument négligeable pour qui connaît l'esprit du monde ouvrier, et, nous l'avons vu, les syndicats sont surtout destinés à se développer dans la classe laborieuse, les administrateurs deviendraient bientôt suspects aux syndiqués. On les accuserait sûrement de poursuivre la réalisation de bénéfices personnels, aux risques et périls de l'association. De là un état de guerre continuel entre les membres du syndicat et ses administrateurs.

De plus, en cas de grève, la caisse du syndicat se confondant avec la caisse de la société commerciale, les fonds pourraient servir à payer les frais du conflit et lors des échéances commerciales il ne resterait plus qu'à déclarer le syndicat en faillite ; c'est à propos de ce danger que M. Ribot disait à la tribune de la Chambre le 17 mai 1881 : « Serait-il possible de laisser des syndicats constituer des sociétés commerciales sans les garanties prévues par nos lois ? C'est absolument impossible. Pourquoi ? Par une raison infiniment simple, c'est qu'il y a des tiers qui contractent avec une société commerciale, et si vous faites table rase de tout ce que le Code a minutieusement édicté pour protéger les droits des tiers, vous allez

faire une œuvre détestable qui ne tiendra pas debout » (1).

Mais peut-être le véritable motif pour lequel le législateur n'a pas voulu que les syndicats soient des sociétés de commerce, c'est qu'il n'a pas voulu mécontenter les commerçants, et ceux-ci, surtout certains d'entre eux, ont au point de vue électoral une très grosse influence.

Non seulement on a interdit aux agrégats professionnels de faire le commerce, mais on est allé beaucoup plus loin ; partant de ce principe qu'une société commerciale est une société qui poursuit des opérations commerciales, on en a conclu que tous les actes de commerce, c'est-à-dire toute entreprise de manufacture, de commission, de transport, d'agence, d'établissement de vente à l'encan, toute opération de banque, tout achat de marchandises pour les revendre (art. 632 du C. de com.) seraient interdits aux syndicats.

Or, à notre avis, ce n'est pas exact : d'abord tous les actes que nous venons de citer ne sont pas toujours commerciaux ; en effet, d'après la jurisprudence et certains auteurs, ne sont commerciaux que les actes faits en vue d'en retirer

1 *Journal officiel* du 18 mai 1881, Débats parlementaires, p. 928.

un bénéfice ou d'après les auteurs, ne sont commerciaux que les actes d'entremise dans la circulation des marchandises. En général on n'applique ces règles que pour connaître la nature juridique des actes d'achats suivis de reventes ; or, si ces règles sont bonnes dans ce cas, elles doivent l'être pour reconnaître la nature commerciale de n'importe quel acte.

Ensuite, la loi de 1884 elle-même permet aux syndicats de créer et d'administrer des bureaux de renseignements et de placements (1), opérations réputées commerciales par le Code de commerce ; de plus, la loi du 17 novembre 1897 donne le droit aux syndicats de souscrire des effets de commerce, et c'est là encore un acte commercial.

En réalité, ce que le législateur a voulu interdire aux syndicats, c'est d'avoir comme but unique ou même principal l'exploitation d'une société commerciale ou même d'une entreprise civile ayant un but lucratif ; il a voulu que les associations professionnelles aient un objet pécuniairement désintéressé, et il n'a jamais été dans sa pensée de déclarer illicites les actes commerciaux ou civils pratiqués, sans but de

1. Nous verrons que la loi autorise par ces mots le syndicat à être lui-même bureau de renseignements et de placements.

lucre, seulement comme accessoires du fonctionnement de l'association en conformité avec ses statuts et en vue de la réalisation de son but, c'est-à-dire pour contribuer à la défense des intérêts professionnels de ses membres.

En effet, nous l'avons vu, rien dans le texte de la loi de 1884 n'autorise à restreindre les moyens laissés à la disposition des associations professionnelles pour l'accomplissement de leur mission.

Bien au contraire, nous nous sommes rendu compte, en étudiant spécialement le texte de loi, que le syndicat devait rendre des services d'ordre pratique à ses membres, et même des services d'ordre économique.

Du reste, il y a dans la loi un texte qui ne laisse aucun doute à ce sujet, c'est l'article 6, § 4 : « Les syndicats pourront... constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ». Or, pourquoi le législateur aurait-il écrit cette règle si les syndicats avaient dû créer pour tous les services d'ordre pratique qu'ils voulaient rendre des sociétés spéciales ? Il faut donc que ce soit là une exception, et voici la pensée du législateur : les syndicats ont le droit d'effectuer les opérations qui, par leur nature, favorisent leurs membres dans l'exercice de leur profession ; ils peuvent

donc faire eux-mêmes des actes coopératifs, se transformer en associations d'assurances mutuelles, mais ils ne devront pas se transformer en sociétés de secours mutuels et de retraite, parce que cette partie de la mutualité est soumise à une législation spéciale très sévère (1), et surtout parce que si les syndicats pouvaient se constituer en sociétés de secours mutuels et de retraite, ils conserveraient la garde de sommes parfois considérables qui seraient accumulées dans un but éminemment louable, mais qu'ils pourraient disperser ; c'est dans un but de protection de l'épargne que le législateur a posé, dans l'article 6, § 4, une exception à la règle générale qui est la liberté.

Et il nous semble d'autant plus que c'est la pensée du législateur qu'aussitôt après ce paragraphe vient celui-ci : « Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail ». Le législateur autorise donc les syndicats à s'occuper eux-mêmes du placement des travailleurs ; ce n'est pas en effet une société qu'il leur demande de créer, car une personne seule ne peut pas fonder une société, il leur demande

1. Cette législation a été modifiée par la loi du 1^{er} avril 1898.

d'ouvrir un bureau spécial dans le syndicat ; si l'auteur de la loi ne parle que de la création de ces offices, c'est qu'il voulait spécialement attirer l'attention des agrégats professionnels sur ceux-ci, mais il ne leur a aucunement défendu de créer d'autres services, pourvu qu'ils concourent à l'accomplissement de la mission des syndicats ; il leur a laissé la plus grande liberté pour agir comme ils le voudraient, et c'est ainsi que Waldeck-Rousseau a pu dire : « Désormais la fécondité des associations professionnelles n'a plus de limites légales ».

Nous avons montré l'utilité des coopératives et des mutualités pour toutes les classes de la société, nous avons dit que le véritable moyen pour les syndicats de se rendre utiles à leurs membres était de remplir le rôle de ces associations ; il nous reste maintenant à prouver que rien ne s'oppose à cette transformation ; pour cela, il faut étudier la coopération, voir ce qu'elle est, établir qu'elle n'est, elle aussi, qu'une association et surtout examiner la nature des actes qu'elle effectue, pour nous rendre compte que ceux-ci ne sont pas des actes de commerce, et que tout esprit de spéculation en est banni.

CHAPITRE V

La coopération

La coopération, définition générale. — § 1^{er}. Association coopérative de consommation. — § 2. Association coopérative de production. — § 3. Société de crédit mutuel. — § 4. Association coopérative d'habitation à bon marché et association de placement. — § 5. Mutualités. — Rapports entre les syndicats et ces associations.

Bien entendu, nous n'étudierons ici que la coopération dans son type pur, pour ainsi dire ce qu'elle devrait être, sans nous occuper de toutes les modalités imposées par les circonstances qui peuvent faire dévier la coopération et la transformer en société commerciale ; nous ne considérerons donc que les associations coopératives dans lesquelles aucune personne non associée n'est admise à entrer en relation d'affaires avec celles-ci et dans lesquelles le capital ne touche rien ou seulement un intérêt fixe (intérêt à un taux normal) (1), car s'il y avait

1. Nous ne sommes pas de l'avis de notre éminent profes-

dividende il y aurait partage des bénéfices : par conséquent, la coopérative serait une société. De plus, nous envisagerons la coopération d'une manière large, sans nous occuper des formes juridiques que certaines associations ont prises volontairement.

La coopération est une association de personnes qui travaille avec ses propres associés (coopérer signifie travailler avec) et qui supprime ainsi les intermédiaires. Il y a suppression de l'intermédiaire commerçant dans l'association coopérative de consommation, suppression de l'intermédiaire patron dans la co-

seur, M. Thaller, qui dans une consultation publiée dans l'*Union coopérative* du 1^{er} décembre 1903 prétend que « l'intérêt est un bénéfice, restreint sans doute, mais assez caractérisé pour répondre à la définition donnée du contrat de société par l'article 1832 du Code civil ». A notre avis l'intérêt attribué au capital c'est le loyer de l'argent et l'intérêt est dû au même titre que le loyer du local occupé par la coopérative si l'immeuble ne lui appartient pas. Du reste « quand un industriel veut établir le profit qu'il a réalisé, il déduit du chiffre de ses bénéfices apparents, l'intérêt dû au capital engagé ; le reste constitue le profit » (Hayem, *Domaines respectifs de l'Association et de la Société*, p. 167). Un arrêt (Lyon, 22 mai 1896, *Revue des sociétés*, 1897, p. 199) a déclaré qu'on ne saurait voir une société régulière dans un contrat d'après lequel un des prétendus associés n'avait aucun droit au bénéfice et recevait seulement les intérêts de sa mise. Il ne s'agissait pas d'une coopérative dans cet arrêt mais les faits identiques comportent toujours la même définition en quelque milieu qu'ils se produisent.

opérative de production, de l'intermédiaire banquier dans la coopérative de crédit, etc.; autant il y a de catégories d'intermédiaires, autant il y a d'espèces de coopératives.

Les coopératives poursuivent ainsi un double but :

1° Supprimer les profits des intermédiaires en supprimant ceux-ci ;

2° Permettre aux associés d'améliorer, grâce aux sommes non déboursées, leur condition matérielle et morale, et pour que ce but soit plus sûrement atteint, plusieurs de ces associations retiennent tout ou partie de l'argent économisé et le consacre à des œuvres d'intérêt commun.

La coopération est une association et non une société ; en effet, l'association, dit l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, « c'est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices », tandis que la société, d'après l'article 1832 du Code civil, « est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

Partage et non pas réalisation de bénéfices,

disent ces deux textes ; par conséquent il y aurait association si plusieurs personnes mettaient en commun quelque chose dans le but de réaliser des bénéfices, mais en convénant que ces bénéfices ne seraient jamais partagés entre les membres du groupement et seraient affectés à une œuvre quelconque.

Ainsi, pour qu'il y ait société, il faut que le capital constitué en commun serve à atteindre un profit pécuniaire qui se distribuera, un profit qui ressortira finalement pour chacun des associés en un accroissement de richesse.

« Il faut en outre une participation de tous aux bénéfices et une contribution de tous aux pertes, il faut enfin que ce profit ou cette perte soit simultané c'est-à-dire qu'il se produise pour tous les sociétaires en même temps, de manière à les atteindre d'une façon semblable » (1).

Nous verrons en étudiant les diverses associations coopératives que celles-ci (sauf peut-être la coopération de production) ne réunissent pas ces diverses conditions et ne sont par conséquent pas des sociétés.

Mais il est nécessaire d'insister dès maintenant sur un des caractères de la coopération,

1. Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, chapitre des Sociétés.

caractère qui se retrouve dans toutes les associations de ce type :

La coopération n'est pas faite en vue de réaliser des bénéfices ; son but est cependant un but pécuniaire, mais ce n'est pas un but lucratif : c'est une association faite en vue de ne pas perdre. Les Romains avaient bien compris qu'à côté des sociétés de gains il y avait des associations de personnes mettant en commun des apports en vue d'éviter une perte, mais ils avaient assimilé à un enrichissement une perte évitée et avaient fait rentrer ces deux sortes de sociétés dans le même cadre. Cependant réaliser un gain *lucrum captare* n'est pas la même chose qu'éviter une perte *damnum vitare*. Dans la société de gains il y a un esprit de spéculation qui n'existe pas dans l'association. Celui qui recherche un gain cherche à s'enrichir, c'est-à-dire cherche à faire entrer dans son patrimoine l'argent qui est dans celui de son co-contractant ; or les coopérateurs veulent surtout réaliser une économie, ils veulent supprimer un intermédiaire qu'ils trouvent inutile.

Examinons maintenant chacune des sortes de coopératives.

§ 1^{er}

« L'association coopérative de consommation

est l'accord d'un certain nombre de consommateurs pour faire en commun des achats en gros par eux-mêmes ou par leurs délégués et se les répartir en détail, en se passant de tout intermédiaire » (1). Ce groupement peut être permanent ou même accidentel, il peut se présenter de bien des façons différentes.

N'examinons que les deux cas principaux :

(A) tantôt l'association centralisera les commandes individuelles de ses membres et les transmettra à des fournisseurs qui par suite de l'importance de la commande accorderont les prix du gros et qui feront parvenir directement aux acheteurs les marchandises demandées pour eux, ou feront un seul envoi à l'adresse de l'association chargée de répartir les marchandises selon les commandes ;

(B) tantôt l'association ouvrira un véritable magasin où seront réunis des objets de consommation usuelle et où les membres de la coopérative pourront venir faire leurs achats. L'association pourra revendre soit au prix coûtant majoré seulement des frais généraux prévus,

1. Paul Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, 4^e édit., t. II, p. 567.

soit au prix du commerce (1) au détail et à la fin de chaque exercice l'argent restant en caisse est partagé au prorata des fournitures faites à chacun des membres.

La coopérative de consommation ne fait pas des actes de commerce : en effet elle ne cherche pas à spéculer, elle ne s'entremet pas dans la circulation des marchandises : « les coopérateurs achètent ensemble des valeurs qu'ils consomment, ils commencent sans doute par se les répartir, mais c'est en vertu d'une distribution intérieure. Les marchandises une fois parvenues à eux ne sont pas destinées à passer en d'autres mains » (2).

De plus l'association coopérative n'est pas en principe une société ; nous connaissons les caractères distinctifs de la société et nous ne retrouvons aucun d'entre eux dans ces coopératives, elles ne sont pas créées en vue de partager des bénéfices, mais simplement en vue de réaliser des économies, et alors même qu'une somme restant en caisse à la fin de l'année serait répartie à chacun des membres au prorata des fourni-

1. Le véritable esprit coopératif préconise la vente aux coopérateurs à des prix se rapprochant autant que possible de ceux du commerce local afin de rendre plus appréciable le boni réalisé en fin d'exercice, autrement dit l'économie ainsi obtenue.

2. Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, n° 813.

tures faites à chacun d'eux, cet argent distribué n'est pas un bénéfice mais un trop perçu. Ces prétendus bénéfices ce sont des bonis de restitution chaque client ayant payé plus qu'il ne devait. Et c'est là l'avantage des sociétés coopératives, faire payer moins cher que chez les commerçants ordinaires, donc chaque coopérateur réalise un avantage, mais cet « avantage il ne l'acquiert pas *simultanément* avec les autres. Il le trouve dans la série des opérations séparément traitées par lui avec la coopérative » (1).

Ces associations coopératives de consommation peuvent en se fondant prendre la forme qui leur plaît : soit association, soit société. Il est vrai que la plupart d'entre elles se sont soumises aux règles édictées par la loi du 24 juillet 1867, cette loi, dans son titre III relatif aux sociétés à capital variable, ayant offert un régime de faveur aux coopérateurs. Mais les auteurs de la loi n'ont aucunement entendu leur imposer cette modalité, ils leur ont simplement offert une faculté.

En résumé les coopératives de consommation ne sont assujetties à aucune réglementation spéciale ; elles ne font pas des actes de commerce, elles ne réalisent pas des bénéfices : par consé-

1. Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, chapitre des Sociétés.

quent rien ne s'oppose à ce que les syndicats, si dans leurs statuts aucune règle ne les y empêche, se transforment en sociétés coopératives de consommation, ils rendront de cette manière un double service à leurs adhérents : réduction sur le prix de l'objet et contrôle efficace sur sa qualité ; mais il y a une limitation sérieuse à leur droit d'être coopérative : nous nous basons sur l'article 3 pour leur donner cette faculté ; aussi la coopérative ne pourra faire que des fournitures d'objets utiles aux syndiqués pour l'exercice de leur profession car, cet article limitant le rôle des syndicats au service des intérêts professionnels de leurs membres, toute opération qui ne tend pas à ce but reste en dehors des prévisions de l'article. « Il y aura, il est vrai, de grosses difficultés venant de l'application de cette distinction ; quels sont les objets utiles aux syndiqués pour l'exercice de leur profession et les marchandises n'ayant aucun intérêt professionnel ? Il est vrai que la jurisprudence par ses solutions d'espèces, pourrait arriver assez promptement à fixer avec une précision suffisante les limites dans lesquelles devront se tenir les syndicats » (1).

1. Salmon-Legagneur, note sous l'arrêt du 29 mai 1908, D. 1909. 1. 25.

§ 2

Les associations coopératives de production ou associations ouvrières dispensent les travailleurs de recourir à l'industriel qui loue leurs bras moyennant une indemnité fixe appelé salaire.

Voici ce qui se passe : des ouvriers, pour une raison ou pour une autre, peu importe, s'associent afin de produire pour leur propre compte, à leurs risques et périls ; comme ils possèdent leurs instruments de travail, comme ce sont eux qui se chargent de la direction de l'entreprise, comme ce sont eux qui ont apporté les capitaux nécessaires au fonctionnement de l'entreprise, ils gardent pour eux naturellement l'intégralité du produit de leur travail. « C'est comme un retour à la situation du producteur autonome de l'ancien régime ; seulement au lieu d'un travailleur unique nous voyons ici un groupe de travailleurs formant une unité, transformation rendue nécessaire par les exigences de la grande production » (1).

Quelle est la nature juridique des actes des coopérations de production ? Pour la généralité des auteurs ce sont des actes de commerce. « Les

1. Gide, *Principes d'économie politique*, p. 554.

ouvriers associés, dit M. Thaller, font exactement ce qu'un patron eut accompli si l'on avait suivi l'organisation ordinaire. Ils ont une clientèle extérieure d'acheteurs, ils se proposent de vendre plus cher qu'ils n'ont acheté, ils collaborent de leur argent et de leur travail, il y a deux sortes d'apports sociaux combinés ensemble»(1).

C'est vrai, tout au moins en général; cependant il est extraordinaire que ceux qui veulent réaliser cette formule si simple : « l'outil à l'ouvrier » soient obligés de se soumettre au Code de commerce. D'autant plus que si l'on admet que le fait d'acheter pour revendre ne constitue pas à lui seul l'acte de commerce, il faut en dire autant de l'acte d'entreprise, les mêmes procédés doivent servir à établir la commercialité de ces deux actes.

Par conséquent appliquons aux opérations effectuées par les associations coopératives de production les règles dont on fait usage pour établir la nature juridique des achats suivis de revente :

D'une part, si l'association de production s'interpose dans la circulation des richesses, et c'est là pour certains le signe distinctif de l'acte de

1. Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, n° 794 (4^e édition).

commerce, c'est pour simplifier cette circulation, puisque son but c'est de supprimer un intermédiaire entre les ouvriers et le client, l'utilité du patron étant surtout de servir de trait d'union entre ce dernier et les travailleurs manuels ;

D'autre part, il est incontestable que le client paiera tout aussi cher que s'il s'adressait à un patron, aussi les partisans de la définition : le commerce c'est la spéculation, semblent triompher ; ils disent : « les coopérateurs producteurs sont des commerçants puisqu'ils cherchent à réaliser des bénéfices » ; mais les ouvriers répondent : « non, nous ne cherchons pas à réaliser des bénéfices, des profits, nous voulons simplement que notre travail nous soit payé intégralement, nous ne voulons pas que le patron vienne nous prendre une partie de ce qui nous est dû ». Cette théorie est très soutenable surtout si les ouvriers ne font que se faire rembourser leurs matières premières sans chercher de ce côté à réaliser des bénéfices.

Du reste dans un grand nombre de cas il est reconnu que les associations dont nous nous occupons ne font pas acte de commerce.

Si plusieurs artisans s'associent pour travailler ensemble et partager entre eux les produits de leur travail, la société qu'ils forment ainsi

n'est pas commerciale, car les artisans ne sont pas réputés commerçants lorsqu'ils se bornent à exercer leur état et le fait du groupement des forces ne change en rien la solution.

« Mais s'ils achètent des matières afin de les revendre après les avoir confectionnées, il faut distinguer : si la société se borne à acheter au fur et à mesure des commandes les matières nécessaires pour confectionner les objets qui leur sont demandés nous croyons que l'association ne fait pas des actes de commerce. Si au contraire elle achète d'avance des matières destinées à être confectionnées, en assez grande quantité pour qu'on aperçût dans cette acquisition l'esprit de spéculation, il y aura acte de commerce » (1).

Si des agriculteurs se réunissent en associations de production, les opérations effectuées par ces dernières seront des actes civils ; en effet l'article 638 du Code de commerce édicte : « ne seront point de la compétence des tribunaux de commerce les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron pour vente de denrées provenant de son cru », de plus en vertu de la loi du 15 juillet 1880 : « ne seront point assujettis à la patente, les laboureurs et cultiva-

1. Dalloz, *Répertoire de législation* au mot : société.

teurs pour la vente et la manipulation des récoltes et des fruits provenant des terrains qui leur appartiennent, par eux exploités » ; cette dernière loi nous montre que même au point de vue fiscal les agriculteurs ne sont pas considérés comme commerçants.

Ce qu'un cultivateur isolé peut faire en restant soumis au Code civil, cent peuvent le faire sans changer la nature juridique de l'acte accompli. Aussi les syndicats agricoles peuvent fort bien se transformer en coopératives de production. Celles-ci ont pour but non seulement de produire au sens propre du mot, mais encore de transformer et de vendre ce qui a été produit. Rarement, les syndicats se chargeront de ces trois opérations, mais souvent ils transformeront et plus souvent encore ils vendront les objets obtenus par le travail de leurs membres ; et cela, pourvu qu'ils le fassent sans spéculation et bénéfice, ils ont le droit de le faire, car, en agissant ainsi, ils défendent utilement les intérêts économiques de leurs adhérents ; en effet, ils leur assureront un meilleur prix et même ils pourront remédier à la mévente de certains produits en les exportant.

Voilà donc toute une série d'actes non commerciaux que le syndicat peut soit effectuer lui-même, soit faire accomplir par ses membres,

pourvu qu'il ne cherche pas à réaliser des bénéfices sur ces opérations.

Nous avons vu, en effet, que ce qui était en réalité interdit aux syndicats c'était de se transformer en société à but lucratif, aussi nous pensons que des syndicats pourraient faire travailler leurs membres en ne leur versant qu'un salaire normal et en capitalisant les bénéfices en vue d'œuvres d'intérêt commun ou général ; ces coopératives, en effet, ne seraient pas des sociétés, le gain réalisé ne devant pas être partagé, et en outre, ce qui nous intéresse plus, celui-ci ne profiterait pas aux syndicats.

Dans certains cas il nous semble même impossible de ne pas permettre à ces agrégats de se transformer en coopératives de production, car ils ne feraient que remplir leur mission, que défendre les intérêts professionnels. Supposons que les patrons, par suite d'une entente entre eux, abaissent les salaires d'une façon fort sensible, simplement dans le but d'augmenter leurs profits, et que rien ne puisse les faire revenir sur leur décision ; supposons même que les patrons d'une branche de l'industrie, pour une raison ou une autre, ferment leurs usines, de deux choses l'une : ou le syndicat de la profession laissera mourir de faim ces travailleurs, ou il leur fournira du travail, soit en créant des

associations coopératives, soit en les faisant lui-même travailler; or nous connaissons les avantages de cette dernière solution, et dans cette hypothèse celle-ci est de beaucoup préférable, le syndicat devant consacrer tous ses fonds disponibles à l'acquisition de l'outillage et la coopérative ne devant pas pouvoir limiter le nombre de ses membres.

Il y a un autre cas, bien voisin du précédent, il est vrai, où, à notre avis (1), les syndicats peuvent se transformer en sociétés coopératives de production, nous voulons parler des ateliers de chômage. « Si le chômage est bien le plus fâcheux et souvent le plus injuste de tous les risques qui pèsent sur les ouvriers, ne voit-on pas combien seraient nécessaires ces ateliers syndicaux qui donneraient aux travailleurs, pendant les jours de crise, le moyen d'échapper à l'extrême misère, à l'inaction déprimante, de résister victorieusement aux suggestions mauvaises du découragement ou de la haine » (2)?

Il nous semble que rien ne s'oppose à la création de ces ateliers par les syndicats, toutefois

1. Dans le même sens, Glotin, *op. cit.*, p. 267.

2. Duttoit, Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire le commerce ? *Association catholique*, 1903, p. 420.

ceux-ci ne devront être que locataires de l'immeuble (art. 6, § 3). Naturellement, ces ateliers ne devront pas dégénérer en une opération industrielle. Les ouvriers y travailleront pour leur compte ; cependant les syndicats fournissant le local, les machines, les outils pourront toucher une faible indemnité pour le remboursement de leurs dépenses et de leurs frais généraux.

Donc, à la question de savoir si un syndicat peut se transformer en association coopérative de production, nous répondrons qu'il n'y a pas de solution générale : il faut examiner la nature des actes à accomplir, voir s'il y a recherche unique d'un gain, voir si ce gain doit être partagé entre les membres du syndicat.

C'est ainsi que la Cour de cassation, dans un arrêt du 5 janvier 1897, a déclaré « régulier et valablement constitué le syndicat formé entre les fermiers d'étangs ou propriétaires exploitant eux-mêmes pour tout ce qui concerne l'exploitation des étangs, la reproduction et la conservation du poisson, la pêche et la vente de ces produits » (1).

Avant de quitter ce sujet, il faut citer un passage du discours prononcé le 13 juillet 1884 (2),

1. S. et P. 1897. 1. 212.

2. Discours prononcé à un banquet offert par l'Union des

au lendemain de la promulgation de la loi sur les syndicats par Waldeck-Rousseau : « J'estime qu'à l'heure actuelle il y a des séries d'entreprises (et il a en vue les travaux sur adjudication) qui sont *tout naturellement* ouvertes à l'initiative, à la bonne volonté et à la capacité des associations ouvrières ». C'est bien des syndicats dont il s'agit lorsqu'il parle des associations ouvrières, car il ajoute : « L'adjudicataire possède un capital d'une nature particulière, et ce capital qui, dans la main d'un seul individu, peut paraître aléatoire, problématique, aurait une toute autre consistance si, au lieu de se trouver dans la main d'un seul, qui peut disparaître demain, il était placé entre les mains d'une association reconnue, ayant l'aveu et la reconnaissance d'une des lois qui honorent le plus la législation actuelle par les services qu'elle est appelée à rendre ! » Aucun doute n'est possible : Waldeck-Rousseau, et l'on connaît la valeur de son opinion, reconnaît aux syndicats le droit de prendre part aux adjudications de travaux, ce qui impliquerait pour ces groupements la faculté de posséder des ateliers coopératifs ; cette solution n'a pas été admise jusqu'à

chambres syndicales ouvrières aux membres des commissions de la Chambre et du Sénat qui ont été chargés d'examiner le projet de loi sur les syndicats professionnels, *Journal officiel*, 15 juillet 1884.

présent à cause de l'article 632 du Code de commerce ; or, pour nous, l'acte d'entreprise n'est pas toujours commercial.

§ 3

Les associations coopératives de crédit prennent la place des banquiers pour les avances, les escomptes ou les dépôts. « Ces associations sont indispensables à l'ouvrier, à l'artisan, à l'agriculteur qui a besoin de quelques centaines de francs pour acheter la matière première ou pour attendre le moment favorable à la vente des produits qu'il a fabriqués ; il lui faut alors l'engagement solidaire d'un certain nombre de personnes qui se trouvent dans le même cas que lui pour qu'il échappe aux usuriers » (1).

Ces associations se procurent les fonds nécessaires, « soit par des dépôts faits par les associés, soit en attirant les capitaux étrangers au moyen du crédit collectif que le groupement leur procure ; l'association fait ensuite profiter ses membres, lorsque ceux-ci contractent un emprunt près d'elle du faible intérêt qu'elle a à payer elle-même, ainsi que de la modicité de ses frais généraux » (2).

1. Henry Clément, *Les associations ouvrières et les associations patronales*.

2. Thaller, *Traité*, n° 809.

Ces associations ont un but uniquement civil, car dans leurs opérations ne se rencontrent ni spéculation, ni entremise dans la circulation de l'argent.

De plus, le nom que nous leur donnons est bien celui qui leur convient, car ce ne sont pas des sociétés, bien que cette qualification leur soit toujours donnée; elles ne font, en effet, pas de bénéfices; de plus, l'associé trouve bien un avantage à s'adresser à cette coopérative : c'est de contracter son emprunt à de meilleures conditions que dans une banque, mais cet avantage il ne l'acquiert pas « simultanément » avec d'autres; il n'en profite que le jour où il s'adresse à cette association.

C'est ainsi que les sociétés de crédit agricole organisées par la loi du 5 novembre 1894 ne sont pas des sociétés, car, d'une part, elles peuvent se constituer sans capital social et d'autre part les bénéfices n'y sont pas distribués sous forme de dividendes entre leurs membres; on peut seulement les répartir à la fin de chaque exercice, mais entre les syndicats et entre les membres des syndicats (associés ou non associés), non pas proportionnellement à la souscription, mais au prorata des opérations que chaque membre des syndicats a faites avec la société, les choses se passent donc dans ces

associations coopératives comme dans les associations coopératives de consommation.

La coopération de crédit peut se diviser en deux parties : le crédit mutuel populaire ou banques populaires, et les sociétés de crédit agricole. Les premières associations n'ont donné jusqu'à présent que des résultats insignifiants ; les secondes qui se sont développées dès 1885 grâce à l'appui des syndicats ont pris une réelle importance par suite de la bienveillante sollicitude du législateur (1).

La première loi qui les vise est la loi du 5 novembre 1894 dont nous venons de parler ; celle-ci déclare que les sociétés de crédit agricole mutuel ne peuvent être fondées que par les membres d'un syndicat ; nous avons vu également au profit de qui elles fonctionnaient. Mais ces sociétés ne se développaient que très lentement : aussi une loi du 31 mars 1899 vint à leur secours en créant un nouvel organisme, les caisses régionales. Celles-ci sont destinées à faciliter les opérations des caisses locales par un double procédé : 1^o escompter les effets souscrits ou endossés par elles ; 2^o leur faire les avances nécessaires à la constitution de leurs

1. Quatre lois sont en effet intervenues à ce sujet et toutes pour favoriser le développement de ces institutions.

fonds de roulement. Pour que les caisses régionales puissent remplir ce dernier rôle, la loi leur attribue à titre d'avances sans intérêt quarante millions de francs et la redevance annuelle à verser au trésor par la Banque de France en vertu de la convention du 31 octobre 1896 approuvée par la loi du 17 novembre 1897.

Les lois des 25 décembre 1900, du 20 juillet 1901 n'apportent que des modifications sans importance pour nous à ces lois, mais celle du 14 janvier 1908 ajoute à la loi de 1894 que les sociétés de crédit agricole pourront être constituées « soit par la totalité ou par une partie des membres d'une ou plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900 ». C'est une preuve de plus que les associations de solidarité ont des objets si proches les uns des autres qu'une fusion entre ces associations est toujours possible.

Ainsi depuis 1894 la règle générale qui est la capacité très étendue des syndicats comporte une exception : les syndicats agricoles ne peuvent plus se constituer en société de crédit mutuel.

§ 4

« Entre toutes les dépenses, celle du loyer a une importance spéciale, non seulement parce

que c'est celle qui tend à absorber une part de plus en plus considérable dans le budget des familles, mais encore parce que c'est elle qui répond au besoin peut-être le plus important au point de vue social » (1).

Aussi des associations d'habitations à bon marché se sont créées ; grâce à elles les coopérateurs accroissent leur bien-être en se procurant des logements sains et d'un prix abordable et en devenant même propriétaires de ceux-ci dans un délai déterminé.

Cependant ces associations sont jusqu'à présent fort peu nombreuses et les syndicats ne se sont pas occupés de cette question ; il nous semble que leur activité peut s'étendre jusqu'à ce domaine, quoique ce soit plus discutable ; il ne s'agit pas dans ce cas de la défense des intérêts professionnels, mais de la défense des intérêts économiques de leurs membres.

Il y a encore d'autres coopératives, cependant nous arrêterons là cette étude. Pourtant il faut dire un mot des coopératives de placement ; en effet, quoique ces dernières ne soient pas désignées sous ce nom, ce sont bien des coopératives : elles ont pour but la suppression du tenancier du bureau de placement et elles pré-

1. Gide, *Principes d'économie politique*, p. 578.

sentent les mêmes caractères que les autres associations examinées. Rappelons que l'article 6, § 5, autorise les syndicats à « créer et administrer », c'est-à-dire à remplir le rôle des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

§ 5

Aux associations coopératives il faut rattacher les différentes associations mutuelles, car bien que dans l'usage et dans les lois on sépare ces dernières des premières, les associations mutuelles ne sont qu'une application de l'idée de la coopération (1).

On distingue en général parmi ces associations les compagnies d'assurances mutuelles et les sociétés de secours mutuels ; cependant ces deux sortes de sociétés n'en forment qu'une en réalité (2) : il n'y a pas de différence en effet

1. M. de Courcy dans son livre *Essai sur les lois du hasard*, a rapproché ces deux sortes d'associations : « L'assurance mutuelle, dit-il, est quelque chose comme la société coopérative. Elle se propose pareillement de se passer du capital afin d'en économiser la rémunération ».

2. Ainsi que le fait remarquer M. Lacombe l'on rencontre dans ces deux sortes de sociétés les mêmes éléments :

- « Un dommage possible formant la matière de l'assurance.
- « Une cotisation prix de l'assurance.

entre s'assurer en cas d'accidents et être membre d'une société de secours mutuels en vue des accidents ; dans les deux cas, si l'accident arrive on touche une indemnité et dans les deux cas on en sait le montant d'avance ; mais pour être exact il faut dire que les sociétés de secours mutuels ne s'occupent que d'atténuer les événements malheureux atteignant l'homme corporellement.

Toutes ces associations se particularisent « par ce fait qu'un certain nombre de personnes exposées à des risques similaires mettent ces risques en commun » (1). Elles conviennent que les personnes qui subissent des dommages venant des cas fortuits, prévus par leurs statuts, seront indemnisées au moyen d'une contribution proportionnelle qu'on ouvrira sur tous les adhérents ou au moyen d'un fonds commun constitué par le versement d'une cotisation fixe (2) et

« Une garantie résidant dans la possibilité où doit se trouver la société de faire face à ses obligations.

« Une indemnité accordée lors de la réalisation du dommage prévu » (au mot : *Mutualité*, *Dictionnaire d'économie politique*).

1. Thaller, *Traité*, n° 37.

2. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 28 mai 1901 (S. 1903. 2. 33) a reconnu que les assurances mutuelles conservaient le caractère civil même quand elles demandaient une prime fixe à leurs assurés.

égale pour tous ou le paiement d'une prime constante, mais proportionnelle à l'importance des risques assurés, dans ces deux derniers cas les bénéfices, s'il y en a, doivent tous être affectés au fonds de réserve.

Ces associations sont bien des associations coopératives : en effet, elles ne sont pas des sociétés commerciales, car « elles ne participent à aucune circulation de valeur, les indemnités sont réglées directement entre sociétaires, la direction se confondant avec les sociétaires eux-mêmes » (1).

Elles ne comportent même pas le titre de société : elles ne mettent en effet pas un capital en valeur, ce qui exclut l'acquisition de bénéfices ; puis quand même elles en acquerraient (et en réalité les sociétés d'assurances mutuelles font produire des bénéfices par le placement de leurs réserves), ces bénéfices ne sont point partagés » (2). Ce que les associés demandent, c'est seulement qu'on les aide à ne pas trop souffrir des événements qui les frappent ; le profit qu'ils peuvent retirer de la société n'est pas commun, mais alternatif : ce que le sinistré gagne, les autres le perdent.

1. Thaller, *Traité*, n° 37.

2. Thaller, *Idem*.

Ce sont de véritables associations coopératives : en effet, seuls les membres de l'association coopèrent ; ils jouent chacun à la fois le rôle d'assureur et d'assuré, ils sont les assureurs les uns des autres ; de plus, ces groupements ont pour but la suppression d'un intermédiaire : la compagnie d'assurance ; celle-ci fait métier de réparer les dommages causés, mais elle fait payer le plus cher possible l'esprit d'initiative qu'elle a eu, car elle doit songer aux dividendes de ses actionnaires. En outre, il n'y a pas de différence, ainsi que le fait remarquer M. Planiol, entre une de ces assurances mutuelles et une coopérative de consommation : « Ceux qui s'assurent mutuellement sont des *consommateurs d'assurances* qui ont besoin de ce contrat comme d'autres ont besoin de bois et de charbon et qui s'entendent pour l'avoir au meilleur compte possible » (1).

Ces associations sont donc formées en vue d'aider pécuniairement leurs membres à supporter les infortunes qui, par suite de certaines éventualités, viennent s'abattre sur la tête de ceux-ci, ces éventualités pouvant être très nombreuses et très diverses, les associations peuvent

1. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, p. 642, note 1.

avoir des objets très différents ; les unes sont formées en vue de secourir leurs membres en cas de maladie ou d'accident, d'infirmité temporaire ou d'invalidité provenant de l'âge ou, au cas de mort du mutualiste, en vue de payer les frais de l'enterrement ou de donner une pension à certains proches parents ; les autres ont pour but de contribuer à réparer des pertes matérielles : incendie, grêle, mort des bestiaux, etc.

Le rôle de la mutualité est en résumé de « rapprocher les cœurs, de fondre les intérêts et de faire naître le haut sentiment moral de la solidarité entre les hommes ».

Ce rôle, le législateur l'a divisé ; il s'est occupé dans certaines lois des sociétés de secours mutuels et dans d'autres des sociétés d'assurances mutuelles.

1° Le législateur de 1884, voulant témoigner sa bienveillance pour les sociétés de secours mutuels, déclara : « Les syndicats professionnels pourront, sans autorisation, en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses de secours mutuels et de retraite ».

Le législateur accordait une véritable faveur aux syndicats, car en 1884 la liberté d'association n'existait pas et les associations étaient obligées, si elles voulaient vivre, de prendre la

forme des sociétés ; les sociétés de secours mutuels étaient régies par la loi du 15 juillet 1850, complétée par le décret-loi du 26 mars 1852 et pour les créer il fallait une autorisation, c'est de cette dernière dont le législateur a dispensé les syndicats.

Mais par contre ce dernier permet seulement aux syndicats de créer des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite ; il n'a pas voulu que le syndicat soit lui-même société de secours mutuels, il a voulu que celles-ci « possèdent une individualité propre et aient une administration et une caisse particulière. Il en est de même des sociétés de retraites qui peuvent bien se greffer sur les sociétés de secours mutuels et faire caisse commune avec elles, mais dont le patrimoine ne doit pas se confondre avec celui des syndicats » (1).

Si le législateur a établi cette règle c'est parce que, ainsi que nous l'avons vu, la mutualité était soumise à une législation spéciale ; il lui a semblé qu'il était imprudent de laisser les syndicats s'affranchir de cette réglementation édictée dans un but de protection de l'épargne.

Remarquons toutefois que les syndicats ne sont pas obligés de fonder ces caisses et que si

1. Waldeck-Rousseau, Circulaire aux préfets.

elles existent dans un syndicat les membres de celui-ci ne sont pas contraints d'en faire partie.

Depuis 1884 est intervenue la loi du 1^{er} avril 1898 dont nous avons déjà parlé, nous ne ferons que rappeler son article 40 : « les syndicats professionnels qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents sont admis à bénéficier des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions ».

2° Quant aux assurances mutuelles le législateur de 1884 n'en a pas parlé ; donc il a laissé toute liberté aux syndicats pour servir eux-mêmes de société d'assurances mutuelles à leurs membres et Waldeck-Rousseau dans la consultation dont nous avons déjà parlé (1) est de cet avis ; il est vrai que cette consultation est donnée en vue d'un cas très spécial et à propos d'une seule catégorie de syndicat, mais rien ne s'oppose à ce qu'on généralise, et à ce qu'on accorde à tous les syndicats le droit de remplir le rôle des associations d'assurances mutuelles les plus diverses pourvu que celles-ci soient d'ordre professionnel. Waldeck-Rousseau base

1. Consultation publiée dans le *Musée social*, circulaire 19, série B, 25 juin 1898. Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme.

son argumentation sur l'article 3 de la loi de 1884 et voici ce qu'il dit : « Que ce soit un intérêt touchant à la profession agricole d'atténuer les risques de la mortalité du bétail, ce n'est pas douteux. Que ce soit un intérêt commun à tous les membres du syndicat, ce n'est pas plus contestable. Le fait par les membres d'un syndicat agricole de s'organiser en vue de se garantir mutuellement contre un événement qui menace la profession rentre certainement dans l'ordre des faits assignés aux syndicats par la loi ».

N'oublions pas de dire que la loi du 4 juillet 1900 (loi que nous avons étudiée) a permis aux sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles de se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Il est donc absolument impossible de refuser aux syndicats d'être eux-mêmes associations d'assurances mutuelles ; en effet si on ne les y autorisait pas ils pourraient créer à côté d'eux ces sociétés, or celles-ci seraient soumises à la même loi qu'eux, rien n'empêche donc ces deux institutions de se fonder en une seule.

Sauf en ce qui concerne les sociétés de crédit agricole mutuel, les sociétés de secours mutuels et de retraites et certaines associations de pro-

duction, rien ne s'oppose donc à ce que les syndicats se transforment en coopératives. Par conséquent les groupements professionnels peuvent rendre en même temps tous les services qu'auraient rendus séparément ces diverses associations, et de cette manière coordonner les efforts faits par les travailleurs en vue de l'amélioration de leur sort.

Il faut maintenant étudier les faits, voir quels ont été dans la réalité les rapports des syndicats et des coopératives et examiner les jugements et arrêts afin de se rendre compte de la manière dont la loi de 1884 a été interprétée par la jurisprudence ; ce sera l'objet de notre seconde partie.

DEUXIÈME PARTIE

LES FAITS

Les syndicats et la coopération. La jurisprudence

Les faits ne doivent pas seulement servir d'illustration à une théorie soutenue car ils contiennent en eux-mêmes un enseignement précieux ; c'est en les approfondissant que l'on peut établir une doctrine solide, c'est en les étudiant que l'on peut voir les résultats qui pourraient être atteints par tels ou tels moyens, c'est en les examinant que l'on peut se rendre compte de la nécessité de l'intervention du législateur.

Quant aux décisions de la jurisprudence elles ne peuvent être séparées des faits, puisqu'elles doivent leur naissance à ceux-ci. De plus il est nécessaire de connaître la manière dont a été interprétée la loi par les personnes chargées de la faire respecter. Dans le cas qui nous inté-

resse, l'étude des décisions de la jurisprudence nous prouvera l'utilité d'une nouvelle loi pour délimiter nettement le champ d'action des syndicats.

TITRE PREMIER

LES SYNDICATS ET LA COOPÉRATION

Nous étudierons successivement les syndicats ouvriers, patronaux, mixtes et agricoles dans leurs rapports avec la coopération; en effet il y a de grandes différences à ce point de vue entre l'œuvre accomplie par ces divers agrégats professionnels, et si nous mettons à part les syndicats agricoles, c'est que ceux-ci se distinguent des autres par leur zèle en faveur du développement de la coopération parmi leurs membres.

Avant de commencer l'exposé des faits il est utile de donner quelques chiffres.

Au 1^{er} janvier 1908 (date des dernières statistiques publiées) (1) il existait :

3.965	syndicats patronaux,
5.524	» ouvriers,
170	» mixtes,
4.423	» agricoles,
soit en tout.	14.082 syndicats.

1. Ministère du travail et de la prévoyance sociale, *Annuaire des syndicats professionnels*, 16^e année, 1908-1909.

Voici, d'autre part, le tableau des institutions et des créations diverses dues aux syndicats professionnels existant en France au 1^{er} janvier 1905 : ce tableau a été publié par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (1).

1. Nous reproduisons ce tableau tel qu'il figure dans l'*Annuaire des syndicats professionnels* de 1908-1909, sans en retrancher les institutions ou les créations des syndicats qui n'ont aucun rapport avec notre sujet.

**Tableau des institutions et créations diverses des syndicats
professionnels existant en France au 1^{er} janvier 1905**

NATURE des INSTITUTIONS ou CRÉATIONS	Nature des syndicats fondateurs			Unions de Syndicats			Total des créations
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	
Bureaux et offices de placement	383	1.162	42	4	128	1	1.720
Bibliothèques professionnelles	243	1.237	26	13	175	2	1.696
Caisses de secours mutuels	98	1.010	58	4	(a) 27	»	1.197
Caisses de chômage	7	724	11	1	(a) 19	»	762
Secours de route	27	924	6	»	48	»	1.005
Cours et écoles professionnels	115	402	18	5	42	1	580
Laboratoires d'analyses ou d'expertises	64	12	1	4	1	»	82
Caisses de retraites	35	92	16	3	3	1	150
Caisses de crédit mutuel	31	75	7	»	»	»	113
Sociétés d'assurance contre les accidents	31	2	2	»	»	»	38
Sociétés coopératives de consommation, économi- cats	22	122	9	»	4	»	157
Sociétés coopératives de production	6	64	»	»	»	»	70
Concours professionnels et expositions	12	19	1	»	»	»	32
Champs d'expériences	12	10	1	»	»	»	23
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire).	335	179	15	44	52	»	625
Totaux	1.424	6.034	213	78	499	5	8.243

(a) La caisse de secours mutuels, la caisse de chômage, la caisse de route de la Fédération française des travailleurs du Livre comprennent 170 sections locales réparties sur 80 départements. La caisse de chômage et la caisse de secours de route de la Fédération des ouvriers mécaniciens comprennent 50 sections locales réparties sur 35 départements.

CHAPITRE PREMIER

Les syndicats ouvriers

Les ouvriers et le parti socialiste. — Le parti socialiste et la coopération. — Les derniers congrès socialistes. — Les syndicats ouvriers et la coopération.

Nous avons vu que les ouvriers avaient le plus grand intérêt, tant pour eux que pour leurs membres, à s'occuper de coopération ; aussi, avant même d'être reconnus par la loi, s'étaient-ils engagés dans cette voie, poussés du reste par les vœux de leurs congrès.

Mais ces derniers ne tardèrent pas, ainsi que nous l'avons rappelé, à changer d'avis ; ce revirement est dû à l'influence du parti socialiste ; ce parti en effet a une grande influence sur les ouvriers, il est peu de syndicats ouvriers dans les centres peuplés (et c'est là surtout que ces groupements se trouvent) qui ne fassent partie d'une fédération socialiste, les meneurs socia-

listes ayant su grouper autour d'eux la très grande majorité des syndicats ouvriers.

Or, chose étrange, le parti socialiste est l'adversaire résolu de la coopération ; c'est même le seul parti entrant directement en lutte contre elle. Cependant, ainsi que l'a fait remarquer M. Coutard (1) : « Il y a entre les coopérateurs et les socialistes une parenté étroite tant au point de vue de l'origine que des tendances. Comme les socialistes, les coopérateurs se réclament des noms de Fourier, d'Owen, de Louis Blanc ; comme eux ils veulent substituer à l'ancienne forme de production une nouvelle dans laquelle l'ouvrier aura droit à la totalité du produit de son travail ».

Si cette aversion existe entre les socialistes et les coopérateurs, c'est que les premiers voient dans les seconds leurs ennemis les plus dangereux : pour eux « la coopération n'est qu'un appât tendu par les bourgeois pour détourner les ouvriers de la poursuite de leurs véritables intérêts et les engager dans une fausse piste qui n'aura d'autre issue que de conduire quelques-uns d'entre eux dans les rangs de leurs exploités » (2) et par conséquent de diminuer ainsi

1. Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, p. 303.

2. Gide, *Le mouvement coopératiste en France dans ces dix dernières années*, p. 23.

le nombre des adversaires de l'état de choses actuel. Les socialistes reprochent aussi à la coopération de prendre les membres les plus actifs et les plus intelligents de la classe ouvrière, ceux qui devaient servir d'après eux à entraîner les masses vers la révolution.

Et il faut reconnaître que les socialistes n'ont pas tort ; les faits le démontrent : « la plupart des associations qui n'échouent pas se transforme en sociétés de petits patrons faisant travailler pour leur compte des ouvriers salariés et par conséquent elles perpétuent le mal qu'elles prétendent guérir » (1).

Voici du reste un exemple curieux de cette transformation, exemple qui, s'il ne nous intéresse pas à proprement parler, nous fera connaître les rapports qui peuvent exister entre les coopératives et les syndicats. En 1893 (2), « La Moissonneuse » qui était et est encore la plus grande société coopérative de Paris et de France comptait alors 12.000 membres, c'est-à-dire la majorité des ouvriers du faubourg Saint-Antoine ; elle occupait 150 employés. Soixante d'entre eux furent renvoyés à cette époque parce qu'ils

1. Gide, *Le mouvement coopératiste en France dans ces dix dernières années*, p. 23.

2. Renseignements tirés de la *Chronique économique de la Revue d'économie politique*, janvier 1893.

avaient manifesté l'intention de former un syndicat. Une grève éclata alors et dans une réunion contradictoire entre sociétaires et employés, des sociétaires sont venus déclarer qu'ils ne comprenaient « les syndicats que contre les patrons » et « qu'avec un syndicat il n'y a plus d'administration possible ». L'ordre du jour qui fut voté se terminait par ces mots : « A ceux qui se sont faits les complices intéressés ou inconscients des commerçants ou exploiters vous direz : vous avez frappé la société qui vous nourrissait, vous avez trahi notre mère commune, la Moissonneuse, vous n'êtes plus digne d'être ses enfants ».

Rien ne saurait montrer aussi bien que ces déclarations et ces décisions venant d'ouvriers probablement tous syndiqués, l'état d'esprit d'un grand nombre de coopérateurs.

Cependant, depuis quelques années, les socialistes ne sont plus des adversaires aussi farouches de la coopération ; ils en sont même tout récemment devenus les partisans, ainsi que l'on peut s'en rendre compte par la lecture de la motion suivante adoptée par une forte majorité lors du dernier « Congrès national du parti socialiste », congrès tenu à Paris dans les nouveaux bâtiments de la coopérative « La Bellevilloise » en juillet 1910 :

« Le parti socialiste, parti de la classe ouvrière

et de la Révolution sociale, a donc, comme tel, le devoir de favoriser le libre développement de la coopération. Il lui appartient d'en signaler, par sa propagande, les avantages incontestables...

« Fondé pour servir la classe ouvrière et non pour s'en servir, le parti socialiste contracte l'obligation d'apporter aux groupements prolétaires une aide fraternelle et vigoureuse, sans avoir à réclamer le paiement de ses bons offices. Formuler à leur charge des obligations à son égard, ce serait susciter dans l'action coopérative des discussions qui auraient un retentissement funeste au cœur même du parti. Ce serait, en outre, s'aliéner des recrues possibles. Sans s'interdire à lui-même de recevoir pour son action autonome des ressources librement offertes, il diminuerait la sienne propre s'il faisait dépendre, ne fût-ce qu'en partie, son équilibre budgétaire de leur prospérité.

« Il invite donc les militants socialistes à donner sans restriction leur concours à la coopération, certain d'en tirer pour lui-même un précieux avantage, puisque ses membres, protégés par elle contre les exactions des spéculateurs, allégés ainsi d'une part des charges qui pèsent sur leur existence, apporteront une force accrue

au combat général du prolétariat contre la classe capitaliste » (1)

Du reste, depuis le 1^{er} décembre 1895, il existe une « Bourse des coopératives socialistes de France » qui groupe, en 1910, 353 associations et qui a pour but de « contribuer à l'extension de la coopération en tous ses objets ».

Il est hors de doute que la coopération ouvrière encouragée par le parti socialiste va prendre un grand développement, et il est probable que les syndicats ouvriers feront, eux aussi, tous leurs efforts pour la favoriser.

Il ne faudrait pas croire cependant que, jusqu'à présent, les syndicats qui nous occupent pour le moment n'ont prêté aucune attention à la coopération, bien au contraire, de nombreux syndicats ont créé des associations coopératives et même quelques-uns se sont identifiés avec ces associations.

Certains syndicats ont même eu une vision nette de l'ensemble des services que les associations de solidarité peuvent rendre à leurs membres : aussi se sont-ils efforcés, soit de créer toutes ces associations ou simplement plusieurs d'entre elles, soit de procurer eux-mêmes à leurs adhérents tous les avantages dont les membres

1. Les journaux du 17 juillet 1910.

de diverses sociétés coopératives profitent. Pour le prouver, nous donnerons en note quelques brèves monographies de syndicats.

§ 1^{er}

Les syndicats ouvriers et la coopération de consommation

Les 5.524 syndicats ouvriers existant à la date du 1^{er} janvier 1908, d'après la statistique du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale que nous avons reproduite, n'avaient fondé que 122 sociétés coopératives de consommation et les Unions de syndicats ouvriers seulement 4. Ces chiffres sont extrêmement faibles ! Que l'on étende la capacité des syndicats, et aussitôt ceux-ci fonderont dans leur sein des services d'achats et de vente.

Quoi qu'il en soit, signalons quelques coopératives de consommation créées par des syndicats.

L'Aurore sociale

L'« *Aurore sociale* » (1) a été fondée en 1902

1. *Almanachs de la coopération française, suisse et canadienne, Almanachs de la coopération socialiste.*

Lavergne, *Les fédérations d'achat et de production des sociétés coopératives de distribution*, p. 17.

par le Syndicat des verriers d'Albi, qui en forme la principale clientèle. Cette coopérative vend un peu de tout : de l'épicerie, de la mercerie, des spiritueux, de la boulangerie, des chaussures, de la poterie, des articles de bicyclette, de pêche, etc.; elle compte 250 sociétaires, a un capital souscrit de 6.025 francs dont 5.740 francs ont été versés ; elle a vendu en 1909 pour 150.000 francs.

Cette coopérative ne distribue pas les trop-perçus, ils sont affectés à une caisse de retraites. Cette société soutient les grèves et s'occupe de propagande socialiste. Elle applique la journée de huit heures à ses employés.

Cette coopérative est très intéressante par suite de l'absolu désintéressement de ses membres qui s'interdisent de se répartir la moindre part des bénéfices sociaux.

L'Union des travailleurs

L'« *Union des travailleurs* » (1) [Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne)] est une coopérative vendant de l'épicerie, de la mercerie, des chaussures, des vins et des charbons ; fondée par les ouvriers syndiqués de la chocolaterie Meunier, elle a pour but l'extension des œuvres sociales

1. *Almanachs de la coopération socialiste*

et l'accroissement de la force syndicale, aussi, outre une caisse de secours, elle a une caisse de solidarité qui, au 30 juin 1909, contenait 660 francs.

La Coopérative des syndicats angevins

La « *Coopérative des syndicats angevins* » (1) [Angers (Maine-et-Loire)] est sous la tutelle des syndicats, ainsi que l'indique son nom ; elle se compose de 380 sociétaires ; son capital, 5.200 francs, a été complètement versé ; elle vend du pain, des vins, des cafés, de la farine ; elle a vendu en 1909 pour 89.444 francs de marchandises. Elle possède un fonds de réserve de 3.350 francs, emploie une partie des trop-perçus pour la solidarité et a une caisse de secours.

Société coopérative de consommation de la Fédération ouvrière de Franche-Comté (2)

La Fédération ouvrière de Franche-Comté (3)

1. *Idem.*

2. Fontaine, *Grande et petite industrie* p. 119.

3. La fédération ouvrière de Franche-Comté a été fondée le 24 septembre 1891, c'est à elle que Besançon doit sa Bourse de travail (1894). Ces deux organisations quoiqu'ayant un fonctionnement distinct se complètent mutuellement. La fédération a organisé en 1894 une caisse de grève alimentée par

a fondé le 9 avril 1887 une *société coopérative de consommation* au capital de 3 350 francs, divisé en 67 parts de 50 francs, ne rapportant aucun intérêt. Le prix des objets vendus doit laisser un bénéfice de 12 0/0 en moyenne ainsi réparti : 10 0/0 à la réserve, 15 0/0 à la caisse de grève, 5 0/0 à la caisse de propagande, 15 0/0 à la caisse de secours mutuels, 15 0/0 à la caisse de chômage, 20 0/0 à la caisse de retraite et 20 0/0 aux adhérents au prorata de leurs achats. La société, dont le siège est situé rue Bersot, à Besançon, obtient le plus grand succès.

§ 2

Les syndicats ouvriers et la coopération de production

Par les chiffres donnés et par les exemples cités, nous avons vu que les syndicats étudiés dans ce chapitre ne s'étaient pas désintéressés de la coopération de consommation ; mais ce

une cotisation mensuelle de 0 fr. 10 par fédéré, si une grève est approuvée par la fédération cette cotisation est élevée à 0 fr. 50 par semaine. L'indemnité de grève est de 2 francs par jour au plus. En cas de chômage persistant, la Bourse organise un service de secours aux chômeurs et à leur famille. Depuis 1897 une caisse de secours fonctionne à la Bourse, elle verse une somme de 2 francs aux ouvriers syndiqués de passage dans leur ville. La Bourse s'occupe aussi de placement.

Quant à la fédération en outre de sa société coopérative de

qui devait surtout tenter les syndicats ouvriers, c'était d'entreprendre la production, afin de supprimer le « patron » dont le seul rôle, d'après les salariés, consiste à s'enrichir aux dépens des ouvriers. Aussi de nombreux agrégats professionnels se sont lancés dans cette voie.

Ils y étaient poussés par l'exemple des nombreuses associations ouvrières qui, dès 1834, s'étaient formées en vue de la production ; il est vrai que bien peu d'entre elles avaient réussi, mais n'est-ce pas une particularité de la nature humaine de croire toujours qu'on fera mieux que son voisin ?

Quoiqu'il en soit, même avant la loi de 1884 et malgré les vœux des congrès ouvriers, les syndicats se préoccupèrent de supprimer le salariat en rendant les ouvriers maîtres de leurs outils. Et l'on peut dire qu'en général les associations de production sortent plus ou moins directement des chambres syndicales.

Nous ne ferons que citer le cas, fréquent d'ailleurs, où les ouvriers formant une coopéra-

consommation, elle a fondé en 1899 une caisse d'assurance en cas de décès ; la cotisation est de 0 fr 50 par décès jusqu'à 222 adhérents ; au-dessus elle suit une progression décroissante jusqu'à 0 fr. 10 s'il y a plus de 1.000 membres. La famille du sociétaire décédé reçoit ainsi une indemnité de 100 francs (Renseignements tirés du rapport de M. Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 119.

tive de production, complètement distincte du syndicat, il est vrai, se sont connus et appréciés lors des réunions de leur association professionnelle.

Beaucoup de syndicats ont créé une coopérative de production pendant et surtout à la suite d'une grève, afin de garantir contre le chômage les militants de la profession menacés de ne plus être employés par les patrons. Dans ce cas, c'est le syndicat qui fournit, sinon la totalité, du moins la plus grande partie de l'argent nécessaire à la fondation de l'atelier ; et cet atelier, dans la pensée des syndiqués, doit rester la chose syndicale, la direction doit être la même, les fonds doivent être communs. Cela se comprend, puisque c'est l'association professionnelle qui a fondé cet atelier, puisqu'il a été fondé dans l'intérêt de la corporation et que le syndicat croit, à tort ou à raison, représenter la corporation. Dans ces conditions ont été fondées : la « Société corporative des tapissiers de Paris », la Société « La Tablette anglaise », l'« Association générale de la broserie parisienne », etc.

Quelquefois le syndicat, sans qu'il y ait eu de grève, voyant que, par suite d'un motif ou d'un autre, les ouvriers sont sur le point d'être privés ou sont privés de travail, organise lui-même

la production. C'est ce qui arriva pour les Mines aux Mineurs de Monthieux et de Rived-Gier.

Assez souvent encore, « les derniers membres d'un syndicat en déclin, affligés de l'indifférence de leurs camarades, se voyant isolés dans leur profession, se résolvent à fonder ensemble un atelier (piqueurs de grès de Paris, sabotiers de Limoges). Ce sont généralement des éléments énergiques; ils appliquent à l'œuvre nouvelle leurs derniers fonds syndicaux et ils réussissent » (1).

Dans certains cas, si le syndicat prend l'initiative de créer un atelier coopératif, c'est dans le but de se procurer des ressources et de s'attirer des membres plus nombreux et plus zélés par l'appât des bénéfices auxquels ils espèrent participer, et nous avons montré à ce point de vue l'utilité des rapports entre les syndicats et les coopératives. Comme exemple de ce but visé par le syndicat, on peut citer le cas de l'« Association générale des cartonnières en tous genres ».

Mais quelques syndicats, allant de l'avant, ont voulu s'identifier avec l'Association de production, ils ont voulu créer celle-ci uniquement

1. *Associations ouvrières de production*, p 578.

avec leur argent ; ils ont voulu diriger eux-mêmes la production, être pour ainsi dire les patrons de l'entreprise. Les associations ainsi formées ne sont pas, à proprement parler, des associations coopératives ; si nous les faisons rentrer dans notre étude, c'est que les syndicats, quoiqu'ils soient propriétaires de la fabrique, ne jouent pas, vis-à-vis des coopératives fondées par eux, le rôle d'un capitaliste ordinaire ; en effet, dans celles-ci les ouvriers prennent part à l'administration de la société où ils travaillent ; étant nécessairement syndiqués, ils votent en cette qualité pour le choix des administrateurs ou des directeurs ; ils votent pour le même motif lorsque l'on délibère au sujet de l'emploi de la part de bénéfices qui revient au syndicat, et cette part est consacrée à une œuvre d'intérêt social dont ils profiteront. Enfin, les ouvriers jouissent de certains avantages qu'ils trouveraient rarement chez les patrons, mais qu'ils trouveraient toujours dans les associations coopératives ordinaires : ils ne sont plus sous la coupe unique des chefs d'entreprise ou de ses subordonnés ; en cas de renvoi, ils peuvent s'adresser à l'assemblée des syndiqués ; ils sont payés au tarif syndical, ils ne travaillent que le nombre d'heures fixé par le syndicat. Enfin ils ont des caisses de secours et de retraites.

tes alimentées par un tant pour cent sur les bénéfices, ce qui les encourage à travailler non pas en « ouvriers conscients », mais consciencieusement, ce qui n'est pas la même chose. L'« Association des ouvriers en voitures » rentre dans cette catégorie.

A côté de ces coopératives créées uniquement par les syndicats, il y a des coopératives créées non seulement par ceux-ci, mais par tous les groupements ouvriers : la coopérative devient ainsi la propriété de la classe ouvrière tout entière. Ici, nous nous rapprochons du régime collectiviste pour nous séparer de plus en plus du régime coopératif. Cependant, de l'avis de M. Gide, l'on doit, lorsque l'on s'occupe de la coopération, parler de cet « être hybride » « comme d'une sorte de dérivation du type coopératif » (1). En outre, les ouvriers étant syndiqués, participent, pour une part plus faible encore, il est vrai, que dans le cas précédent à la direction de l'entreprise et surtout ils jouissent des avantages que nous venons de signaler. Ce dernier type de coopération est très en faveur auprès des socialistes ; le Congrès de la coopération socialiste de Nantes (1905) décida

1. Gide, Les associations coopératives de production en France, *Revue d'économie politique*, p. 12.

que « les sociétés de production devront apporter une clause spéciale à leurs statuts, spécifiant la part d'impersonnalité du capital, afin de permettre, dans un avenir prochain, de constituer avec ces embryons la production fédérale », et le Congrès de Monthermé (1909) n'est pas favorable aux « associations de production autonomes ».

La « Verrerie ouvrière » d'Albi est le modèle de ces associations, dont l'exemple a été suivi par « l'Imprimerie coopérative fédérale » à Rouen et la « Meunerie fédérale » d'Elbeuf.

Le but rêvé par les syndicats lors de la création des coopératives des deux derniers types étudiés, c'est la suppression complète de tous les chefs d'entreprise en faisant rentrer tous les membres de la corporation dans ses ateliers, des ateliers devant se créer peu à peu dans toute la France. C'est à peu près le programme de Louis Blanc ; les ateliers sociaux sont remplacés par les ateliers syndicaux.

Ainsi, les syndicats ouvriers n'ont pas dédaigné de se servir de la coopération de production pour améliorer la condition de leurs membres, et cela tantôt en créant à côté d'eux des coopératives, tantôt en se transformant, plus ou moins complètement, eux-mêmes en coopératives.

Si la dernière statistique publiée par le Ministère du Travail ne comprend que 64 sociétés coopératives de production créées par ces syndicats ; si en 1895 (1) (il n'existe pas, hélas ! de statistique plus récente à ce sujet) sur 172 associations ouvrières, il n'y en avait que 37 dont les membres fassent obligatoirement partie des syndicats de la profession, c'est qu'une séparation entre le syndicat et l'association de production ne tarde pas à se produire dès que cette dernière « se sent assez forte pour voler de ses propres ailes » (2). Il semble cependant que dans le cas où la coopérative est la propriété du syndicat, le divorce entre les deux agrégats soit plus rare.

Etudions maintenant, à titre d'exemples, quelques-unes des coopératives que nous avons citées, et cela en suivant l'ordre dans lequel nous les avons placées.

Société coopérative des tapissiers de Paris (3)

La Chambre syndicale des ouvriers tapissiers de Paris (14, rue Pétrelle, à Montmartre) était,

1. *Les associations ouvrières de production*, p. 579, voir aussi les tableaux.

2. Gide, *Les associations coopératives de production en France*, *Revue d'économie politique*, 1900, p. 9.

3. *Les associations ouvrières de production*, pp. 162 et s.

en 1882, très puissante. Elle soutint à cette époque une grève, celle de l'ameublement ; voyant qu'il était impossible d'obtenir la journée de huit heures et le salaire de 9 francs, elle décida « d'imiter les patrons au lieu de les combattre ». Elle voulait entreprendre elle-même la production et par conséquent fournir tous les capitaux nécessaires. Mais dans une consultation juridique, on lui conseilla de se soumettre à la loi de 1867. Elle se préoccupa alors de trouver des actionnaires, elle souscrivit elle-même vingt actions de 50 francs ; 6.850 francs furent réunis sur lesquels le 1/10 seulement fut exigé

Le but de cette association était de permettre aux ouvriers actionnaires d'exploiter en commun leur industrie en les mettant directement en rapport avec les clients et en les faisant profiter intégralement des bénéfices de leur travail. L'influence du syndicat fut très grande sur la rédaction des statuts et c'est pourquoi l'association est une sorte d'atelier de chômage. Pour être admis à travailler dans l'atelier, il faut faire partie de l'association et être titulaire d'une action libérée. S'il y a plusieurs demandes

Gide, *Les associations coopératives de production en France*, p. 9.

Rapport de M. Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 35.

Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, pp. 104 et 182.

d'embauchage, le premier appelé est « celui qui n'a pas ou a travaillé le moins de temps dans l'atelier. S'il y a beaucoup d'inscrits, chacun ne peut travailler plus de quinze jours à la fois et passe son tour au suivant ». S'il n'y a aucune demande de sociétaires, des auxiliaires sont embauchés.

S'il y a des bénéfices, après un prélèvement d'un intérêt de 5 0/0 au capital versé, ils sont ainsi répartis : 5 0/0 à la caisse de prévoyance ; 50 0/0 en vue d'augmenter le capital ; 20 0/0 à titre de dividende aux actionnaires et 25 0/0 aux travailleurs de l'atelier : associés et auxiliaires ; En cas d'accident, avant la loi de 1898, la caisse de prévoyance versait à la victime une indemnité égale à la moitié du salaire pendant 180 jours ; passé ce délai, la victime de l'accident recevait une rente de 180 francs ; en cas de décès, la caisse versait aux ayants droit du décédé une indemnité de 600 francs.

La durée du travail dans l'atelier social est de huit heures par jour et le salaire de neuf francs conformément au tarif de la chambre syndicale.

La première année aboutit à un déficit ; la seconde (1885) laissa un bénéfice de 700 francs. Mais le syndicat voulut exercer son autorité dans l'atelier ; les associés entendant rester maîtres chez eux, une rupture entre ces deux

associations se produisit en 1886 et le syndicat se fit rembourser l'argent qu'il avait mis dans l'entreprise. Malgré cela, malgré une crise passagère, l'association n'a cessé de se développer. Le capital s'est progressivement accru par le prélèvement de la moitié des bénéfices et en 1895 l'association a pu devenir propriétaire de l'immeuble qu'elle occupe rue de Maistre.

LES MINES AUX MINEURS

Mine aux mineurs de Rive-de-Gier (1)

La chambre syndicale des mineurs du bassin houiller du Gier qui s'était constituée dès 1878 et qui ne devait régulariser sa situation en accomplissant les formalités prescrites par la loi du 21 mars 1884 que le 2 septembre 1886 (2),

1. Laur, *Essais de socialisme : La mine aux mineurs*.

De Billy, *La mine aux mineurs de Rive-de-Gier*.

P. du Maroussem, *La mine aux mineurs dans le bassin de la Loire*.

D^r F. Regnault et M. Waton, *Les nouvelles compagnies ouvrières*.

Waton, *Les nouvelles compagnies ouvrières*.

Office du travail, *Les associations professionnelles ouvrières*, t. 1.

Office du travail, *Associations ouvrières de production*.

Gide et Gide et Lambert, *Chroniques économiques dans la Revue d'économie politique*.

2. De Billy, *op. cit.*, *Associations professionnelles ouvrières*, t. 1, p. 361.

n'avait plus de nombreux adhérents en 1884 ; cependant elle ne resta pas inactive en face de la fermeture successive de plusieurs puits exploités par la « Société des houillères de Rive-de-Gier ». Cette société qui était l'une des quatre compagnies formées en 1854 par la division de la « Société générale des mines de la Loire », faisait depuis 1873 de mauvaises affaires par suite d'une crise industrielle qui sévissait dans le bassin et par suite de l'envahissement des galeries par les eaux. Pour prévenir de nouveaux déficits, elle résolut au commencement de 1885 de réduire son exploitation ; aussi, malgré les mises en demeure de l'administration de continuer l'épuisement des eaux, suspendit-elle successivement le travail dans plusieurs puits, si bien qu'en 1886 il n'en restait plus que deux en activité. Aussi la population minière était fort malheureuse, 307 ouvriers se trouvant sans place ! Naturellement ceux-ci cherchèrent à gagner leur vie et trouvèrent peu à peu à s'embaucher ; une cinquantaine seulement d'entre eux restaient sans travail dans les premiers mois de 1887 (1).

Dès le début de la fermeture des puits, le syn-

1. De Billy, *op. cit.*, p. 22, *Les associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 361.

dicat s'était ému de la situation faite aux mineurs ; poussé par le député de la Loire, M. Laur, encouragé par l'exemple de la petite société ouvrière du Ban (1), il vota le 31 mai 1885 une résolution demandant : 1° la déchéance de la compagnie ; 2° la rétrocession aux ouvriers syndiqués des concessions inexploitées.

Le syndicat qui s'accroissait sans cesse de nouveaux membres par suite de son intervention, déploya toute son énergie pour atteindre le double but qu'il se proposait. Il protesta violemment contre les agissements de la compagnie, il parvint à obtenir le concours de la presse et à attirer sur lui l'attention publique.

En 1886, la Compagnie houillère de Rive-de-Gier ne voyant dans les mines inexploitées et inondées qu'une source d'embarras, prit la

1. Cette petite association de production s'était constituée en 1868 entre huit ouvriers sur le territoire de la commune de Cellier, près de Rive de-Gier, pour exploiter la concession : « La Partie haute du Ban » ; la « Compagnie des mines de la Partie haute du Ban » ayant abandonné son exploitation.

Ayant épuisé la partie exploitée de sa concession la Société du Ban disparut en 1888 après avoir vendu ses droits à la « Compagnie de la Haute-Cappe »

La petite association du Ban passa presque inaperçue, cependant elle démontra aux mineurs de la région la possibilité de fonder et de diriger eux-mêmes une petite exploitation, frayant ainsi la route à ceux qui voudraient suivre son exemple. V. *Associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 337.

sage résolution d'abandonner au syndicat douze de ses concessions, c'est-à-dire la plus grande partie de son domaine minier, mais aussi la plus difficile à mettre en valeur.

L'ancienne compagnie ne mit qu'une condition à cette cession, c'est que le syndicat s'engageât à payer les annuités et les indemnités attachées à la propriété des mines.

Or, la loi de 1884, loi bien récente d'ailleurs, interdisait aux syndicats de posséder des immeubles autres que ceux nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle (1). Or, pour pouvoir posséder et exploiter une mine, le syndicat devait soit se transformer en société, soit organiser entre ses membres une société. Le syndicat des mineurs du Gier crut se mettre en règle avec la loi en rédigeant un « Pacte social » qui contenait l'ensemble des statuts ; celui-ci fut signé le 24 février 1887 par les 121 membres composant alors le syndicat.

Ce pacte instituait entre les mineurs sous la dénomination de « Syndicat professionnel des mineurs de Rive-de-Gier » une « association dans le but d'exploiter les mines cédées par la Société anonyme des houillères de Rive-de-

1. Art. 6, alinéa 3.

Gier » et dont le siège social était fixé au siège de la Chambre syndicale des mineurs de Rivede-Gier.

Cette association devait durer jusqu'à l'épuisement des gites. Son avoir se composait des concessions et de l'outillage abandonné par l'ancienne compagnie, avoir qui devenait la propriété collective des membres du syndicat ; il n'y avait ni titre, ni action, les bénéfices devaient appartenir à l'association et à tous ses membres au prorata de leur travail ; en cas de démission, toujours possible à donner par simple déclaration écrite, la jouissance de la propriété collective demeurerait aux membres restant.

L'association était soumise aux mêmes règles que le syndicat ; ni dans l'un ni dans l'autre de ces deux agrégats il n'y avait de président, tous les deux étaient dirigés par le même comité exécutif, surveillé par une commission de contrôle, le comité devait avoir un secrétaire qui fut le secrétaire du syndicat.

Les mineurs n'avaient pas constitué par leur « Pacte social » une société régulière ; ils formaient une « association de fait », ainsi que l'a reconnu le tribunal de Saint-Etienne dans son jugement du 21 mai 1889, capable de posséder des immeubles et par conséquent d'exploiter des concessions de mines que le législateur

assimile à des biens fonciers. Les 121 signataires du contrat étaient copropriétaires des douze concessions.

Et parmi ces 121 signataires se trouvaient des hommes usés par la mine, car tous ceux qui s'étaient présentés, jeunes ou vieux, avaient été acceptés par le syndicat. Ce bel exemple de solidarité avait rendu l'opinion publique bienveillante et quelques dons furent recueillis.

Mais la situation de l'association n'était pas brillante : pas de capitaux, pas d'outils, pas de machines ou peu s'en faut ; des concessions ayant ou à peu près ruiné une puissante compagnie !

Malgré tout, les mineurs se mirent courageusement à l'ouvrage. Combien de misères, de privations, n'eurent-ils pas à supporter au début ! Laissons la parole à Severine qui dans un article du *Gaulois* nous dépeint la situation de ces travailleurs pendant l'hiver de 1886 : « Pauvres gens ! Ils gagnaient de dix à quinze sous par jour en travaillant quatorze heures, parfois quinze ! J'en sais, qui passèrent trois mois dans la vase jusqu'aux épaules, si glacés quand ils revenaient de la besogne qu'ils *pensaient* mourir. Ils mangeaient deux pommes de terre le matin, avalaient un pichet d'eau. Même régal le soir. Les héros ne sont pas tous à l'armée, allez » ! Ils

souffraient tout cela pour leur mine à eux, leur mine aux mineurs !

Hélas ! bien des déceptions les attendaient ; ils eurent non seulement à lutter contre la nature, mais encore contre la compagnie qui leur avait abandonné une partie de ses concessions et faute d'oublier la solidarité qui les avait unis au début, faute de se souvenir qu'ils devaient tout au syndicat ils entrèrent en lutte avec ce dernier.

Le 22 août 1887, la compagnie regrettant la cession qu'elle avait faite, commença une campagne contre le syndicat pour rentrer en possession de son ancien domaine : menaces, sommations, pétition au Préfet et finalement introduction d'une demande en restitution devant le tribunal : demande insoutenable autant qu'injuste d'ailleurs !

La compagnie perdit complètement son procès : le jugement fut rendu par le tribunal de Saint-Etienne le 21 mai 1889, jugement qui fut confirmé par un arrêt de la Cour de Lyon du 26 mars 1891.

Ce jugement tout en reconnaissant des droits acquis à la société de fait constituée par les membres du syndicat enjoignait à l'association si elle voulait continuer à exploiter la mine de se dépouiller du nom de syndicat et de se trans-

former en société et cela dans un délai de six mois.

Il y eut à la suite de ce procès d'autres difficultés, d'autres démêlés entre le syndicat ou la société qui lui fit suite et la Société des houillères de Rive-de-Gier ; nous ne nous en occuperons pas, nous intéressant seulement aux rapports entre le syndicat et la coopérative.

Le « Pacte social » avait été signé par 121 membres, mais tous ne travaillaient pas dans leur domaine minier, certains n'ayant pas voulu, d'autres n'ayant pas pu y trouver une occupation ; par conséquent la société était composée de deux catégories de membres, les uns au nombre de 72, ouvriers de l'entreprise, les autres au nombre de 49 embauchés dans des exploitations voisines (1). Ces derniers critiquaient vivement la gestion du syndicat, ce qui mécontentait les premiers ; de plus ceux-ci qui depuis 1886 avaient travaillé dans les concessions communes, qui avaient fait des avances de salaires et supporté bien des privations, trouvaient peu équitable qu'une part des bénéfices futurs puissent être donnés à des hommes n'ayant pas lutté à leurs côtés. Si bien qu'ils résolurent d'éliminer ces derniers, peu à peu, sous divers prétextes.

1. Chiffres donnés par M. de Billy.

Clerc

Déjà une trentaine d'entre eux s'étaient retirés volontairement. Avant la fin de 1889 il ne restait plus dans l'association que les membres travaillant dans la mine.

Aussi lorsque le syndicat pour se conformer à la décision du tribunal de Saint-Etienne se transforma en « Société civile anonyme des mineurs du Gier » le 13 octobre 1889 par acte passé à Lorette, elle ne comprenait que les ouvriers travaillant dans la mine; dans les statuts il fut stipulé que pour être actionnaire il était nécessaire d'être employé dans l'entreprise.

Les membres du syndicat exclus de la société réclamèrent car la Compagnie des houillères avait fait abandon de ses concessions au Syndicat des mines du Gier et non à telle ou telle partie de ses membres; ils soutenaient avec raison d'ailleurs, qu'eux seuls formaient maintenant le syndicat. Ils obtinrent la restitution des archives et des fonds de l'association professionnelle; ne voulant pas engager de procès, ils attaquèrent violemment par la voie de la presse la société de Lorette: deux des accusations qu'ils formulaient contre celle-ci étaient fondées: ils lui reprochaient de n'exploiter qu'une seule des concessions et de ne pas observer leurs propres statuts en refusant systématiquement tous les

membres du syndicat qui demandaient à être actionnaires.

Le conseil d'administration de la société de Lorette répondit dans les journaux « que les statuts n'avaient pas été violés ; la société est maîtresse chez elle ! Elle a le droit et le devoir de choisir ses nouveaux membres. Faut-il qu'elle admette des hommes paresseux, turbulents venant semer chez elle le trouble et la discorde ? Elle entend choisir. Et ce qu'elle peut promettre par esprit de conciliation, c'est en cas de besoin de prendre ses nouveaux membres parmi les syndiqués ». C'était très bien ; mais, hélas ! ce n'était que des mots ; elle préférait prendre des auxiliaires, suivant en cela l'exemple de nombreuses associations de production.

Las de protester inutilement, en 1891 les membres du syndicat ouvrirent des travaux dans les concessions données par la Société anonyme des houillères de Rive-de-Gier au syndicat et ils creusèrent avec une grande énergie une galerie, sans souci des dégâts qu'ils causaient et qui incombaient à l'association légalement propriétaire.

La Société de Lorette, bénéficiant de ce que le syndicat n'avait pas protesté par un exploit d'huissier au moment de la formation de la société civile, obtint un jugement ordonnant le

déguerpissement du syndicat; mais jamais elle n'osa ou ne voulut le faire exécuter.

Le syndicat, lui aussi, engagea la lutte devant les tribunaux par la voie de la tierce-opposition; il soutenait qu'il avait été lésé par les jugements intervenus entre les deux sociétés des Mineurs et des Houillères, puisque l'abandon avait été fait à 120 ouvriers associés de fait et non à 70. Le syndicat échoua dans ce procès et sa tierce-opposition fut déclarée non recevable (arrêts de juillet 1895 et de juin 1896) (1).

Le 24 juillet 1895 le syndicat demanda à M. le préfet de la Loire la déchéance de la Société de Lorette au regard des concessions qu'elle n'a pas mises en exploitation (art. 49 de la loi de 1810 et art. 6 de la loi de 1838) espérant qu'après la mise en déchéance il pourrait acquérir par voie d'adjudication une ou plusieurs des concessions que la société laissait inexploitées.

Sans attendre le résultat de sa demande il constitua entre ses membres le 17 septembre 1896 par acte notarié une société civile anonyme à capital variable afin de pouvoir posséder des immeubles; cette société prit le nom de « Société civile anonyme du syndicat des mineurs du Gier ».

1. De Billy, *op. cit.*

Il y eut donc désormais à Rive-de-Gier deux « Mines aux Mineurs » rivales l'une de l'autre.

En 1897, les deux associations étaient sur le point de disparaître.

« La première : la Société civile des mineurs du Gier, ayant complètement absorbé les 300.000 francs qu'elle avait touchés comme indemnités pendant son existence, chercha depuis octobre 1897 à vendre ses concessions et à liquider. Elle ne comptait plus que trente membres au 31 décembre 1897 ; en 1898, elle vendit cinq de ces concessions pour 42.000 fr. et les autres furent abandonnées.

« La deuxième : la Société civile du syndicat des mineurs du Gier était à la même époque dans une aussi triste situation. Elle travaillait encore, mais le nombre de ces associés était réduit à quinze sur lesquels huit seulement étaient occupés dans un unique siège d'extraction. Elle ne pouvait plus payer les salaires de ses dix auxiliaires pas plus que les notes de ses fournisseurs.

« Quant à la Chambre syndicale des mineurs du bassin houiller du Gier, qui a donné naissance à ces deux associations coopératives, son existence fut maintenue au moins nominale ment après la constitution de la deuxième société civile qui recrute ses auxiliaires parmi les syn-

diqués ; elle comptait trente membres au 31 décembre 1897 » (1).

Mine aux mineurs de Monthieux (2)

La Compagnie des houillères de Monthieux exploitait depuis fort longtemps une concession houillère dont elle était amodiataire à perpétuité ; mais les couches s'épuisaient, donnaient un charbon mauvais ; de plus la compagnie succombait par suite de frais énormes d'aérage et surtout d'épuisement des eaux.

A bout de ressources, ayant absorbé 1.600.000 francs à ses actionnaires, elle résolut, le 23 mai 1891 d'arrêter son exploitation ; elle obtint du préfet la fermeture provisoire des mines et ne voulant pas garder les charges inhérentes à la propriété des mines (indemnités, retraites, pensions) elle mit en vente l'amodiation de la houil-

1. *Les associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 361.

2. Dr F. Regnault et M. Waton, *Les nouvelles compagnies ouvrières*.

Waton, *Les nouvelles compagnies ouvrières*.

P. du Maroussem, *La mine aux mineurs dans le département de la Loire*.

Office du travail, *Les associations professionnelles ouvrières*, t. I.

Office du travail, *Associations ouvrières de production*, p. 277.

Gide et Gide et Lambert, *Chronique économique dans la Revue d'économie politique*.

lère et le matériel. Aucun acquéreur ne se présenta.

Par suite de la fermeture de la mine 500 ouvriers environ se trouvaient sans travail. Le « Syndicat général des mineurs de la Loire » qui comptait de nombreux membres parmi ces derniers, résolut, pour ne pas les laisser mourir de faim, de tenter de nouveau l'expérience d'une mine aux mineurs.

Il fit publier de nombreux appels au public, il lança des listes de souscriptions pour recueillir des capitaux, il envoya les membres du conseil, les jours de paye, à la porte des bureaux pour recueillir les cotisations d'ouvriers ; il demanda des subventions aux villes, à la Chambre des députés

En même temps il faisait engager avec la Compagnie des houillères des pourparlers, pour l'achat de la mine, par une commission de dix membres nommés par une assemblée générale tenue le 3 septembre 1891.

Finalement la Compagnie céda par un acte du 24 novembre 1891 à la Chambre syndicale son droit d'exploiter (amodiation), deux puits, un tronçon de voie ferrée, des machines, en un mot un matériel ayant coûté plusieurs millions moyennant la somme minime de 10.000 francs plus les charges assez lourdes de la Compagnie

envers son ancien personnel (pensions aux blessés, veuves et orphelins).

Le syndicat profitant de l'exemple de la mine aux mineurs de Rive-de-Gier constitue aussitôt une société qui prend possession de la mine le 1^{er} décembre 1891.

Le syndicat avait recueilli : 1.400 francs parmi les ouvriers ; la ville de Saint-Etienne lui avait donné 10.000 francs ; M. Marinoni, propriétaire du *Petit Journal* 50.000 francs et la Chambre des députés avait voté elle aussi 50.000 francs. Mais le syndicat avait fait appel à la générosité publique « en faveur des ouvriers malheureux de Monthieux, des mineurs sans travail par suite de la liquidation ». Or le syndicat commettant une grave faute et oubliant les principes de la solidarité n'embauchait dans la nouvelle compagnie que sept des anciens mineurs de Monthieux, laissant sans pitié dans la misère les vieux ouvriers dont on parlait tant pour attirer les subventions, aussi le Sénat accorda les 50.000 francs « aux populations malheureuses de Monthieux » et non au syndicat.

Il est vrai que cette somme servit en partie à payer les retraites et les pensions dues par la nouvelle compagnie, celle-ci ayant acquis en même temps que la mine les charges énormes (20.000 francs par an) dues par l'ancienne com-

pagnie au profit des ouvriers blessés à son service.

D'un autre côté le gouvernement avait pris l'engagement de dégrever l'achat de Monthieux des droits d'enregistrement (19.000 francs) ; il ne tint pas sa promesse et réclama cette somme.

Quoi qu'il en soit, le travail commença activement sous la direction d'un homme énergique, aimé des ouvriers : M. Payem. Mais les difficultés, difficultés presque inévitables lorsque le syndicat et la coopérative sont deux associations distinctes, ne tardèrent pas à s'élever entre ces deux agrégats.

Les statuts élaborés par la commission des Dix chargée des pourparlers réservaient au syndicat une part considérable sur les bénéfices (45 0/0), mais lui refusaient toute ingérence directe dans les affaires de la société.

Or en fondant l'association le syndicat avait voulu constituer un atelier corporatif, il avait voulu créer la véritable mine aux mineurs, mine susceptible de réaliser non seulement toutes ses aspirations sociales, mais aussi de devenir un instrument de lutte efficace contre les compagnies. Les administrateurs de la société, au contraire, oubliant que la constitution de l'entreprise était due au syndicat voulaient être maîtres chez eux et affirmaient leur

droit de copropriété au nom de leur collaboration effective.

Le syndicat expose bientôt ses revendications par la voie de la presse. Il se plaint du pouvoir despotique des Dix qui peuvent renvoyer des ouvriers sans l'assentiment de l'assemblée générale, qui sont de véritables patrons : achetant, vendant, transigeant sans demander l'avis des coassociés. Il demande qu'un plus grand nombre d'ouvriers soient embauchés à Monthieux, que les actions soient de 50 francs au lieu de 100 francs. Il réclame la possession d'un certain nombre d'actions (ne rapportant pas d'intérêt) pour pouvoir surveiller la marche de l'entreprise. Il désire de plus nommer une commission de surveillance pour la répartition des bénéfices. Il menace enfin les Dix, s'ils ne cèdent pas, d'un procès pour abus de confiance.

Les Dix ne prêtent aucune attention aux réclamations du syndicat ; ils continuent à administrer la société suivant les statuts qui avaient été adoptés lors de sa création. Aussi le syndicat s'adresse aux sociétaires et fait tous ses efforts pour agir sur eux ; ceux-ci avaient à se plaindre des administrateurs qui s'étaient attribués les postes les plus avantageux et 50/0 sur les bénéfices et qui en outre traitaient leurs camarades avec hauteur.

Poussés par le syndicat, les sociétaires se mettent en grève à propos de la mise à pied d'un mineur.

Après de multiples péripéties l'assemblée générale du 13 novembre 1892 révoque les Dix et nomme un nouveau conseil. Le syndicat grâce à qui la mine aux mineurs existe et qui vient de soutenir les ouvriers contre les Dix se fait donner une part importante dans la gestion des affaires : un certain nombre d'actions, ne rapportant pas d'intérêts, lui sont accordées, ce qui lui permet d'envoyer des délégués aux assemblées générales. Il conserve sa part de 45 0/0 sur les bénéfices ; on ne peut aliéner la mine, changer la forme de la compagnie, modifier certaines parties des statuts sans son autorisation (art. 43). De plus d'après l'article premier pour devenir actionnaire de la société il faut être d'un syndicat de mineurs de la Loire.

Le syndicat voulait surtout par ces conditions empêcher les mineurs de vendre leur propriété et de s'en partager les bénéfices ; il espérait aussi par ces moyens éviter la transformation de l'association en société de patrons refusant d'admettre de nouveaux membres.

Mais malheureusement ces statuts furent rapidement modifiés, l'entente dura peu entre le deuxième conseil d'administration et le syn-

dicat général, la rupture se produisit en décembre 1893.

Le deuxième conseil, ayant pour lui la majorité des actionnaires, fit éliminer en quelques mois les sociétaires partisans du syndicat et finalement fit modifier les statuts en déclarant la société absolument souveraine. Signalons encore la délibération suivante adoptée le 2 septembre 1894 par l'assemblée générale de l'association : « L'état de l'entreprise ne comportant pas une extension illimitée du personnel, il ne sera pas distribué d'actions avant deux ans, tous les ouvriers embauchés à titre provisoire seront purement et simplement occupés suivant les règles admises entre patrons et ouvriers ». Cette mesure fit renaître le conflit entre le syndicat et l'association. A l'instigation de celui-là, neuf auxiliaires intentèrent un procès à celle-ci, excipant de leur droit à devenir titulaires d'une action dès leur entrée conformément à l'article premier des statuts. Par jugement du 17 janvier 1895 les auxiliaires obtinrent gain de cause, l'association était condamnée à leur payer des dommages-intérêts.

A partir de cette époque l'histoire de cette association n'est plus intéressante pour nous, c'est une association de petits patrons. Du reste elle ne devait pas tarder à suivre le sort de la

mine aux mineurs de Rive-de-Gier. Après une période de prospérité pendant laquelle trois puits et trois fendues furent en activité la société fit de mauvaises affaires et en décembre 1908 les tribunaux durent s'occuper d'elle pour la dernière fois (1).

Nous n'examinerons pas en détail les causes d'insuccès de ces mines aux mineurs, celles-ci étant devenues de véritables associations complètement indépendantes des syndicats qui les avaient créées. On doit attribuer leurs échecs un peu aux difficultés d'extraction (les compagnies qui les avaient précédées n'avaient-elles pas fait de mauvaises affaires !) mais surtout au manque d'énergie et de discipline, au manque d'altruisme et aux luttes ayant existé entre associations coopératives et syndicats. Si les syndicats étaient restés à la tête de ces mines, s'ils étaient parvenus à se faire écouter, peut-être que ces entreprises auraient prospéré.

*L'Association des ouvriers piqueurs de grès
de Paris et du département de la Seine (2)*

Le « Syndicat des ouvriers piqueurs de grès

1. Jugement du tribunal de commerce de Saint-Etienne du 5 décembre 1908 (*Revue des sociétés*, 1909, p. 123).

2. Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 37. — Coutard,

de Paris et du département de la Seine » fut fondé en 1880 dans le but de supprimer les tâcherons et de travailler directement pour le compte de la Ville.

Dès 1881 il décida qu'il entreprendrait des travaux dès que ses ressources le lui permettraient ; mais à la suite d'une campagne contre les tâcherons, campagne qui n'aboutit à rien, le syndicat se vit déserté et, hélas, c'est ce qui arrive dans la majeure partie des cas : l'agrégat professionnel ne compte de nombreux adhérents que pendant la période de lutte.

Le trésorier, homme énergique, voulut que les 737 francs restant en caisse servissent à créer une association de production, et c'est ce qui eut lieu en 1886, le reliquat de la caisse syndicale constitua les premiers et même les seuls fonds de la société.

*La Chambre syndicale des sabotiers
de Limoges (1)*

La « Chambre syndicale des sabotiers de Limoges » était réduite en 1887 à sept membres.

La production coopérative par les associations ouvrières,
p. 236.

Office du travail, *Les associations professionnelles ouvrières.*

Office du travail, *Les associations ouvrières de production,*
p. 227.

1. *Les associations ouvrières de production*, pp. 267 et s.

Ceux-ci résolurent de se constituer en société de production coopérative à capital variable. Ils décidèrent d'acheter avec leurs versements les matières premières nécessaires à la fabrication des sabots. L'association fut fondée sous le nom de « La Conciliation ».

Une société coopérative de consommation de Limoges : « l'Union » (700 membres), consentit à se fournir auprès d'elle ; « La Conciliation » put bientôt après ouvrir un magasin.

Les ouvriers associés sont éparpillés dans leurs ateliers en chambre. Le rouage central se borne à des achats en commun de matières premières et à des ventes de produits fabriqués. Cette association fonctionne surtout comme un atelier de secours contre le chômage ; aux périodes de mortes-saisons, des tâches sont distribuées aussi équitablement que possible (15 à la fois).

Notons également qu'un nouveau syndicat s'est formé sous l'influence de l'association de production.

L'Association des ouvriers en voitures (Paris) (1)

Les quatre chambres syndicales des charrons, des ouvriers en voitures proprement dits, des

1. Gide, *Les associations coopératives de production en*

serruriers et forgerons et enfin des selliers, syndicats représentant tous les corps de métier qui prennent part à la fabrication des voitures ont fondé en 1886 « l'Association des ouvriers en voitures ».

Celle-ci a pris la forme d'une société anonyme à capital variable et le capital souscrit l'a été uniquement par les chambres syndicales qui détiennent toujours toutes les actions et qui sont par conséquent propriétaires de l'association coopérative. Mais les chambres syndicales ne voulant pas s'exposer à avoir des difficultés par suite de la loi de 1884 n'apparaissent pas en nom, « chacune d'elles désigne dans son sein dix membres qui sont les titulaires nominaux des parts du capital et les propriétaires apparents de la coopérative. Ces titulaires fictifs sont d'ailleurs changés au gré des syndicats qui peuvent transférer les actions à ceux de leurs membres qui leur conviennent ».

L'assemblée générale ne se compose que de ces délégués du syndicat et chaque syndicat y possède dix voix. Elle forme l'autorité suprême, c'est elle qui nomme le directeur.

Quant aux bénéfices, 5 0/0 servent à rémuné-

France, p. 10. — *Almanachs de la coopération socialiste*. — Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, pp. 107 et s.

rer le capital, 10 0/0 sont attribués aux syndicats actionnaires, 60 0/0 vont aux réserves et 25 0/0 alimentent les caisses de secours et de réserve.

Les ouvriers profitent donc de ces 25 0/0 ; puis comme pour être ouvrier dans cette association, il faut nécessairement être membre du syndicat, ils prennent par leur vote un peu part à la direction de l'entreprise. De plus, ils touchent les salaires fixés par la chambre syndicale de la profession. Ils jouissent donc, en partie, des avantages que les associations de production procurent à leurs membres.

Cette association prospère ; en 1909, elle dit avoir fait 175.000 francs de vente. A cette date son fonds de réserve légale se monte à 3.000 fr., son fonds de réserve extraordinaire à 7.664 fr., sa caisse de retraites à 4.246 francs et sa caisse de secours à 1.425 francs.

De plus, elle a fait 150 francs de frais de propagande et a participé à toutes les œuvres de la B. C. S. (Bourse des coopératives socialistes de France), de la Chambre consultative et de l'Orphelinat de la coopération (1).

1. Chiffres publiés dans l'*Almanach de la coopération socialiste pour 1910*, p. 154.

La verrerie aux verriers de Rive-de-Gier (1)

A la suite du renvoi d'un verrier non syndiqué de l'usine Richarme, l'une des plus importantes verreries de Rive-de-Gier, les ouvriers de cette entreprise quittent le travail. La grève, qui dura du 16 mars 1894 au 26 janvier 1895, échoua complètement après avoir coûté 111.000 francs de secours à la Fédération des ouvriers verriers.

Pour obliger le patron à céder et pour occuper les grévistes, dès le 21 avril 1894, le Syndicat des verriers de Rive-de-Gier se préoccupa de l'achat d'une usine. Il put acquérir 324 actions (de 500 francs) sur 600 de la Société des verreries réunies de la Loire et du Rhône, dont le siège était à Rive-de-Gier ; il les répartit entre douze membres du Syndicat afin de pouvoir disposer dans les assemblées d'actionnaires de la verrerie de la majorité ; en effet, si l'association professionnelle avait gardé les actions, elle n'aurait disposé dans ces assemblées que de dix

1. *Associations ouvrières de production*, p. 298.

Associations professionnelles ouvrières, t. III, pp. 658 et 663.

Gide, *Revue d'économie politique*, Chronique économique.

Réforme sociale, 1896, t. I, p. 593.

Coutard, *op. cit.*, p. 113.

L. de Seilhac, *Grève de Carmaux et Verrerie ouvrière d'Albi*, p. 132.

voix, chiffre maximum dont pouvait disposer un actionnaire quel que fût le nombre de ses titres.

Nous trouvons dans le *Réveil des verriers* du 10 juin 1894 un passage qui nous indique bien que le syndicat avait voulu créer une verrerie aux verriers : « C'est une société coopérative qu'a voulu fonder la Fédération par l'action du Syndicat des verriers de Rive-de Gier. Bien que la coopération ne soit pas le dernier mot de la science sociologique et bien que les ouvriers aient le droit de prétendre à mieux, il n'en est pas moins vrai que la tentative faite par les verriers mérite d'être encouragée ».

Le syndicat garantissait le paiement des actions, soit 162.000 francs. Pour lui permettre de se libérer, le cinquième congrès des travailleurs du verre qui se tint à Paris du 26 juin au 5 juillet 1894 décida que « chaque syndiqué fédéré verserait à son syndicat la somme de 27 francs, échelonnée en plusieurs versements déterminés qui seront laissés aux soins de chaque syndicat ». Comme la Fédération se composait de 6.000 membres, la somme de 162.000 fr. devait être ainsi trouvée.

La verrerie commença à fonctionner en août 1894; on alluma successivement trois fours, mais on dut en éteindre un le 6 février 1895,

puis un autre le 16 novembre 1895. On ne trouvait pas en effet à écouler les produits. De plus, les souscriptions promises n'étaient plus versées ; la discorde et le découragement ne tardèrent pas à se manifester.

En mai 1895 : 81.000 francs sur les 162.000 étaient payés ; en octobre les verriers de Carmaux, alors en grève, envoient encore à leurs camarades 15.000 francs prélevés sur les fonds qu'ils avaient recueillis pour les soutenir durant le conflit. Mais les autres syndicats ne répondent plus à l'appel de la coopérative. Celle-ci est obligée de déposer le 23 juillet 1896 son bilan, il accuse 355.000 francs d'actif et un passif de 510.000 francs dont un cinquième en salaires arriérés.

La verrerie ouvrière d'Albi (1)

A Carmaux en 1895 à la verrerie de M. Res-séguier éclate une grève à propos du renvoi de

1. Léon de Seilhac, *Une enquête sociale : La grève de Carmaux et la Verrerie ouvrière d'Albi*.

Les associations professionnelles ouvrières, t. III, p. 666.

Les associations ouvrières de production, p. 306.

Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, pp. 109 et s.

Lavergne, *Le régime coopératif*, p. 29.

Gide, *Les associations coopératives de production en France*, *Revue d'économie politique*, année 1900, p. 10.

deux secrétaires de deux syndicats locaux qui sans avoir demandé un congé étaient partis pour prendre part au Congrès des travailleurs du verre de Marseille. Lorsque les ouvriers, renonçant à la grève, voulurent rentrer à l'usine ils trouvèrent porte close ; M. Rességuier ne voulait plus rouvrir son usine qu'à ces conditions : renvoi des meneurs de la grève et diminution des salaires.

Or à cette époque « les verriers de Carmaux touchaient un salaire supérieur d'environ 10 0/0 à celui de tous les autres verriers de France. Mais ces 10 0/0, le syndicat en exigeait le versement dans ses caisses (rappelons que tous les verriers sont obligatoirement syndiqués et forcés de verser leur cotisation sous peine d'exclusion du syndicat, de la verrerie où ils travaillent et même de toutes les verreries de France) » (1). Le Syndicat des verriers de Carmaux était par conséquent un des syndicats les plus riches de France ; il avait une caisse de résistance bien

Gide, Chroniques économiques dans la *Revue d'économie politique*.

Circulaire du Musée social, 1900, *La Verrerie ouvrière à Albi*.

Les *Almanachs de la coopération socialiste*.

1. Lettre de M. Lambert publiée dans la Chronique économique (p. 933) de la *Revue d'économie politique*, année 1895.

garnie et il venait en aide aux ouvriers grévistes des autres verreries.

Aussi la question de réduction des salaires l'intéressait au plus haut point. Il résista pendant fort longtemps avec une grande énergie mais finalement la verrerie fut rouverte et 300 ouvriers environ restèrent sans travail soit qu'ils ne voulurent, soit qu'ils ne purent pas rentrer, leur place étant prise par de nouveaux venus embauchés au cours de la grève.

Le syndicat appuyé par de nombreuses personnalités du monde parlementaire ou du monde coopératiste résolut de « montrer au patron qui avait déclaré avec hauteur pouvoir se passer de ses ouvriers que ceux-ci pouvaient aussi bien se passer de lui. L'idée de dresser fièrement vis-à-vis de la verrerie Rességuier la verrerie aux verriers ne manquait pas d'allure » (1).

Mais on ne voulut pas créer une verrerie aux verriers, car on aurait constitué ainsi un groupe de propriétaires qui bientôt comme tous les propriétaires n'auraient plus eu en vue que leurs propres intérêts et qui seraient rapidement devenus des « bourgeois » oublieux « du parti de la révolution sociale, ce parti qui avait tant

1. Gide, *Chronique économique*, p. 1023, *Revue d'économie politique*, 1896.

fait pour aider les grévistes dans leur lutte contre M. Rességuier » (1).

Il fut décidé que la verrerie appartiendrait au « prolétariat », à la classe ouvrière représentée par ses diverses organisations c'est-à-dire par ses syndicats, ses sociétés coopératives de consommation et de production. C'est ce qui fut voté dans une réunion tenue à Paris le 25 novembre 1895 à la Salle du commerce. La « Verrerie ouvrière » a été constituée pour une durée de 99 ans au capital de 500.000 francs divisé en actions de 100 francs.

Il fallait trouver les fonds nécessaires : déjà M^{me} Dembourg par l'entremise de M. Rochefort avait donné 100.000 francs ; d'autres dons ou subventions furent encore recueillis. « Pour le reste on ouvrit une souscription par tickets de vingt centimes qui donneraient droit à des lots dans les mêmes conditions que des billets de tombola. Le produit de la souscription serait converti en actions de 100 francs entièrement libérées et comme les tickets ne seraient vendus qu'aux membres des syndicats, des coopératives de consommation et des associations de production les actions seraient possédées collectivement par ces divers groupements, chacun

1. *Associations ouvrières de production*, p. 307.

recevant un nombre d'actions proportionné au montant de ses versements » (1).

Ce système donna d'assez bons résultats et le capital nécessaire pour la fondation de l'usine fut à peu près réuni.

Toutes les actions de la société sont possédées par des collectivités sauf neuf qui appartiennent aux administrateurs de la verrerie ; ceux-ci doivent posséder, aux termes des statuts, pendant toute la durée de leur fonction une action de la société ; celle-ci est inaliénable entre leurs mains aussi longtemps que dure leur mandat ; lorsque ce dernier expire, l'administrateur doit faire transférer son action au nom de son successeur (art. 11 des statuts).

On prit aussi certaines dispositions pour que les actions qui sont nominatives ne puissent pas passer aux mains de capitalistes, en outre pour que tels ou tels éléments qui avaient contribué à l'établissement de l'usine ne puissent pas prendre dans l'avenir une influence prépondérante lors des assemblées générales.

On décida que les bénéfices, si l'entreprise en faisait, comme ils doivent nécessairement, de par la loi, être partagés, seraient attribués aux syndicats et aux coopératives, mais celles-ci

1. *Associations ouvrières de production*, p. 306.

s'engageaient à les consacrer « à une œuvre générale d'intérêt économique et social déterminée par l'ensemble des organes intéressés ».

L'administration fut confiée à un conseil de neuf membres, six choisis par les ouvriers parmi les verriers appartenant à la Fédération nationale et trois représentants des syndicats et des coopératives actionnaires, ces derniers nommés par l'assemblée générale.

Les ouvriers ne devaient pas avoir à se plaindre de cette organisation ; on leur donnait les salaires les plus élevés qui existaient dans l'industrie verrière et on les mettait à l'abri du despotisme de la direction : c'étaient eux qui nommaient le directeur et les ingénieurs ; leur renvoi ne pouvait avoir lieu que sur l'ordre du conseil d'administration (dont les deux tiers étaient nommés par les ouvriers) et en cas de renvoi ils pouvaient toujours en appeler à l'assemblée générale.

De plus après un prélèvement de 20 0/0 sur les bénéfices, opéré avant tout partage, en faveur du fond de réserve ; 40 0/0 devaient être consacrés aux caisses de secours et de retraites établies au profit des verriers, le reste était le dividende des actionnaires.

La verrerie ne se construisit pas à Carmaux mais à Albi, où l'on trouva des conditions beau-

coup plus avantageuses tant au point de vue de l'emplacement que des débouchés.

Ce furent les ouvriers qui construisirent eux-mêmes leur usine ; elle commença à fonctionner à la fin de 1896. Les débuts furent fort pénibles, pendant deux ans les salaires tombèrent à deux francs et même un franc par jour ; la moitié des ouvriers abandonnèrent l'usine. La verrerie dut son salut en grande partie à l'appui de certaines coopératives de consommation à tendances socialistes, notamment à l'appui de l'Egalitaire de Belleville et de l'Avenir de Plaisance ; ces sociétés non seulement avaient souscrit des actions, mais encore elles s'étaient engagées à payer les bouteilles de la verrerie ouvrière à un prix supérieur de 20 0/0 à celui que leur faisaient les fabriques patronales (1).

Dès 1898 l'ère des bénéfices commença, le 24 septembre 1899 la verrerie inaugura solennellement son troisième four (2). En 1906 elle déclarait comme bénéfices de l'exercice écoulé 12.598 francs (3). Depuis elle n'a pas publié son bilan, mais tout laisse supposer qu'elle continue brillamment sa carrière.

1. Gide, Chronique économique, p. 1030, *Revue d'économie politique*, 1899.

2. Gide, Chronique économique, p. 1028, *Revue d'économie politique*, 1899.

3. *Almanach de la coopération socialiste pour 1907*, p. 134.

*L'Imprimerie coopérative fédérale de Rouen
et la Meunerie coopérative fédérale d'Elbeuf*

La « verrerie ouvrière » d'Albi a servi d'exemple à d'autres associations. L'« Imprimerie coopérative fédérale » à Rouen et la « Menuiserie coopérative fédérale » d'Elbeuf désirent, elles aussi, devenir la propriété de groupements.

Les actions individuelles doivent être remboursées à leurs titulaires dès que l'état de la caisse le permettra et être attribuées à des sociétés et à des syndicats, cela afin « d'éviter les critiques adressées aux associations de production et y empêcher le développement de l'esprit individualiste » (1).

Il semble bien que l'« Imprimerie nouvelle » d'Amiens (Somme), qui fonctionne depuis le 1^{er} mai 1909 soit aussi de ce type (2).

Les ateliers syndicaux

Il y a quelques ateliers qui fondés par des syndicats sont entièrement sous leur dépendance ; ce sont eux qui seuls se chargent de l'administration et de la direction ; ces ateliers ne sont pas constitués dans les formes légales des socié-

1. *Almanachs de la coopération socialiste.*

2. *Idem.*

tés. Il est fort difficile d'avoir des renseignements sur leur fonctionnement.

On peut citer comme exemples : l'atelier syndical formé par le « Syndicat ouvrier des tailleurs de pierres » (1) de Grenoble (Isère). Cet atelier est de minime importance ;

L'atelier syndical fondé par l' « Association des menuisiers » (2), 34, rue Baron, Paris et qui compte dix membres ;

Trois petites associations créées à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) par les syndicats des diverses professions, notamment des boutonniers et des cordonniers (3).

Avant de quitter les associations de production il faut encore parler de deux coopératives intéressantes.

La Famille nouvelle (4)

Le « Syndicat de la voiture » a fondé « La Famille nouvelle » restaurant coopératif situé à l'angle de la rue Château-Landon et du boulevard de la Villette (Paris, X^e arrondissement).

Pour être sociétaire il faut être syndiqué. Ce

1. Cité par M. Coutard, *La production coopérative par les associations ouvrières*, p. 197.

2. Cité par MM. Waton et Regnault, *Les nouvelles compagnies ouvrières*, p. 789.

3. Coutard, *op. cit.*, p. 256.

4. Les *Almanachs de la coopération socialiste*.

restaurant qui avec un capital versé de 1.270 fr. déclare un chiffre de ventes annuelles de 80.000 francs, a un fonds de réserve de 3 000 fr. et vient en aide à toutes les œuvres de coopération socialiste ; il soutient particulièrement les ouvriers de la corporation.

La Fraternelle (1)

Le « Syndicat des ouvriers boulangers de la Seine » a fondé, 33, rue Doudeauville (Paris, XVIII^e arrondissement) une société de panification « La Fraternelle » ; cette association a été fondée par le syndicat pour occuper les chômeurs et « comme œuvre de résistance à côté du syndicat ». Elle compte 307 sociétaires, fait 168.746 francs de ventes annuelles, il est vrai qu'elle fournit aussi de la braise, du chocolat et des bonbons ! Elle vient d'installer une cuisine communiste et elle met à la disposition des grévistes des locaux pour réunions, soupes communistes, etc.

§ 3

Crédit mutuel

Il ne faudrait pas croire que les syndicats ont délaissé les autres moyens de coopérer.

1. *Les almanachs de la coopération socialiste.*

Certaines associations professionnelles se sont préoccupées du crédit mutuel.

La « Chambre syndicale des coupeurs-chemisiers, faux-cols, lingerie et des parties similaires » (1) de Paris, a fondé le 1^{er} janvier 1898 une caisse de prêt mutuel. Un prêt de 50 francs est consenti pour une durée de six mois aux membres du syndicat qui en font la demande.

Le syndicat de « l'Aiguille à Paris » et l'« Union syndicale des peintres du département de la Seine » ont eux aussi établi des caisses de prêts (2).

§ 4

Mutualités

Ainsi que l'on peut s'en rendre compte en parcourant le tableau publié par le Ministère du Travail et reproduit page 118 les syndicats

1. Ce syndicat a succédé en 1886 à une première société de résistance remontant à 1869, il a son siège à la Bourse du travail de Paris. Dans son programme d'action, il déclare vouloir faciliter l'épargne en aidant à la formation de caisses de secours mutuels, de retraites, de prêt mutuel et s'efforcer de fonder des sociétés coopératives de production et de consommation. Il a établi en outre de sa caisse de prêt un bureau de placement gratuit (Renseignements tirés du rapport de M. Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 138.

2 Dufourmantelle, *Situation actuelle de la coopération de crédit en France*.

ouvriers se sont lancés résolument dans la voie de la mutualité.

La loi du 21 mars 1884 exige dans l'administration des syndicats une cotisation et une comptabilité distinctes pour les sociétés de secours mutuels fondées par eux.

« Cela équivalait à une séparation complète du syndicat et de la société de secours mutuels et cette disposition légale a provoqué, en effet, cette séparation dans les vieilles sociétés des typographes et des chapeliers de Paris. Les syndicats ont été ainsi privés au moins pour quelque temps de l'influence des idées d'ordre, de pondération et de froid, calcul qui sont l'apanage des sociétés de secours mutuels » (1).

Chambre syndicale typographique parisienne (2)

Ecrire l'histoire de la caisse de secours mutuels de ce syndicat, c'est écrire en même temps l'histoire de l'association professionnelle.

La Chambre syndicale a été fondée en 1839, cette société de résistance était soigneusement dissimulée derrière la société de secours mutuels ; en 1845 elle comptait 1.200 adhérents,

1. *Associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 273.

2. Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 127.

Associations professionnelles ouvrières, t. I, p. 273.

c'est-à-dire la moitié des ouvriers de la profession, elle devait son importance à la signature d'un tarif de main-d'œuvre, elle avait, en effet fortement contribué à la rédaction de ce tarif.

La société, disent les statuts de 1849 a pour but « le maintien des prix de main-d'œuvre, les secours mutuels en cas de maladie et de chômage et la propagation de l'esprit d'association générale ». Par cette formule les typographes du milieu du siècle dernier visaient à la fois le syndicat, la mutualité et l'association de production ; ce dernier but nous explique la création entre 1848 et 1850 de trois associations de production sous l'influence de la société typographique.

Réorganisée en 1860 par application du décret du 25 mars 1852, la société reçut l'approbation ministérielle le 8 mai. En apparence c'était une simple société de secours mutuels, mais en réalité c'était aussi une société pour la défense des intérêts professionnels ; c'est ce qui nous explique qu'en 1862 elle demanda la révision du tarif de 1843 modifié en 1850. Le refus fait par les maîtres imprimeurs d'apporter des modifications à ce tarif fut le signal d'une grève. Les administrateurs de la société furent arrêtés. Les procès retentissants qui s'en suivirent hâtèrent

le vote de la loi du 25 mai 1864 donnant, sous certaines conditions, la liberté de coalition.

C'est à peu près à cette époque que fut fondée grâce à l'appui de la Chambre syndicale « l'Imprimerie nouvelle » ; cette association de production était formée par 532 adhérents du syndicat.

Celui-ci qui ainsi que nous l'avons vu était confondu avec la société de secours mutuels « comptait en 1878 : 2.000 membres, il dépensa cette année 244.000 francs pour une grève dont environ 60.000 francs provenant d'emprunts. Au commencement de 1881, grâce à des cotisations extraordinaires toutes les dettes étaient payées sans que le service de secours aux malades eût à en souffrir. Les fonds destinés au paiement des retraites étaient inaliénables, déposés à la Caisse des dépôts et consignations et n'avaient pu être utilisés pour la grève » (1).

En 1886, en exécution de la loi de 1884, la société de secours mutuels, derrière laquelle l'esprit syndical s'était dissimulé pendant près de trente ans (1839-1867) fut complètement séparée de la Chambre syndicale ; la première société vit aussitôt diminuer le nombre de ses adhérents ; au lieu de 2.130 ils ne furent plus

1. *Associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 273.

au 31 décembre 1897 que de 617, et à cette date les syndiqués étaient au nombre de 2.455 (1).

En 1896 la Chambre syndicale a institué une caisse spéciale de secours pour les typographes des départements venant chercher du travail à Paris.

*Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie
cotonnière de Condé-sur-Noireau*

La « Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau » (2) (Calvados) s'est annexée en 1899 une caisse de secours mutuels. Elle fonctionne depuis le 1^{er} novembre de la même année ; elle est alimentée par les deux tiers du produit des cotisations syndicales et assure aux membres malades du syndicat une indemnité de 0 fr. 50 par jour pendant trois mois et accorde à tout sociétaire âgé

1. Chiffres donnés par les *Associations professionnelles ouvrières*, t. 1, p. 273.

2. Elle a été fondée en 1885 et mis dans ses statuts qu'elle voulait faciliter l'épargne en créant des institutions de prévoyance et de crédit et substituer autant que possible le travail coopératif au travail salarié.

En 1886 la Chambre syndicale ouvrit sous le nom d'économat une société coopérative de consommation qui est placé sous l'égide de la loi de 1867.

Le syndicat possède en outre une bibliothèque.
(Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 436).

de 55 ans et étant depuis quinze années dans l'association un secours mensuel en cas d'incapacité absolue de travail.

*Chambre syndicale des employés de commerce
de Bordeaux (1)*

La « Chambre syndicale des employés de commerce de Bordeaux » fondée en 1869 a une caisse de secours mutuels qui verse aux sociétaires malades une indemnité de deux francs par jour pendant six mois et qui prend à sa charge les soins médicaux et pharmaceutiques.

Elle a de plus depuis 1897 une caisse de retraites, celle-ci est alimentée « par la moitié des bénéfices de chaque exercice annuel et par diverses recettes aléatoires » ; en particulier le syndicat a doté cette caisse d'une somme de 35.000 francs. Le taux de la retraite varie tous les ans ; on divise en effet le produit des intérêts du capital que possède cette caisse par le nombre des ayants droit ; mais en tous cas cette retraite ne peut être supérieure à 600 francs. Pour avoir droit à la retraite il faut être âgé de 60 ans et avoir 25 années de sociétariat. Cependant un sociétaire atteint d'incapacité de travail peut, s'il fait partie de la société depuis vingt ans,

1. (Fontaine : *Grande et petite industrie*, p. 125)

faire valoir ses droits à la retraite quelque soit son âge.

La Chambre syndicale s'est annexée aussi une caisse de décès, mais celle-ci est facultative ; les syndiqués sont libres de verser ou non à cette caisse. « Elle assure une somme de 200 francs, indépendamment des 100 francs versés par la caisse générale, aux héritiers de l'adhérent décédé. Cette première somme est produite par une cotisation spéciale de 0 fr. 50 versée par chaque participant (1).

Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris

La « Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris » (2) organisa en 1895 une « caisse de

1. Ce syndicat possède également un bureau de placement et une bibliothèque.

2. Elle fut créée en 1887, elle s'occupa toujours beaucoup d'institutions coopératives, mais pour plusieurs d'entre elles elle ne fut pas favorisée.

Cette Chambre syndicale organisa d'abord un service de placement, puis pour réagir contre « l'exploitation à laquelle se livraient certaines agences » elle se chargea « pour faire cause commune avec le patronat, de la vente et de l'achat des fonds de coiffeurs, en acceptant à titres d'honoraires ce qui lui était offert par les intéressés ». Ces « honoraires » devaient être versés dans la caisse de chômage.

En 1887 le syndicat établit des cours professionnels et constitua l'Ecole parisienne de coiffure.

En 1889 il créa une caisse de prévoyance, en 1890, une

soupes » (3) institution ayant pour but de « donner aux camarades atteints par le chômage, surtout pendant la dure saison d'hiver, un modeste repas ». Cette caisse est administrée par une « commission des soupes » ; elle est absolument autonome ; elle est alimentée par des souscriptions volontaires, par les bénéfices produits par des fêtes, etc. Elle distribue des bons de repas de 0 fr. 50 aux syndiqués. Depuis quelques années, pour aider plus efficacement les syndiqués mariés, on a décidé que le bon de repas pouvait s'échanger contre une valeur égale de pain ou de viande.

Cette caisse de soupes rentre encore dans la coopération, les syndiqués secourent ainsi, d'une manière fort utile, leurs camarades.

§ V

Placement

1.162 syndicats ouvriers ont établi des bureaux

caisse de chômage. Ces deux caisses disparurent en 1893, le trésorier étant parti avec tout l'avoir.

En 1893 il fonda une caisse de prêt, celle-ci disparut en 1895 faute de fonds ; elle avait rendu quelques services aux adhérents surtout à l'époque des termes. Pour pouvoir emprunter il fallait faire attester par deux sociétaires que la demande était réellement justifiée.

V. *Associations professionnelles ouvrières*, t. IV, pp. 766 à 778.

3. V. *Idem*, p. 778.

ou offices de placement, ce total n'a pas besoin de commentaire. Nous avons vu qu'en instituant ces bureaux ou offices les syndicats faisaient encore de la coopération puisqu'ils supprimaient un intermédiaire entre l'offre et la demande de travail : le tenancier du bureau de placement.

CHAPITRE II

Les syndicats patronaux

Leurs caractères. — Leur œuvre coopérative

Les syndicats patronaux ont même nom et même forme que les syndicats ouvriers puisqu'une même loi leur est applicable. Cependant il y a entre eux de grandes différences.

En général les syndicats patronaux sont créés par des chefs d'entreprise ou des négociants qui veulent se donner des règles afin de diminuer entre eux la concurrence, afin de restreindre la production et d'empêcher l'avilissement des prix (1).

1. Nous ne parlerons pas dans ce travail des sociétés formées entre industriels ou spéculateurs dans le but de maintenir ou d'élever les prix de vente de leurs produits ou de certaines marchandises, en effet ces sociétés qui s'intitulent elles-mêmes souvent syndicats n'ont que le nom de commun avec les associations professionnelles de la loi de 1884 et on les chercherait vainement dans l'annuaire publié par le Ministère du Travail.

Mais quelquefois et surtout depuis quelques années les syndicats patronaux sont formés dans le but de se défendre contre les prétentions des syndicats ouvriers ; ils deviennent donc eux aussi des associations de résistance.

Ces syndicats se sont fort peu adonnés soit à la vente des produits fabriqués par leurs membres, soit à l'achat des matières premières nécessaires à leurs adhérents.

D'un autre côté, si 98 (1) agrégats patronaux ont établi en faveur des ouvriers employés par leurs membres des sociétés de secours mutuels, notamment contre les accidents (2), sociétés qui n'ont presque aucun rapport avec les coopératives, 34 autres associations ont formé des sociétés d'assurances pour garantir leurs membres contre certains accidents qui peuvent tout à coup ruiner le chef d'une entreprise. C'est ce qu'a fait « le Syndicat des plombiers de Paris touché de ce qui était survenu à l'un de ses membres qui fut ruiné et mis en faillite par un sinistre dû à l'imprudence, impossible à empêcher,

1. Chiffres donnés par la statistique du Ministère du Travail, voir p. 117.

2. En particulier le « Comité des forges de France » fondé en 1864. Il a été créé également une caisse patronale de retraites en faveur des ouvriers des forges en France.

de l'un de ses ouvriers » (1). En cela il n'avait du reste fait que suivre l'exemple de la « Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de Paris ».

Syndicat des fabricants de jouets de Paris

Le « Syndicat des fabricants de jouets de Paris » a ouvert rue d'Hauteville un bazar (2) où viennent les commissionnaires et les acheteurs du dehors ; ce magasin quoique vendant au détail a surtout été établi pour la vente sur échantillon.

Le syndicat avait été formé par dix membres, ce n'est que lorsqu'il comprit quarante membres que le magasin fut ouvert ; les résultats de la vente directe furent très bons et c'est grâce à elle que l'industrie du jouet qui périssait put être sauvée.

*Chambre syndicale des entrepreneurs
de menuiserie et parquets de Paris*

La « Chambre syndicale des entrepreneurs de

1. Hubert-Valleroux, *Les associations ouvrières et les associations patronales*, p. 71.

2. *Dictionnaire d'économie politique* de L. Say, verbo « Syndicat professionnel ».

Hubert-Valleroux, *Les associations ouvrières et les associations patronales*, p. 80.

ménagerie et parquets de Paris et du département de la Seine » (1) a créé en 1885 une caisse de crédit mutuel qui a pour but de consentir des prêts aux entrepreneurs en chômage forcé.

*Chambre syndicale des entrepreneurs
de maçonnerie de Paris*

La « Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de Paris » (2) (3, rue de Lutèce) fondée en 1839 a créé en 1859 une caisse d'assurance mutuelle contre les accidents du travail (3) ;

1. Cette chambre syndicale (siège : 3, rue de Lutèce, Paris) a été fondée en 1830. Sa caisse de crédit mutuel a aussi pour objet de subvenir aux charges de l'assurance contre les accidents du travail, de créer des cours professionnels et de satisfaire aux offres et aux demandes d'emploi. Depuis la loi du 9 avril 1898 la caisse de crédit mutuel a été remplacée par la caisse commune aux entrepreneurs syndiqués des diverses professions du bâtiment.

Renseignements tirés de *Grande et petite industrie*, par M. Fontaine, p. 95.

2. V. Fontaine, *Grande et petite industrie*, p. 87 et Hubert-Valleroux, *Les associations ouvrières et les associations patronales*, p. 347.

3. En cas d'accident cette caisse se substituait au patron du blessé pour traiter avec ce dernier et 98 fois sur 100 un règlement amiable intervenait. Elle donnait au blessé, même n'ayant pas droit à l'indemnité, 250 francs de rente viagère en cas d'incapacité absolue de travail, 180 francs de rente pour incapacité partielle ; la moitié du salaire pendant 180 jours, plus les soins du médecin et les remèdes pour empêchement temporaire de travail. En cas de mort la famille reçoit une indemnité fixe de 3.000 francs.

c'était la plus ancienne institution d'assurance mutuelle existant en France. En 1899 elle groupait 317 entrepreneurs payant annuellement vingt-huit millions de salaires.

Lors de la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 la caisse d'assurance mutuelle a été transformée en Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics. Ce syndicat de garantie est le premier qui ait été établi en France.

Chambre syndicale des entrepreneurs de couverture, de plomberie, d'assainissement et d'hygiène de Paris et du département de la Seine (1).

Cette Chambre syndicale avait institué dès 1859 une société d'assurance mutuelle de garantie contre les accidents du travail; celle-ci a fonctionné jusqu'en 1899, époque où elle a été remplacée par la Caisse commune des entrepreneurs syndiqués du bâtiment.

En 1885 ce syndicat a créé une Société mutuelle de garantie contre la responsabilité professionnelle en matière d'explosions et incendie (2).

1. Son siège est 3, rue de Lutèce, Paris. Elle a été fondée en 1846 par les patrons couvreurs auxquels les plombiers se sont réunis en 1848.

2. V. Fontaine, *op. cit.*, p. 94.

Cette dernière institution si intéressante au point de vue de la mutualité nous amène à parler de la Caisse de défense mutuelle des architectes français.

*Caisse de défense mutuelle des architectes
français*

Cette caisse fondée en 1884, conformément aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 (1) par la « Société Centrale des architectes français » (2) a pour objet de couvrir les dépenses des procès dans lesquels ses adhérents peuvent être engagés à raison de l'exercice de la profession d'architecte, lorsque le procès soulève une question de responsabilité, de concours public, d'honoraires, de propriété artistique, etc. ; elle se désintéresse au contraire des débats judiciaires qui ne soulèvent que des questions purement personnelles (3). Cette « Caisse » est donc bien une société mutuelle créée pour la défense des intérêts professionnels.

1. Cette caisse est citée dans l'*Annuaire des syndicats professionnels*.

2. Cette société dont le siège est 8, rue Danton (Paris) a provoqué également la création de la société d'assistance confraternelle des architectes français qui est une véritable société de secours mutuels.

3. V. Fontaine, *op. cit.*, p. 90.

CHAPITRE III

Les syndicats mixtes

Nous ne nous occuperons pas de ces syndicats, car les nombreuses œuvres créées par eux ne rentrent pas dans la coopération proprement dite : d'après notre définition, pour qu'il y ait coopération, il faut que les associés coopèrent tous à l'œuvre commune, que les dirigeants soient nommés librement par les membres de l'association ; or, ce que les syndicats mixtes fondent sous le nom de coopératives, ce ne sont que des patronages où les chefs d'entreprise apportent non seulement leur argent, mais leur esprit de direction.

Cependant, nous ne pouvons quitter ce sujet sans signaler deux syndicats mixtes, fondés sous la même influence et qui sont dignes de remarque par suite de leur zèle coopératiste ; l'une de ces deux associations a créé une institution très

intéressante, la seule que nous connaissions qui puisse rentrer dans notre travail.

Les deux syndicats (1) dont nous voulons parler sont sortis de la Corporation Saint-Nicolas : l'un, le « Syndicat mixte de Tourcoing » (2), date de 1888, et l'autre, le « Syndicat mixte de Roubaix » (3), de 1889. Ces deux agrégats ont établi des sociétés de secours mutuels, des sociétés coopératives de consommation. Celui de Roubaix a monté une boulangerie coopérative, « l'Union » ; il possède des caisses de retraites, de chômage et de crédit mutuel. Celui de Tourcoing accorde des secours mutuels aux membres du Syndicat ayant une nombreuse famille ; mais ce qui doit surtout retenir notre attention, c'est que celui ci a créé une société civile immobilière pour bâtir des logements ouvriers à bon marché ; les obligations de 100 fr. nominatives et rapportant 4 0/0, ont été souscrites par les ouvriers. Voilà une coopérative qui mérite d'être encouragée.

1. V. *Annuaire des syndicats professionnels* et R. Merlin, *Les associations ouvrières et les associations patronales*, pp. 196 et 197.

2. Syndicat de l'industrie tourquennoise (peignage, filature, tissage, teintures et apprêts), 46, rue des Poutrains.

3. Syndicat de l'industrie roubaisienne (peignage, etc.), 22, rue de la Paix.

CHAPITRE IV

Les syndicats agricoles

Leur caractère

Si les syndicats commerciaux sont restés en dehors du mouvement coopératiste, nous venons de constater qu'un assez grand nombre d'associations professionnelles de l'industrie s'étaient efforcées de faire bénéficier leurs membres des avantages obtenus par la coopération. Mais, quoi qu'il en soit, en général, les syndicats ont d'autres ambitions ; les agrégats ouvriers, qui devraient surtout s'efforcer de rendre à leurs membres des services d'ordre pratique, ne sont trop souvent que des sociétés de résistance, des groupements révolutionnaires destinés à fomenter la discorde dans les ateliers.

Les syndicats agricoles dont la « croissance et la multiplication est certainement l'un des événements des plus inattendus et des plus con-

sidérables de la fin du xix^e siècle » (1), sont formés par des propriétaires ruraux. grands ou petits, qui, ayant à lutter contre une crise sans précédent, ont compris tous les avantages qu'ils pourraient retirer de la solidarité.

Et en gens pratiques, ils ont fondé des associations non pour gémir lors des réunions générales ou pour rechercher les modifications politiques à apporter au régime actuel, mais pour défendre véritablement les intérêts de leur profession, et ils ont compris de quel secours pourrait leur être la coopération. Aussi, sur les 4.423 syndicats agricoles qui existaient au 1^{er} janvier 1908 (syndicats groupant alors 771.452 agriculteurs) (2), il en est bien peu qui ne fassent, soit directement, soit par l'entremise de sociétés créées par eux, de la coopération.

Il faut insister sur cette idée que, contrairement à ce que nous avons constaté dans l'industrie, un très grand nombre de syndicats agricoles font par eux-mêmes des actes coopératifs. C'est pour ce motif que M. Léon Say a pu dire dans son *Dictionnaire d'économie politique* que « les syndicats agricoles sont actuellement

1. Bourguoin, *Les systèmes socialistes*, 3^e éd., p. 230.

2. Chiffres publiés par l'*Annuaire des syndicats professionnels*, année 1908-1909.

la plus haute expression de l'idée coopérative » (1).

Nous n'avons pas la prétention de vouloir donner un tableau d'ensemble de toutes les tentatives faites par ces associations dans le domaine de la coopération, nous indiquerons seulement les points sur lesquels l'activité de ces groupements s'est porté principalement; puis, après cette brève étude, nous donnerons quelques exemples, ceux qui nous ont paru les plus frappants ou les plus intéressants.

§ 1^{er}

Les syndicats agricoles et la coopération

Les diverses opérations coopératives faites par les syndicats agricoles s'enchaînent si étroitement les unes aux autres qu'il est extrêmement difficile de les sérier. Cela nous prouve une fois de plus que la coopération, malgré les cloisons étanches que l'on a voulu établir entre ses divers compartiments, ne forme qu'une seule et même construction.

Les syndicats agricoles, ainsi que nous l'avons dit, ont surtout pour raison d'être de rendre des services d'ordre pratique à leurs membres ;

2. Article de M. F. Bernard, v^o : Syndicats agricoles.

aussi dès leur création se sont-ils efforcés d'éviter à leurs adhérents d'avoir à recourir à des intermédiaires, intermédiaires qui se font chèrement payer les services qu'ils rendent.

Ces groupements se sont d'abord préoccupés de supprimer pour leurs membres l'entremise des commerçants et principalement des petits commerçants. Ils se sont chargés d'acheter eux-mêmes au producteur, ou si cela n'était pas possible au commerçant en gros, les objets demandés par leurs membres ; ce n'est que dans quelques cas très rares qu'ils ont créé à leur côté des sociétés coopératives.

Du reste, que ce soit le syndicat ou la coopérative qui achète, le résultat est le même pour les cultivateurs syndiqués ; ceux ci profitent des prix de faveur obtenus des fournisseurs par suite de l'importance des commandes,

Les associations professionnelles qui nous intéressent pour l'instant procurent à leurs adhérents non seulement les objets destinés à la consommation journalière individuelle ou familiale, mais encore tout ce qui concourt à la production ; engrais, semences, substances alimentaires pour le bétail, machines agricoles, « Ces marchandises de nature spéciale sont les matières premières de la récolte, les instruments ou auxiliaires de la production agricole :

leur achat en commun, leur distribution aux membres de l'association relève donc essentiellement de la coopération de production..... La consommation professionnelle, celle qui a pour objet l'achat de matières premières servant à créer des produits, se confond avec la production et de telles opérations pratiquées en commun ne sont qu'une des phases de la coopération de production ».

En tous cas, il est impossible de séparer la consommation personnelle de la consommation professionnelle ; comment savoir si le cultivateur sert sur sa table une partie de la farine de riz qu'il a demandée pour la nourriture de son bétail, s'il emploie personnellement ou pour ses animaux la teinture d'iode, la vaseline dont il a passé commande, s'il place sur le lit des domestiques de ferme les couvertures qu'il a achetées pour ses chevaux ?

Les syndicats, pour faire réaliser à leurs membres de plus grandes économies encore et il faut le dire pour ne vendre à ceux-ci que de bons produits, ont entrepris la production : ils ont planté des pépinières, ils ont organisé la production des semences.

Non contents d'avoir fourni à leurs membres tout ce qui leur est nécessaire, dans de bonnes conditions de prix et avec la garantie de qualité,

ces groupements leur ont procuré le moyen de transformer eux-mêmes leurs produits. C'est devenu d'autant plus nécessaire que les bénéfices de la culture se trouvent extrêmement réduits par la baisse des prix de ventes (sauf pour le bétail) ; l'agriculteur en faisant la manipulation ou la transformation de ses produits supprime ainsi un ou plusieurs intermédiaires ; de cette manière il peut récupérer une partie des bénéfices qui lui ont échappé.

Mais aujourd'hui « la ferme doit être complétée par l'usine agricole » (1) ; aussi les syndicats se lançant franchement dans la coopération de production ont entrepris la transformation des produits de leurs membres ; plus souvent encore ils ont créé des sociétés coopératives de production.

La loi du 29 décembre 1906 est venue apporter son appui aux syndicats agricoles : elle stipule en effet que les caisses régionales de crédit agricole pourront consentir des prêts à long terme aux « coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations

1. Lecomte, *Les associations agricoles, professionnelles et mutuelles.*

concernant soit la production, soit la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux ».

Si cette loi favorise la création de sociétés coopératives par les membres des syndicats elle ne contient rien qui interdise à ces derniers de se livrer eux-mêmes à la « production et à la transformation » des produits de leurs adhérents. Du reste en agissant ainsi ils défendent les intérêts économiques des personnes qui sont venues à lui ; en effet la plupart des produits du sol doivent être vendus aussitôt après leur récolte ; or il peut se faire que par suite du rapport de l'offre et de la demande le cultivateur ne retire aucun bénéfice de sa récolte. Mais s'il existe, grâce aux syndicats, des usines de transformation l'agriculteur y portera ses produits et il en obtiendra un prix plus élevé.

La vente constitue le terme final de la coopération de production, les associations de nos campagnes devaient donc être amenées à s'en occuper. Du reste dès leur création elles s'étaient proposées de rendre à ce point de vue des ser-

vices analogues à ceux qu'elles rendaient pour l'achat de certaines matières premières.

Depuis lors elles ont développé considérablement leurs moyens d'actions : non seulement elles vendent au consommateur isolé, non seulement elles ont remédié (dans une faible mesure il est vrai) à la mévente de certains produits en cherchant des débouchés nouveaux ; mais encore elles font la vente en gros. Elles auraient surtout voulu avoir la clientèle des sociétés coopératives ; elles n'ont pas pu jusqu'à présent y arriver réellement et peut-être n'y arriveront-elles jamais car ainsi que l'a fait remarquer M. Gide « les syndicats agricoles sont tous protectionnistes et les sociétés de consommation naturellement toutes libre-échangistes. Les unes et les autres se trouvent donc marcher sous des drapeaux ennemis » (1).

Les syndicats n'ont pas arrêté là leur œuvre coopératiste. Ils ont compris que les cultivateurs comme les industriels (l'agriculture étant devenue une véritable industrie) doivent disposer de capitaux importants. Sans cela les agriculteurs « chercheront à réaliser de tous côtés des économies désastreuses, si bien que, malgré beau-

1. Gide, Le mouvement coopératif en France dans ces dix dernières années, *Revue d'économie politique*, 1893, p. 16.

coup d'ordre, beaucoup de travail et souvent même beaucoup de privations, ils arriveront à la fin de l'année avec des résultats décourageants » (1), faute d'argent disponible ils n'utiliseront jamais complètement les ressources du sol étant obligés de reculer devant certaines améliorations devant l'achat d'engrais ou de machines.

Or les cultivateurs ne peuvent pas s'adresser aux banques ordinaires car il faut que leurs billets soient à longues échéances ; obliger l'emprunteur à rembourser avant la récolte ce n'est pas lui prêter, et les banques n'escomptent que du papier au terme maximum de trois mois ; ce terme serait-il suffisant à l'agriculteur, les banques ne lui feront pas d'avance de fonds car elles ne peuvent connaître la solvabilité du cultivateur perdu dans son coin de campagne ; elles ne peuvent suivre ses affaires.

Aussi les cultivateurs ont beaucoup de peine à découvrir des prêteurs autres que des usuriers, quelquefois il se trouve dans les campagnes de véritables « mécènes » de l'agriculture, châtelains ou propriétaires dont les aïeux doivent leur fortune à ceux qui ont « trimé » par

1. Lecomte, *Les associations agricoles professionnelles et mutuelles*, p. 227.

les champs et qui n'oubliant pas tout ce qu'ils doivent à la terre, confient, souvent sans esprit de retour, une part de leurs économies à ceux qui sont encore attachés à la glèbe. Mais cela se présente rarement.

C'est pourquoi quelques syndicats avaient entrepris de fournir à leurs membres le crédit dont ils avaient besoin ; mais ils n'étaient pas préparés à remplir cette fonction ; en effet pour qu'ils puissent faire l'office de banque il aurait fallu qu'ils disposent de capitaux. Or ils ne pouvaient se les procurer par leurs simples ressources, il n'en aurait pas été de même s'ils avaient pu faire de légers prélèvements sur tous les bénéfices qu'ils faisaient réaliser à leurs adhérents ; la loi de 1884 s'y opposant il ne restait aux syndicats, à fort peu de chose près, que les sommes provenant du droit d'entrée ou des cotisations annuelles. Nous aurons à examiner quelques-unes des tentatives faites par les associations professionnelles agricoles dans le but de venir en aide par le crédit aux cultivateurs.

Mais aujourd'hui grâce aux lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 le crédit commence à rayonner dans toutes nos campagnes et il ne faut pas oublier le rôle que jouent les syndicats dans la création des sociétés locales ou régionales du crédit agricole.

Si en 1900 on ne comptait que 100 à 150 sociétés de crédit agricole mutuel régies par la loi du 5 novembre 1894, par suite de la dernière loi dont nous venons de parler il existait au 30 juin 1908 : 92 caisses régionales et 2.125 caisses locales, grâce auxquelles 320 millions ont été prêtés au paysan français (1).

Après avoir facilité à leurs membres l'obtention du crédit nécessaire pour pouvoir développer leur culture, l'association professionnelle devait forcément donner l'assurance à ses membres que leurs efforts ne seraient pas stériles et que si un malheur s'abattait sur eux ils pourraient se relever grâce à une indemnité qu'ils toucheraient soit du syndicat lui-même, soit de la mutuelle fondée par ce dernier.

Les fléaux dont l'agriculteur peut être victime sont nombreux ; l'incendie qui anéantit les immeubles et les récoltes, la grêle ou les gelées qui ruinent les espérances des cultivateurs, les maladies qui s'abattent sur leur maison ou sur leurs étables, les accidents qui viennent entraver la marche de la culture peuvent ruiner du jour au lendemain le travailleur du sol.

Aussi les syndicats, depuis quelques années

1. Chiffres cités par M. Bardon dans son ouvrage, *De la capacité commerciale des syndicats agricoles.*

font tout leur possible pour pousser leurs adhérents à s'assurer contre les calamités dont nous venons de parler. Quelquefois ils se sont chargés eux-mêmes d'être les assureurs mais le plus souvent ils ont fait créer par leurs membres des sociétés mutuelles.

Cependant il reste encore énormément à faire de ce côté. Bien peu nombreux sont les syndicats qui ont créé soit des caisses de secours mutuels, soit des caisses de retraites (nous savons que ces caisses doivent être complètement séparées de l'association professionnelle). Quelques uns cependant ont fondé des caisses de secours médicaux, d'autres ont inscrit dans leurs statuts une sorte d'assistance très particulière : leurs membres s'engagent à accomplir les travaux de leurs collègues malades ou appelés à faire une période d'instruction militaire. Enfin un grand nombre de ces groupements se sont intéressés à la création de sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail. Les syndicats ne se sont encore guère préoccupés de l'incendie, de la grêle, des accidents ; certains pourtant ont obtenus des tarifs de faveur pour leurs adhérents, soit de sociétés mutuelles, soit même de compagnies d'assurances.

Comme preuves de la véracité de ce que nous

avons dit dans ce chapitre voici quelques exemples.

§ 2

Coopération dans l'achat et dans la vente des produits

1^o COOPÉRATIVES CRÉÉES PAR LES SYNDICATS

2^o SYNDICATS SE LIVRANT EUX-MÊMES A DES ACTES COOPÉRATIFS

1^o Coopératives créées par les syndicats (1)

Le « *Syndicat départemental de la Charente-Inférieure* » a fondé en 1888 la « *Société de production et de consommation de la Charente-Inférieure* », société commerciale anonyme à capital variable ; le capital initial de 200.000 francs divisé en actions de 50 francs souscrites par des membres du syndicat a été élevé successivement à 600.000 francs. L'association professionnelle a créé cette société « pour être son agent et son auxiliaire dans la vente des produits récoltés par les cultivateurs et pour leur fournir les marchandises nécessaires à l'exercice de leur profession et aux besoins de leurs familles. » Elle fait pour 1.000.000 d'achats par an (2).

1. Renseignements tirés de *La coopération de production dans l'agriculture*, par de Rocquigny, de l'*Annuaire de l'agriculture*, par Silvestre, de *Etude sur les coopératives de production en France*, par Sabatier.

2. Cette société a organisé l'assurance contre l'incendie et contre les accidents agricoles.

Le « *Syndicat des agriculteurs du Puy-de-Dôme* » a créé en 1891 en prenant comme modèle la société dont nous venons de parler la « *Société coopérative de production et de consommation des agriculteurs du Puy-de-Dôme* ». Celle-ci possède un moulin ; aussi elle achète le blé des membres du syndicat et vend les farines à la boulangerie ; au lieu de payer en argent ses fournisseurs de blé, elle leur livre, s'ils en font la demande, des marchandises. Cette société rend de grands services à ses membres pour l'écoulement de leurs produits, c'est ainsi qu'elle a vendu le vin de leurs récoltes à une société coopérative de consommation du département de la Seine, elle vend aussi des pommes de terre et des fruits.

« *L'Union des syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté* » a fondé la « *Coopérative agricole de Bourgogne et de Franche-Comté* ». C'est une société civile de production et de consommation à capital variable. « La société, d'après ses statuts, a pour but de favoriser l'agriculture en facilitant l'écoulement des produits agricoles soit parmi ses propres membres, soit parmi les sociétés de consommation ou autres et en procurant aux meilleures conditions de prix et de qualité toutes espèces de marchandises à ses membres et aux associations

agricoles affiliées ». Elle n'a fait jusqu'à présent que peu d'affaires se contentant de fournir en gros aux syndicats affiliés des engrais et diverses marchandises

« *L'Union des syndicats agricoles du Jura* » a fondé entre les membres des syndicats la composant une « *Société coopérative de production, de consommation et de crédit mutuel* » dite « Crédit mutuel de l'arrondissement de Poligny » ; mais cette société s'est transformée dès 1885 ; elle ne s'occupe plus que de coopération de production et de consommation.

En 1893 « *l'Union des syndicats du Sud-Est* » a créé à Lyon la « *Coopérative du Sud-Est* ». Cette société a un double objet : 1° les achats des coopérateurs ; 2° la vente de leurs produits agricoles. Le capital social a été souscrit par les membres des syndicats affiliés à l'Union et par les syndicats eux-mêmes (ceux-ci n'ont droit qu'à une action chacun). A côté des sociétaires qui seuls administrent la société, se trouvent des adhérents. Les bénéfices sont répartis aux porteurs de parts et aux adhérents dans la proportion de 80 0/0 (1).

Le « *Syndicat libre des agriculteurs du Péri-*

1. V. Sabatier, *Etude sur les coopératives de production agricoles en France*, p. 60.

gord » a fondé une société identique à la « Coopérative du Sud-Est » ; cependant quelques-uns de ses membres peuvent ne pas faire partie d'un syndicat. Le capital initial a été fixé à 100.000 francs. Les bénéfices sont ainsi répartis : 20 0/0 sont donnés avant tout partage aux actionnaires à titre de dividende, il faut remarquer qu'ils ont déjà reçu l'intérêt de leur argent (5 0/0) ; 50 0/0 sont répartis entre les coopérateurs au prorata de leurs opérations. Les statuts contiennent cette disposition curieuse : « Lorsque les coopérateurs feront partie d'un syndicat, la ristourne sera faite d'un seul bloc au profit ce syndicat, qui en assurera la répartition entre ses membres ou la consacrera à l'alimentation de la caisse syndicale ». Dès la première année (1899) la Coopérative du Périgord a fait 450.000 francs d'affaires et sur cette somme 120.000 représentent la vente des produits récoltés par ses membres (1).

2° *Syndicats se livrant eux-mêmes à des actes
coopératifs*

A. *Achats*. — En général les syndicats agricoles se chargent d'acheter eux-mêmes les objets demandés par leurs membres ; pour ren-

1. Sabatier, *op. cit.*, p. 62.

dre ces services à leurs adhérents ces associations ne procèdent pas toutes de la même manière.

Tantôt elles se bornent à recevoir les commandes individuelles de leurs membres et à les transmettre aux fournisseurs dont elles ont obtenu des conditions de faveur ; ceux-ci font alors parvenir directement aux acheteurs les marchandises demandées pour eux.

Tantôt les syndicats groupent les commandes de leurs adhérents, les totalisent et font à chaque fournisseur une commande globale égale à ce total. C'est le syndicat demandeur qui reçoit les marchandises et les répartit ensuite entre les auteurs des commandes. Naturellement le syndicat rentre dans ses débours.

Dans certains cas les syndicats connaissant approximativement (d'après les commandes précédentes) les besoins annuels de chacun de leurs membres font des approvisionnements proportionnés aux demandes prévues ; ils entreposent dans leurs magasins les marchandises et leurs adhérents viennent s'y approvisionner, ceux-ci remboursent à l'association le prix des objets achetés et les frais qu'elle a faits.

D'autres syndicats profitant des cours les plus favorables achètent des marchandises qu'ils revendent au détail dans leurs magasins à leurs

adhérents. Dans cette hypothèse tantôt ils ne se feront rembourser que le prix de l'objet majoré de la somme représentant les frais généraux, ainsi ils ne sortent pas de la coopération ; tantôt ils feront des bénéfices (grands ou petits, peu importe) sur les opérations faites, et alors ils se livrent à de véritables opérations commerciales (1).

Voyons maintenant quels sont les achats faits le plus ordinairement par ces groupements.

Achats d'engrais

Les syndicats se chargent de procurer à leurs membres tous les engrais chimiques. C'est même pour réagir contre les escroqueries commises par les marchands de ces substances qui vendaient aux cultivateurs des produits frelatés et pour faire baisser les prix de ces matières que furent créés les premiers syndicats agricoles. Le premier en date ; celui du *Loir-et-Cher*, fondé à Blois en 1883 n'avait pas d'autre but (2).

Les syndicats achetant des engrais par grandes quantités ont obtenu de fortes diminutions de prix ; de plus vérifiant la qualité et le dosage des

1. Voir Salmon-Legagneur, note sous l'arrêt du 29 mai 1908, D. P. 1909. 1. 25.

2. Sabatier, *op. cit.*, p. 8.

marchandises par le moyen de prises d'échantillons et d'analyses ils obtiennent des produits qui donnent tous les résultats espérés.

Il nous suffira de citer quelques chiffres pour montrer l'importance des services rendus en cette matière par les syndicats à leurs membres. Le « *Syndicat des agriculteurs de la Vienne* » (1), le « *Syndicat agricole de la Charente-Inférieure* » achètent annuellement pour plus d'un million de francs d'engrais, le « *Syndicat des agriculteurs de la Loire-Inférieure* » pour 900.000 francs, le « *Syndicat des agriculteurs de la Sarthe* » pour 800.000 francs.

Si les syndicats n'existaient pas, les cultivateurs achetant individuellement leurs engrais n'en obtiendraient avec la même somme qu'une quantité bien moins grande et ils seraient moins bien servis ; par conséquent les syndicats contribuent, dans une proportion considérable, à réduire les prix de revient des produits.

Achats d'aliments pour le bétail

Les associations professionnelles agricoles

1. Le syndicat des agriculteurs de la Vienne a acheté en 1903 pour 1.582.980 francs d'engrais (Silvestre, *op. cit.*).

2. Chiffres donnés par M. de Rocquigny, *La coopération de production dans l'agriculture*.

achètent aussi des aliments pour le bétail, surtout lors des années de disette fourragère pendant lesquelles il est absolument nécessaire pour faire l'appoint des rations trop réduites de se procurer des fourrages venant des pays qui en ont de disponibles ou des résidus industriels.

C'est ainsi que le « *Syndicat professionnel agricole de Narbonne* » a acheté pour ses adhérents en 1893-1894 des fourrages, pailles, avoines, etc., pour une somme de 560.000 francs. Celui de « *Montpellier et du Languedoc* » pendant la même année a acheté pour un million de francs de fourrages et pailles, 426.000 francs de grains et 90.000 francs de tourteaux (1).

Achats de machines agricoles

Le temps n'est plus aujourd'hui où quelques outils primitifs suffisaient à l'exploitation agricole. La nécessité d'une production plus intensive et d'un travail plus rapidement exécuté, alors que la main-d'œuvre se fait de plus en plus rare et de plus en plus coûteuse, oblige les cultivateurs à posséder des instruments perfectionnés.

Les syndicats, encouragés par les succès qu'ils

1. Chiffres donnés par M. de Rocquigny, *op. cit.*, p. 69.

avaient obtenus dans les divers achats qu'ils s'étaient chargés d'effectuer, procurent à leurs membres, dans les mêmes conditions avantageuses, les machines dont ils ont besoin. Ils ont obtenu des industriels les prix de gros et ils en font profiter leurs adhérents.

Mais ce serait folie que de vouloir posséder pour soi tout seul les nombreux instruments utilisés aujourd'hui par notre culture moderne ; aussi les groupements professionnels ont acheté « pour un usage commun successif le matériel que son prix ou son emploi trop rare rend inaccessible aux petits cultivateurs » (1) Ces instruments sont loués moyennant une redevance peu élevée (représentant tout au plus les frais d'amortissement) ou même prêtés gratuitement aux syndiqués qui désirent s'en servir.

Etablir la liste des syndicats se livrant à l'achat des machines agricoles pour leurs membres, ce serait citer, sauf quelques rares exceptions, toutes les associations professionnelles agricoles.

Voici les noms de plusieurs syndicats ayant acheté un matériel de battage à la vapeur coûtant de 5.000 à 10.000 francs : le « *Syndicat de*

1. De Rocquigny, *op. cit.*

Jallanges et Trugny » (Côte d'Or), celui de « *Lioron* » (Drôme), celui de « *Beligneux* » (Ain) (1).

Ces achats de machines faits par les associations agricoles pour un usage collectif rentrent entièrement dans la coopération de production, le syndicat fournissant en effet à tous ses membres l'outil de la production.

(B) *Ventes*. — Certains syndicats s'occupent de la vente de tous les produits de leurs adhérents : le « *Syndicat du Calvados* » vend, chaque année, des pommes, du cidre, des chevaux et des bovidés pour une somme de 380.000 fr. (2).

Mais plus nombreux encore sont les associations qui se sont pour ainsi dire spécialisées dans la vente d'un certain produit, du vin en particulier, [« *Syndicat professionnel agricole du département des Pyrénées-Orientales à Montagnac* », le « *Syndicat des cultivateurs et vignerons du canton de Gevrey-Chambertin* » (Côte d'Or)] ; le « *Syndicat des agriculteurs des Landes* » s'occupe de la vente des eaux-de-vie (3) ; d'autres de la vente des céréales et

1. Syndicats cités par M. de Rocquigny, *op. cit.*, p. 23 et Silvestre, *op. cit.*

2. Lecomte, *Les associations agricoles, professionnelles et mutuelles* et Silvestre, *op. cit.*

3. V. de Rocquigny, *op. cit.*

fourrages, quelques-uns de la vente du bétail (celui d'*Ille-et-Vilaine* vend des animaux reproducteurs des races bovines et chevalines) (1); quelques autres ont entrepris de débiter les animaux engraisés de leurs adhérents : Le « *Syndicat des agriculteurs du Loiret* » a organisé aux halles d'Orléans une boucherie agricole temporaire qui ne fonctionne que lorsque la vente des animaux sur pied est difficile. Lorsque les bouchers ont relevé leurs prix d'achat, ce service régulateur cesse de fonctionner. A *Toul* la boucherie militaire créée pour l'approvisionnement de la garnison s'est adressée aux syndicats agricoles, elle les invite à renseigner leurs membres sur ses besoins. Les associations professionnelles peuvent, en groupant les animaux que les cultivateurs veulent vendre, organiser des expéditions par wagons complets. Les syndicats traitent comme personnes civiles avec la boucherie militaire. A *Verdun* existe exactement la même organisation (2).

1. V. Say, *Dictionnaire d'économie politique*, v^o syndicat agricole.

2. V. de Rocquigny, *op. cit.*

§ 3

La coopération de production

PRODUCTION DES PLANTS DE VIGNES. PRODUCTION DES SEMENCES.
TRANSFORMATION DE CERTAINS PRODUITS.

1° *Production des plants de vigne.* — Lorsque le phylloxera eut détruit notre vignoble, les syndicats firent tout leur possible pour aider à le reconstituer grâce aux plants américains.

Si certaines associations achetèrent en gros, au nom de leurs adhérents, après avoir groupé les diverses commandes, les meilleurs porte-greffes, d'autres ont entrepris de produire eux-mêmes, dans des conditions économiques et avec toutes les garanties possibles de qualité, les plants dont leurs membres avaient besoin. Ils ont créé des pépinières de plants américains entretenues à leurs frais, dont le produit est réparti entre les syndiqués soit gratuitement, soit plutôt au prix de revient. Si ceux-ci n'achètent pas tous les plants produits, ceux qui restent sont vendus à des étrangers au profit de la caisse syndicale.

Les pépinières syndicales sont peut-être au nombre d'une centaine; l'énumération de celles-ci se trouve dans l'ouvrage de M. de Rocqui-

gny : *La coopération de production dans l'agriculture*, page 30.

Quelques-unes d'entre elles sont soignées par les syndiqués eux-mêmes « *Syndicat de Le Menoux* » (Indre), de « *Nazelles* » (Indre-et-Loire).

2^o *Production des semences.* — Un certain nombre de syndicats agricoles ont organisé la production de semences ou l'acclimatation de graines déjà sélectionnées. Ce sont les membres syndiqués qui peuvent se fournir les premiers de cette semence recherchée à juste titre.

Le « *Syndicat des agriculteurs de Lille* » s'est attaché à la production des blés de semence.

3^o *Transformation de certains produits.*

A. *Transformation du lait.* — Dans une large mesure, les syndicats ont contribué, tout au moins dans certaines régions de la France, à l'établissement de beurreries et de fromageries coopératives.

Si dans la région des Charentes et du Poitou les fromageries sont nées sans l'intervention des associations professionnelles, dans d'autres provinces les syndicats ont étendu sur celles-ci leur action bienfaisante. C'est ainsi que dans la

Franche Comté « qui est la terre classique de nos fruitières, puisque leur origine y remonte vers 1630 ou 1640 », le « *Syndicat agricole du département du Jura* » à Lons-le-Saunier, non seulement a établi un service spécial d'inspection des fruitières et de vérification des laits, confié à un professeur de l'Ecole de fromagerie de Poligny, mais encore il fait tout son possible pour aider à leur création ; il leur facilite l'acquisition des calorifères, rafraîchissoires, etc. Il s'est préoccupé aussi de l'organisation du crédit par la fruitière, sur nantissement des fromages en cave.

Les syndicats de *Poligny, Salins, Besançon*, etc., ont également les mêmes préoccupations (1).

Le « *Syndicat agricole fromager du canton de Gérardmer* » (Vosges) possède des caves syndicales pour l'affinage en commun des fromages de Munster et de Géromé, fabriqués isolément par ses membres. Il pratique la vente directe au consommateur grâce à des représentants qu'il possède dans les grandes villes.

B. *Préparation de conserves de légumes, de fruits, etc.* — Le « *Syndicat des agriculteurs de*

1. Renseignements tirés de l'ouvrage de M. de Rocquigny, *La coopération de production dans l'agriculture*, p. 108.

Roquevaire » (Bouches-du-Rhône) s'est constitué en 1893 pour entreprendre collectivement la préparation industrielle et la vente des câpres récoltés par ses membres. Mais comme ces boutons à fleur ne peuvent être vendus qu'après un an environ de macération dans le vinaigre et comme la plupart des cultivateurs ne pourraient attendre un temps aussi long pour toucher le produit de leur récolte livrée au syndicat, celui-ci leur fait au taux de 40/0 des avances susceptibles de s'élever jusqu'aux $\frac{3}{4}$ de la valeur présumée de leur apport. Le syndicat pratique ainsi non seulement la coopération de production, mais le crédit agricole.

A partir de la même époque la même association professionnelle a entrepris également la fabrication coopérative des conserves d'abricots. La valeur des produits qu'il a préparés et vend chaque année pour le compte de ses sociétaires est d'environ 200.000 francs.

Le « *Syndicat de Lascours* » (commune de Roquevaire) pour la préparation des câpres et de la pulpe d'abricot, de *Cuges* (Bouches du-Rhône), de *Solliès-Toucas* (Var) pour la préparation des câpres ont suivi l'exemple donné par le syndicat de Roquevaire (1).

1. Renseignements tirés de l'ouvrage de M. de Rocquigny,

Le « *Syndicat agricole de Saint-Vincent de Romorantin* » ne procède pas de la même manière, il a fondé le 28 mars 1899 une société coopérative ayant pour but la fabrication de conserves de légumes. Seuls les membres du syndicat fondateur peuvent faire partie de la société. Il a été nécessaire pour assurer l'approvisionnement de la coopérative de lui permettre l'achat de légumes à des tiers. Une grande partie des bénéfices est répartie entre sociétaires et non-sociétaires au prorata des fournitures faites (1).

C. *Vinification*. — Le « *Syndicat des travailleurs de la terre de Maraussan* » (2) (Hérault) a employé les deux procédés dont se servent les associations professionnelles pour faire de la coopération : d'une part il a créé une société coopérative et d'autre part il gère lui-même une « coopérative d'exploitation ».

En 1901 il a fondé une société à caractère nettement socialiste entre petits propriétaires viti-

La coopération de production dans l'agriculture, p. 126, et de l'*Annuaire de l'agriculture*, par Silvestre.

1. Rapport de M. de Malherbe au Congrès des syndicats agricoles et associations similaires, fragment cité par Coutard, *op. cit.*, p. 53.

2. Maraussan compte environ 2.000 habitants, ce bourg renferme neuf associations coopératives ou syndicats, tous socialistes.

culteurs : « Les vignerons libres ». Le but poursuivi est :

« 1° de grouper les viticulteurs vignerons de Maraussan pour la vente en commun et directe aux consommateurs des produits ou sous-produits de leur sol, récoltés par eux ;

« 2° de poursuivre la suppression des intermédiaires et l'unité de vinification par la création de caves coopératives, par la constitution d'un grand chai commun comportant l'installation et l'outillage vinicoles reconnus nécessaires pour le bon fonctionnement de l'entreprise ;

« 3° de fournir à des prix modérés, à ses clients et toutes personnes quelconques des vins de qualité supérieure et d'origine certaine ;

« 4° de réaliser des économies au bénéfice de ses membres, des sociétés ou des individualités acheteuses et dans l'intérêt de toute œuvre utile à l'émancipation des travailleurs. »

Le capital initial de 3.000 francs a été augmenté successivement, il est divisé en parts de 25 francs qui ne rapportent aucun intérêt.

Les bonis sont ainsi répartis 25 0/0 aux acheteurs au prorata de leurs achats, 20 0/0 aux œuvres de propagande sociale, 5 0/0 à la Bourse nationale des coopératives, 50 0/0 aux producteurs également et uniformément entre eux (1).

1. Les *Almanachs de la coopération socialiste* et Sabatier, *op. cit.*, p. 42.

A côté de cette société le « Syndicat des travailleurs de la terre » a fondé en 1906 « L'Emancipatrice paysanne », « coopérative d'exploitation agricole » qu'il gère lui-même. Les adhérents de cette coopérative cultivent un vignoble « propriété collective et impersonnelle du syndicat ouvrier ». L'Emancipatrice a pour but, lisons-nous dans les *Almanachs de la Coopération socialiste*, « de constituer un domaine agricole collectif ou propriété d'organisations ouvrières en vue de la substitution de la propriété prolétarienne à la propriété capitaliste ». Les bénéfices doivent servir à agrandir la propriété collective. Les travaux sont exécutés par roulement par les coopérateurs et les produits sont portés à la société coopérative les « Vignerons libres » où ils sont vinifiés en commun (1).

D. *Autres exemples de coopération dans la transformation des produits.* — Le groupe cantonal d'Arbois (Jura) appartenant au « Syndicat agricole de l'arrondissement de Poligny » a ouvert un moulin coopératif en 1894 : « la Société coopérative de meunerie d'Arbois » ; c'est une société anonyme à capital variable (2).

La *section locale de Solliès-Toucas* du Syn-

1. Les *Almanachs de la coopération socialiste*.

2. De Roequigny, *op. cit.*, p. 113.

dicat agricole du Var a créé une boulangerie coopérative.

Le « *Syndicat de Solliès-Toucas* » (Var) dont nous avons déjà parlé deux fois, a loué un moulin à huile. Les syndiqués fabriquent à tour de rôle leur huile au moulin syndical et le syndicat vend les huiles de ses adhérents en se mettant autant que possible en rapport avec des coopératives de consommation ou avec d'autres syndicats agricoles acheteurs d'huile d'olive pour la consommation de leurs membres.

Les Syndicats de *Callas* (Var), d'*Istres* (Bouches-du-Rhône), *Salon* (Bouches-du-Rhône) ont loué ou sont propriétaires également d'un moulin à huile (1).

Le « *Syndicat agricole de la Montagne Noire* » à Caudebronde (Aude) fait fabriquer des draps à façon avec la laine provenant des moutons possédés par ses adhérents. Le fabricant de drap reçoit un prix fixe : tant par mètre de drap livré, c'est ainsi un véritable employé du syndicat, ce dernier vend ses draps au moyen de commissionnaires à qui il donne 6 0/0 sur le placement des marchandises. La vente atteint 10.000 francs par an (2).

1. De Rocquigny, *op. cit.*, p. 120.

2. *Idem*, p. 127 et Silvestre, *op. cit.*

§ IV

Les syndicats agricoles et le crédit mutuel

Le « *Syndicat de l'Ariège* » a constitué un fonds de roulement pour pouvoir acquitter sur une seule traite les commandes des membres associés, ce n'est pas le crédit agricole proprement dit, c'est un pas fait dans cette voie (1).

Le « *Syndicat de l'arrondissement de Poligny* » a organisé une caisse de crédit mutuel ; mais celle-ci est indépendante de lui (2).

Le « *Syndicat des vigneronns de Sancerre* », celui du *Doubs*, celui de la *Lozère* ont également une caisse de crédit mutuel (3).

Celui de *Compiègne* se sert de l'intermédiaire d'un gérant responsable qui garantit le papier présenté à l'escompte par les syndicataires ; moyennant un intérêt de 0 fr. 50 0/0 par mois ce gérant devient caution vis à-vis du banquier (4).

Le « *Syndicat de Die* » (Drôme) fait bénéficier l'acheteur, sur sa demande, d'un délai de paye-

1. L. Say, *Dictionnaire d'économie politique*, v^o syndicats agricoles.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. *Idem.*

ment pour les produits qui lui sont fournis par le syndicat (1).

Le « *Syndicat agricole de Moisse* » (Seine-et-Oise) a fondé à côté de lui une caisse locale dont il est le principal adhérent et à laquelle tous ses membres, au nombre de plus de deux cents ont souscrit chacun une part de cinq francs. Avant la création de la caisse de crédit les membres du syndicat garantissaient solidairement aux fournisseurs le paiement de toutes leurs factures sur le syndicat. Depuis l'institution du crédit agricole tous les achats se font au comptant et la garantie solidaire devenue inutile pour les fournisseurs a été reportée sur la caisse locale (2).

§ V

Les syndicats et la mutualité

1° *Secours médicaux*

Les syndicats dont les noms suivent ont organisé des caisses de secours médicaux : le « *Syndicat des jardiniers d'Angers* », le « *Syndicat de*

1. L. Say, *Dictionnaire d'économie politique*, v^o syndicats agricoles.

2. Lecomte, *Les associations agricoles, professionnelles et mutuelles*.

Barquèbres » (Calvados), de « *Pinchinats* » (Bouches-du-Rhône) (1).

2° *Aide mutuelle*

La « *Société vigneronne sancerroise* » composée exclusivement de viticulteurs porte dans ses statuts l'engagement suivant : faire l'ouvrage des sociétaires dans l'impossibilité momentanée de travailler leurs vignes, soit par accident, soit par suite des appels de l'autorité militaire (2).

Plusieurs syndicats ont suivi l'exemple de cette société, parmi ceux-ci on peut citer : le « *Syndicat agricole de Belleville-sur-Saône* » (Rhône), le « *Syndicat des viticulteurs du canton de Châteaurenault* » (3) (Indre-et-Loire), le « *Syndicat de la Marne* », celui du Loiret, etc.

3° *Caisses de retraites*

Le « *Syndicat de Bollène* » (Vaucluse) a organisé une caisse de retraites (4).

« Le comte de Chambrun donna en 1898,

1. Syndicats cités par de Rocquigny, *Congrès de 1900*, p. 259.

2. L. Say, *op. cit.*, v^o syndicat agricole.

3. De Rocquigny, *La coopération de production dans l'agriculture*, pp. 34 et 35.

4. L. Say, *op. cit.*, v^o syndicat agricole.

35 pensions viagères de 200 francs l'une, à autant de cultivateurs méritants désignés par leurs syndicats ; or six de ces syndicats ont décidé de changer ces rentes viagères en rentes perpétuelles, si bien qu'après la mort du titulaire la pension sera reversée sur un autre choisi par le syndicat et ainsi à perpétuité. Pour y arriver, chacun de ces syndicats a dû ajouter au prix de la rente viagère ce qui était nécessaire pour avoir une rente perpétuelle. Il fallait pour cela 6.667 francs, or les sommes versées par le comte de Chambrun pour procurer les rentes viagères variaient pour ceux désignés par ces syndicats de 1.174 à 1.456 francs, c'est donc une somme de 5.210 francs à 5.492 francs que chacun des syndicats a dû donner » (1).

Et en fournissant cet appoint ces associations professionnelles accomplissaient un véritable acte coopératif.

4^e Assurances mutuelles

A. *Assurances contre la mortalité du bétail.* — Presque tous les syndicats de la région normande et des régions d'élevage (2) ont créé une

1. Hubert-Valleroux, *Les associations ouvrières et les associations patronales*, p. 309.

2. L. Say, *op. cit.*, v^o syndicat agricole.

caisse d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail. Très généralement les syndicats qui pratiquent l'assurance mutuelle ne font le règlement des indemnités dues qu'en fin d'exercice et le remboursement des pertes soumises à répartition est opéré par une caisse commune, proportionnellement aux responsabilités acceptées.

B. *Assurance contre les accidents.* — Le « *Syndicat des agriculteurs du Loiret* » avait créé en 1891 une société d'assurances mutuelles contre les accidents du travail agricole : « *La Solidarité Orléanaise* » ; pour en faire partie il fallait être membre soit d'un syndicat, soit d'une autre association agricole. Mais cette société s'est transformée, elle a du reste pris le nom de « *Caisse syndicale d'assurances mutuelles des agriculteurs de France contre les accidents du travail agricole* » ; elle fonctionne maintenant sous le contrôle de l'Etat et le patronage de l'Union centrale des agriculteurs de France. Les syndicats des diverses régions de notre pays sont en quelque sorte devenus ses agents ; ce sont eux qui lui fournissent surtout ses adhérents. La cotisation varie avec l'importance du domaine et le mode d'exploitation en usage et selon aussi que

la responsabilité est limitée ou illimitée (1).

C. *Assurance contre la grêle.* — Nous ne connaissons que deux syndicats qui se soient préoccupés de la grêle. Ils indemnisent eux-mêmes leurs membres dont les cultures ont été ravagées par ce météore : le « *Syndicat libre de la Marne* » et celui de *Molesme* (Côte-d'Or) (2).

§ VI

Les syndicats agricoles et le placement

Un grand nombre de syndicats agricoles cherchent à faciliter le placement de leurs adhérents (ouvriers de culture, fermiers, régisseurs, chefs de culture, etc.). Dans leurs bulletins ils publient les offres et demandes d'emplois.

Certains ont même ouvert de véritables bureaux de placement gratuit avec registres destinés à l'inscription des demandes ; on peut citer ayant agi de cette façon : le « *Syndicat de Saint-Fiacre* » (Paris), syndicat mixte d'horticulteurs, de jardiniers et de cultivateurs, le « *Syndicat agricole de l'arrondissement de Nancy* », le

1. Bardon, *De la capacité des syndicats agricoles*, pp. 54 et 55, de Rocquigny, *op. cit.*, p. 43

2. L. Say, *op. cit.*, v^o syndicat agricole.

« *Syndicat de Compiègne* », celui d'*Hyères*, etc. (1).

TITRE II

LA JURISPRUDENCE

CHAPITRE PREMIER. — Arrêts et jugements rendus sur la légalité des opérations coopératives faites par les syndicats, opérations autres que des actes d'achats.

CHAPITRE II. — Arrêts et jugements à propos des actes d'achats faits par les syndicats. — § 1^{er}. Jurisprudence des tribunaux administratifs. — § 2. Jurisprudence des tribunaux judiciaires.

Nous venons de passer en revue l'œuvre coopérative accomplie par les syndicats, il faut maintenant voir comment la jurisprudence a interprété la loi de 1884, examiner si elle a compris dans un sens large ces mots « étude et défense », en un mot il faut se rendre compte si la jurisprudence a admis que les syndicats pouvaient faire de la coopération.

D'assez nombreux arrêts s'occupent de la légalité des achats faits par les associations professionnelles pour leurs membres ; très peu, au contraire, ont été rendus à propos des autres opérations coopératives réalisées par les syndicats. Signalons d'abord ces derniers arrêts.

1. De Rocquigny, *op. cit.*, p. 36.

CHAPITRE PREMIER

Arrêts et jugements rendus sur la légalité des opérations coopératives faites par les syndicats, opérations autres que des actes d'achat.

Le tribunal civil de Saint-Etienne a rendu le 21 mai 1889 à propos de la mine aux mineurs de Rive-de-Gier un jugement dont nous avons déjà parlé mais dont il nous paraît utile de citer ce passage : «... une exploitation de cette nature (il s'agit d'une mine) est interdite aux associations professionnelles; elles peuvent, ce qui a été fait à Rive-de-Gier, et très utilement constituer des caisses spéciales de secours et de retraites, créer des cours d'instruction, établir des bibliothèques, acheter des livres, des instruments, s'occuper, par tous les moyens possibles, des intérêts de la corporation, mais il leur est absolument défendu de rien posséder en dehors de ce qui leur est indispensable dans ce but... » (1).

1. *Revue des sociétés*, année 1889, pp. 444 et s.

La Cour d'appel de Riom dans un arrêt du 18 mars 1897 visant « la Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment de Montluçon » a déclaré que « en sortant de ses attributions et en faisant des actes de commerce, la Chambre syndicale était devenue en fait une association commerciale et avait pu, à ce titre, être mise en liquidation » (Jugement du tribunal de commerce de Montluçon du 16 juin 1896) (1).

La Cour de cassation (Chambre criminelle) a décidé le 19 juin 1908 qu'un syndicat professionnel a qui il est interdit de se livrer à des opérations commerciales ne peut posséder une marque de fabrique ou de commerce : « Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; — Attendu que l'activité des syndicats professionnels ne doit s'exercer que pour la défense des intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent ; que la capacité juridique des syndicats, en ce qui concerne la composition de leur patrimoine mobilier est restreinte dans les limites mêmes assignées à leur mission

1. *Les associations professionnelles ouvrières*, t. 1, p. 84. Le texte du jugement du tribunal de Montluçon se trouve dans l'*Annuaire des syndicats professionnels* de 1897, p. 342.

légale ; qu'il en résulte que le patrimoine mobilier des syndicats ne peut comprendre que des éléments susceptibles de concourir à la défense des intérêts collectifs représentés par ces syndicats ; — Attendu qu'un syndicat professionnel ne saurait légalement posséder une marque de fabrique ou de commerce ; — Attendu, en effet qu'un syndicat professionnel à qui il est interdit de se livrer à aucune opération commerciale ou industrielle ne peut faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce... » (1).

Enfin le tribunal correctionnel de Nîmes le 29 janvier 1909 a dénié à un syndicat de garçons coiffeurs le droit d'ouvrir un salon de coiffure (2).

Ces arrêts ou jugements sont tous opposés à l'extension des droits des syndicats, voici maintenant un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 5 janvier 1897 que nous avons déjà signalé au passage et qui reconnaît une large capacité aux syndicats : la Cour a admis que le syndicat professionnel dit « des poissonniers de la Somme » composé de fermiers d'étangs et de propriétaires exploitant

1. D. P. 1909. 1. 21.

2. Cité par M. Cahen dans son rapport sur « La capacité commerciale des syndicats » (*Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, p. 346).

eux-mêmes « a été constitué valablement » par application des articles 2, 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 pour « tout ce qui concerne l'exploitation des étangs, la reproduction et la conservation du poisson, la pêche et la vente de ses produits » (1).

On le voit, les arrêts concernant les rapports des syndicats avec les coopératives de production ne sont pas nombreux ; et nous n'avons trouvé aucun arrêt à signaler se rapportant aux autres coopératives fondées par les associations professionnelles.

1. D. P. 97. 1. 120.

CHAPITRE II

Arrêts et jugements rendus à propos des actes d'achat faits par les syndicats

§ 1

Jurisprudence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont tous d'accord pour déclarer que ne sont pas actes de commerce les opérations d'achat et de vente effectuées par les syndicats agricoles (ils n'ont en effet jamais eu à s'occuper d'actes de cette sorte accomplis par des syndicats industriels ou commerciaux).

Le 25 janvier 1907 le Conseil de préfecture de la Mayenne déclarait que « le Syndicat agricole lavallois » n'étant ni acheteur, ni vendeur d'aucune denrée, mais seulement intermédiaire et intermédiaire gratuit entre ses adhérents et les fournisseurs de produits divers utiles à

l'agriculture et à l'élevage » ne devait pas être soumis à l'impôt de la patente (1).

Puis le 19 juin 1907 le Conseil d'Etat rendait un arrêt très intéressant à propos du « Syndicat professionnel de Lézignan », celui-ci ne distribuait pas ses bénéfices à ses membres au prorata de leurs achats mais il en faisait l'emploi suivant, conforme au but de son institution : souscription de parts à la société de crédit agricole de la localité et à la caisse régionale de crédit mutuel agricole du Midi, mise d'une certaine somme à la disposition d'une société mutuelle d'assurances agricoles de la localité ; il demandait décharge de la patente à laquelle il était imposé. Voici la partie essentielle de cet arrêt :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le syndicat requérant achète divers produits utiles à l'agriculture pour les revendre à ses membres, afin de faire profiter ceux-ci des remises qu'il peut obtenir sur les prix de vente, de transport et d'achat ; que si les bénéfices provenant de la différence entre les prix d'achat et les prix de vente, déduction faite des frais généraux, ne sont pas répartis entre les associés au prorata des achats faits par chacun

1. *Le droit rural*, année 1907, p. 90.

d'eux, ils sont, du moins, employés exclusivement à la création et au développement de services d'intérêt professionnel collectif et d'institution de coopération devant profiter à tous ses membres, qu'ils ne sont pas affectés à la rémunération des administrateurs du syndicat dont les fonctions sont gratuites ; qu'il suit de ce qui précède que les opérations à raison desquelles le syndicat professionnel de Lézignan a été assujetti à la patente pour l'année 1903 ne constituent pas l'exercice d'un commerce ou d'une profession imposable au sens de la loi du 15 juillet 1880.

« Article premier. — L'arrêté... est annulé.

« Art. 2. — Décharge » (1).

L'arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908 ne devait pas faire changer cette jurisprudence, en effet une décision du Conseil de préfecture de la Sarthe du 10 janvier 1909 (?) vient d'exonérer du paiement de la patente le « Syndicat des agriculteurs de la Sarthe » ; l'un des plus importants syndicats de France, il compte en effet 12 000 membres, ce groupement se livre à des opérations d'achat et de vente, il possède un magasin général et de nombreux

1. D. P. 1909. 3. 17.

dépôts. Les considérants du Conseil de préfecture de la Sarthe méritent d'être cités :

« Le Conseil, considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats que le Syndicat des agriculteurs de la Sarthe se borne à *grouper les commandes* de ses adhérents en vue de les faire bénéficier des prix les plus favorables et de réduire au minimum les frais de transports ; qu'il *n'entrepasse que les denrées ou marchandises prévues par ses statuts* ;

« Considérant que, *pour faire face à des besoins prévus le syndicat doit nécessairement s'approvisionner à l'avance et dès lors disposer d'un dépôt central et de plusieurs sous-dépôts*, correspondant au très grand nombre de ses adhérents ; que c'est la seule façon d'agir qui permette de faire face aux besoins individuels de 12.000 syndiqués ;

« Considérant que le syndicat ne fait pas acte de commerce et n'agit qu'en qualité d'intermédiaire, puisqu'il est administré gratuitement ; que les commandes faites en bloc par le directeur, mandataire des syndiqués, représentant réellement le groupement des commandes de chacun d'eux, en vue des bénéfices réputés acquis à la commande collective ; que dans ces conditions le syndicat ne saurait être assujéti à la patente.

« Arrête :

« Décharge accordée pour le dépôt et les sous-dépôts » (1).

§ 2

Jurisprudence des tribunaux judiciaires

La jurisprudence des tribunaux judiciaires a toujours admis que l'acte de commerce ne consistait pas seulement dans le fait d'acheter pour revendre, mais qu'il fallait un autre élément : l'intention de réaliser un bénéfice. Elle avait affirmé cette nécessité bien avant que la question se fut posée à propos des actes faits par les syndicats (Voir un arrêt de la Cour de cassation du 13 mars 1878) (2).

Aussi le 16 avril 1888 la Cour de Bordeaux déclare que le trésorier d'un syndicat d'agriculteurs qui achète des denrées pour les céder aux membres de l'association, au prix coûtant « n'a point fait une opération commerciale » (3).

En 1889 (le 26 mars) la Cour de Toulouse rend cet arrêt :

« Attendu qu'en vertu de la loi du 21 mars

1. Cité par M. Hitier, *Revue d'économie politique*, 1909, p. 69.

2. D. P. 78. 1. 311.

3. D. P. 90. 2. 70.

1884, il a été constitué à Albi (Tarn) un syndicat agricole dans le but de procurer à ses seuls membres, aux conditions les plus favorables et en traitant directement avec les fabricants, les matières premières nécessaires à l'agriculture notamment les engrais chimiques ;

« Attendu que pour réduire cet objet et pour recouvrer les frais de correspondance, de réception, de manutention, de délivrance, etc., il est nécessaire de faire subir aux matières achetées une faible majoration qui représente simplement les déboursés ;

« Attendu dans ces conditions bien précises que le Syndicat agricole du Tarn ne se livre par suite à aucun acte de commerce ; qu'il n'est mû par aucune idée de spéculation et joue le rôle de pur intermédiaire ne tirant aucun profit de son intervention », le tribunal de commerce est donc incompétent pour connaître d'une demande de dommages-intérêts formée contre l'agent du syndicat pour concurrence à une maison commerciale d'engrais (1).

Par conséquent la Cour de Toulouse admet que la majoration, représentant simplement les frais généraux, ajoutée au prix de revient ne change pas la nature des actes effectués, mais il

1. D. P. 90. 2. 444.

ne faut pas que le syndicat réalise des bénéfices sur les opérations faites ; c'est pourquoi la Cour d'Angers par un arrêt du 29 octobre 1894 déclare le tribunal de commerce compétent pour trancher un litige qui s'était élevé entre le « Syndicat des agriculteurs du Maine » et un tiers au sujet d'un marché verbal : « attendu que le marché verbal dont il s'agit a été fait à prix ferme ; qu'il s'appliquait à des fournitures d'une certaine importance, livrables pendant une longue période de temps et qu'il devait être suivi entre le vendeur et l'acheteur d'un certain partage de bénéfices sur le montant de la revente, que par conséquent ce marché constituait donc bien un acte de commerce » (1). Il avait été reconnu du reste lors des débats que ce syndicat faisait des « bénéfices que souvent les marchands n'ont pas » (2).

Il semblait que cette jurisprudence était bien établie lorsque le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc prononça le 22 octobre 1907 la dissolution des Syndicats agricoles de Chaumont-sur-Aire et de Courcelles-sur-Aire pour avoir livré à leurs membres des marchandises d'épicerie, quincaillerie, effets d'habillement ; quelques

1. D. P. 95. 2. 88.

2. *Idem.*

mois auparavant : le 30 juillet 1907, le tribunal correctionnel de Montmédy avait condamné les administrateurs du Syndicat agricole de Consenvoye (Meuse) à une amende pour ne pas avoir obtempéré à la mise en demeure faite par le maire de la commune d'avoir à fermer le magasin d'épicerie qui était annexé au syndicat.

Ce dernier fit appel de ce jugement devant la Cour de Nancy, qui tout en diminuant la peine prononcée contre les administrateurs, confirma le jugement. Elle agit de même pour le jugement de Montmédy.

A raison de l'extrême importance de la question, l'affaire du Syndicat de Consenvoye fut portée par les intéressés devant la Cour de cassation qui le 29 mai 1908 rejeta le pourvoi par un arrêt devenu célèbre que l'on ne peut se dispenser de reproduire :

« La Cour :

« Ouï M. le conseiller Laurent-Atthalin en son rapport, M^e Le Marois, avocat à la Cour, en ses observations, et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions ; vu les mémoires produits à l'appui du pourvoi ;

« Sur le moyen unique, pris par les demandeurs, de la violation ou fausse application de la loi du 21 mars 1884, notamment de ses articles 3 et 9, des lois des 5 novembre 1894,

17 novembre 1897 et 19 avril 1905, article 9, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme une contravention à la loi de 1884 le fait par un syndicat agricole d'acheter pour ses adhérents et de leur livrer, au fur et à mesure de leurs besoins, tous les produits, denrées ou marchandises, qui leur sont nécessaires ou utiles, dans le but de leur procurer une économie ou d'autres avantages matériels, alors que la loi précitée de 1884 a autorisé la création des syndicats, et que les lois de 1894, de 1897 et de 1905 prévoient expressément les opérations dont il s'agit ;

« Attendu que les demandeurs étaient prévenus, comme administrateurs d'une association syndicale agricole, d'avoir contrevenu à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en ne limitant pas l'objet dudit syndicat à l'étude et à la défense de ses intérêts, notamment en créant un établissement commercial ;

« Qu'il est énoncé, en fait, dans l'arrêt, que, au Syndicat agricole de Consenvoye, les prévenus avaient annexé un magasin où les adhérents étaient admis à acheter au détail des marchandises, telles que vêtements, produits alimentaires et objets d'utilisation ménagère ; que le syndicat s'approvisionnait de ces marchandises sans qu'il y eut, au préalable, de commandes ou de groupement de commandes

de ses adhérents, et les revendait à ceux-ci en prélevant une bonification de 5 0/0 destinée à assurer le salaire du gérant et à couvrir les frais généraux ; que, de cet état de faits souverainement constaté par le juge du fond, il résulte tout d'abord que le syndicat mis en cause ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1986 et suivants du Code civil ; qu'à bon droit l'arrêt déclare qu'il importe peu que le bénéfice réalisé fut de minime importance, l'article 632 du Code de commerce réputant acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre ;

« Attendu que, sans pouvoir méconnaître d'une manière absolue le caractère commercial des opérations incriminées, les demandeurs soutiennent que, soit sous l'empire de la loi du 21 mars 1884, soit dans les prévisions des lois postérieures visées au moyen, une association syndicale professionnelle peut légalement pratiquer le régime coopératif aux effets d'une vocation propre et par suite sans avoir à constituer une société coopérative dans les formes des articles 48 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 ;

« Mais attendu que, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, « les syndicats pro-

fessionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » ; qu'il en résulte que la constitution d'une association syndicale agricole, dans les conditions déterminées par la susdite loi, donne exclusivement vocation à cette association d'étudier et de défendre les intérêts économiques agricoles qu'elle représente ; que d'autre part, les seules dispositions déclarées inapplicables aux syndicats dans l'article premier de la loi, étant les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834, toutes autres dispositions légales leur sont par là même demeurées applicables.

« Attendu que, vainement, le moyen soutient que, en tout cas, les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905 auraient autorisé les syndicats, sous l'unique condition d'être régulièrement constitués comme tels, à pratiquer les opérations incriminées ;

« Qu'en ce qui touche la première de ces lois, le projet autorisait, il est vrai, les syndicats, par dérogation aux articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, à acheter, pour les revendre ou les louer à leurs adhérents, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession et à acquérir des immeubles en vue du fonctionnement de ce service, mais que le législateur a refusé de con-

sacrer une dérogation qui eût transformé le caractère des associations syndicales, et qu'il appert uniquement du texte adopté que les membres des syndicats peuvent, sous certaines conditions de publicité, et à charge de tenir une comptabilité commerciale, constituer des sociétés de crédit agricole dont la personnalité est essentiellement distincte ;

« Attendu que l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 autorise, il est vrai, la Banque de France à escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles, mais que cette disposition n'a eu en vue que les sociétés de crédits émanées des syndicats depuis la loi du 5 novembre 1894 ; que ce sont ces sociétés mêmes qui sont visées dans l'article 2 précité, comme elles le sont dans l'article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898 et dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 qui prévoit expressément les sociétés coopératives agricoles constituées par des membres de syndicats professionnels agricoles ;

« Attendu enfin qu'il ne résulte nullement de l'article 9 de la loi du 9 avril 1905 que les syndicats agricoles aient été autorisés, pourvu qu'ils payent patente, à tenir boutique ou magasin de vente, mais que seulement si ces syndicats ont enfreint ainsi les règles de leur institution, la

situation qui en résulte les soumet, par le fait même, à la loi fiscale ;

« Qu'il suit de là, qu'aucune des lois qu'invoque le moyen, n'a eut pour but et pour effet d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi de 1884, ni de modifier les conditions fondamentales de leur organisation, telles qu'elles ont été fixées par ladite loi ;

« Qu'ainsi la sanction de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 est encourue lorsque les actes définis dans l'arrêt attaqué émanent non d'une société coopérative constituée par le syndicat en observant les textes qui la régissent, mais bien de l'association syndicale elle-même excipant d'une vocation propre et personnelle qui à cet égard lui est refusée par la loi ;

« Par ces motifs,

« Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 27 novembre 1907 par la Cour d'appel de Nancy ».

Nous avons réfuté longuement cet arrêt dans notre première partie, nous avons prouvé que les syndicats pouvaient par eux-mêmes accomplir des actes coopératifs, aussi nous nous contenterons ici de présenter seulement quelques observations.

La Cour de cassation condamne le syndicat

parce qu'il s'approvisionnait de marchandises sans qu'il y eut « au préalable de commandes ou de groupement de commandes de ses adhérents » ; d'autre part, elle déclare que le syndicat ne doit pas sortir du champ d'activité qui lui a été fixé par l'article 3 de la loi de 1884, et la Cour de cassation prend dans leur sens le plus étroit ces mots : « Etude et défense ». Or n'est-il pas de toute évidence que servir de mandataire pour transmettre les ordres d'achat constitue un acte très différent de ceux qui ont pour objet la mise en œuvre et la revendication des intérêts généraux de la profession ? Est-ce que l'achat « avec commande préalable » comme l'achat « sans commande préalable » ne sont pas tous les deux des actes d'ordre pratique que l'on ne peut disjoindre, et si l'on autorise le syndicat à accomplir l'un d'entre eux on ne peut lui refuser d'effectuer l'autre.

Quoiqu'il en soit, il est certain que dans l'état actuel de la législation la Cour de cassation pouvait condamner le Syndicat de Consenvoye pour deux motifs :

1° D'abord ce syndicat ne faisait pas ristourne à ses membres du trop-perçu provenant des 5 0/0 retenus pour assurer le salaire du gérant et couvrir les frais généraux, le syndicat ayant déclaré dans ses statuts que l'excédent des pré-

lèvements opérés sur les reventes « pourrait constituer un bénéfice pour l'association » ; or, nous le savons, du moment qu'il y a des bénéfices faits à propos d'achats pour revendre, il y a actes de commerce, et comme le fait remarquer l'arrêt il importe peu que le bénéfice réalisé soit de minime importance. La Cour a eu raison de retenir ce fait ;

2° Ensuite le syndicat condamné vendait surtout des produits étrangers à ce que nous avons appelé la consommation professionnelle. Or, pour nous, les syndicats ne peuvent faire que des opérations se rapportant aux intérêts professionnels de leurs membres ; qu'une des associations dont nous nous occupons fasse accessoirement des achats pour la consommation individuelle de leurs membres, on peut fermer les yeux, mais qu'elle se livre uniquement à ces opérations, ce n'est pas admissible, étant donné l'article 3 de la loi de 1884.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que la Cour de Nancy, dans son arrêt, n'insiste pas sur ce fait, c'est que la Cour de cassation se contente de citer les produits vendus par ce syndicat sans s'occuper de la légalité de ces actes par suite de la nature de ces produits. Elle ne faisait en cela que s'en rapporter à l'avis de M. Laurent-Atthalin ; celui-ci disait dans son

rapport : « Nous éviterons de nous arrêter à une distinction que l'arrêt de Nancy ne signale qu'incidemment et sans y prendre point d'appui, entre les objets qui, comme les engrais, le matériel agricole, etc., sont exclusivement destinés à la culture et ceux dont les prévenus, en l'espèce, tenaient aussi magasin, tels les objets d'alimentation, de vêture, d'éclairage, de quincaillerie, etc. S'il est permis à un syndicat de revendre au détail à ses adhérents, sans avoir observé les formalités de la loi de 1867, du sucre, du blé, du sel, des pommes de terre pour les animaux, s'il peut fournir des huiles pour le nettoyage et le graissage des instruments, pour l'éclairage des locaux agricoles, du charbon pour leur chauffage ou pour les moteurs, etc., pourquoi ne pourrait-il opérer de même et fournir des objets similaires ou identiques en vue de la nourriture, du chauffage, de l'éclairage, de la vêture, du couchage du personnel agricole ? Pas plus que l'arrêt, nous ne nous arrêterons à une distinction qui, d'ailleurs, au point de vue pratique, pourrait tout de suite paraître irréalisable » (1).

Nous ne demandons pas mieux que la thèse de M. Laurent-Atthalin et de la Cour de cassa-

1. Rapport de M. Laurent-Atthalin, D. P. 1909. 1. 41.

tion soit définitivement admise, nous le souhaitons, mais nous craignons qu'une solution différente soit adoptée dans d'autres arrêts ; il est vrai, ainsi que nous le verrons, que tant qu'une nouvelle loi sur les syndicats n'aura pas été votée, il n'y aura plus de décisions judiciaires sur la question.

Il importe maintenant de préciser la portée de l'arrêt. A ce propos bien des opinions ont été émises.

Certains auteurs pensent que l'importance de l'arrêt a été beaucoup exagérée. C'est l'avis de M. Rieul-Paisant qui écrit : « En définitive, l'arrêt de la Cour de cassation n'a pas interdit aux syndicats de faire de la coopération, si l'on entend que la coopération est par essence un mandat gratuit et qu'elle comporte nécessairement la distribution entre les coopérateurs, en fin d'exercice, sous forme de ristournes, de tout ce qui, dans une société ordinaire, constituerait un bénéfice » (1). C'est aussi l'avis de M. Hitier, un des distingués professeurs de la Faculté de droit de Paris, qui déclare : « L'acte commercial tel qu'il est défini par le Code est interdit aux syndicats. Voilà tout ce qu'il y a

1. Rieul-Paisant, article dans *La correspondance du Comité permanent de la vente du blé*, n° du 25 juin 1908.

dans l'arrêt, mais il nous semble qu'il n'y a rien de plus. La pratique du groupement des commandes par le syndicat servant d'intermédiaire entre ses membres et un fournisseur est et reste licite du moment que le syndicat s'abstient de prélever un bénéfice et se borne à se couvrir de ses frais. Et à notre avis, à condition toujours que le syndicat reste un mandataire gratuit, il n'y a pas à tenir compte d'une circonstance accessoire que l'arrêt de Nancy avait retenue dans l'affaire de Consenvoye, à savoir l'achat pratiqué à l'avance en prévision des besoins futurs des adhérents et l'établissement de magasins par le syndicat pour la livraison en détail » (1). C'est aussi encore notre avis ; cependant nous pensons que la Cour de cassation a par trop réduit le champ d'action des syndicats en leur interdisant de faire des achats, sans commande préalable, en prévision des besoins de leurs adhérents.

Mais un bien plus grand nombre de commentateurs de la décision en question voient dans cette dernière « une sorte d'arrêt de mort prononcé contre le mouvement syndical en agriculture ; la ruine de toute cette série d'efforts

1. J. Hittier, Le régime des syndicats agricoles, *Revue d'économie politique*, 1909, pp. 54 et s.

laborieux qui avaient abouti à la diffusion de l'idée coopérative dans les milieux ruraux » (1). M. Ruau, dans l'exposé des motifs du projet de loi que nous aurons à étudier, a résumé ainsi cette opinion : « Les conséquences de cet arrêt sont des plus graves pour les syndicats agricoles, la grande majorité d'entre eux sont placés hors la loi par la Cour de cassation. Leur existence même est compromise et avec elle celle de toutes les œuvres de mutualité et de coopération issues du syndicat ».

Et même si telles sont les conclusions que l'on doit tirer de cet arrêt, nous ne pensons pas, malgré l'autorité qui s'attache à une décision de la Cour suprême, que cette jurisprudence puisse être définitivement acquise. La meilleure preuve que ce sont seulement les excès commis par les syndicats qui ont été condamnés en 1908 et non les actes coopératifs d'achats et de vente, c'est que le Syndicat agricole de La Rochefoucauld a été acquitté le 19 novembre 1908 par un jugement du Tribunal correctionnel d'Angoulême : « Attendu qu'il résulte des débats et des témoignages produits que les représentants du syndicat ne se sont livrés à aucune opération qui pût avoir un caractère commercial, mais

1. J. Hitier, *idem*.

qu'ils se sont bornés uniquement à grouper des commandes pour le compte et au mieux des intérêts de leurs adhérents » (1).

1. *Correspondance du Comité permanent de la vente du blé*, n° du 28 février 1909.

TROISIEME PARTIE

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI TENDANT A RÉFORMER LA LOI DU 21 MARS 1884

L'arrêt de la Cour de cassation prouva une fois de plus la nécessité d'une nouvelle loi délimitant nettement la capacité des syndicats ; la loi de 1884 n'étant pas suffisamment précise.

Avant même 1908 plusieurs membres du Parlement s'étaient rendus compte que les droits accordés aux syndicats avaient besoin d'être précisés, aussi avaient-ils déposés sur le bureau de la Chambre plusieurs textes de loi dont aucun ne fut voté ; mais c'est surtout depuis la décision judiciaire récente que plusieurs projets ou propositions de loi ont été soumis aux Chambres.

Nous allons donner, surtout à titre documentaire, ces textes, ne nous arrêtant que quelques instants sur chacun d'eux ; en effet quel sera le

texte adopté ? Peut-être aucun de ceux présentés actuellement ou en tous cas si c'est un de ceux-ci, peut-être aura-t-il été si profondément modifié par des amendements qu'il ne subsistera que peu de choses des termes primitifs du projet ou de la proposition.

CHAPITRE PREMIER

Projet Waldeck-Rousseau—Millerand

M. Waldeck-Rousseau dans un discours prononcé à Roubaix en mai 1898 exposa ses idées sur la question syndicale : « Il faut sans hésiter, élargir la capacité des syndicats professionnels... J'ai la conviction profonde que, devenus capables de recevoir et d'employer les capitaux d'épargne, profitant des expériences faites, représentant une solvabilité incontestable, les syndicats professionnels doivent devenir des générateurs d'associations ouvrières, les agents décisifs de la grande évolution qui est à nos yeux la solution de l'avenir, l'accession du salariat à la propriété industrielle et commerciale ».

Aussi, devenu président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau déposa de concert avec M. Millerand, le 14 novembre 1899, un projet de loi (1).

1. *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires, Annexe : 1.485 (S. E., p. 125).

Dans l'exposé des motifs nous trouvons que la capacité reçue de la loi de 1884 par les syndicats est « une capacité limitée qui, en dépit de la généralité des mots ne s'étend visiblement à aucune entreprise positive et matérielle en dehors des cours d'instruction professionnelle et des bureaux de placement (1). »

Afin que le syndicat put être « le point de départ et la raison d'être d'une mise en pratique prochaine du principe d'association sous toutes ses formes ». MM. Waldeck-Rousseau et Millerand rédigèrent ainsi leur article 6, alinéa 2 :

« Ils (les syndicats professionnels) pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après :

« Les syndicats de plus de sept membres qui, dans le but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité régie par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893 bénéficieront des exceptions suivantes aux dispositions des dites lois :

« Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions. Dans ce cas, des syndiqués auront le droit d'être administrateurs sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée géné-

1. *Idem.*

rale sera formée de mandataires désignés par le syndicat, chaque mandataire possédant une voix et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social.

« Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société déterminent le nombre des mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix.

« Quelle que soit l'importance du capital social il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire, du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui-même lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs. Si la société est à capital variable, le versement du dixième suffit ».

Ce projet ne vint pas en discussion au cours de la législature de 1899, il fut repris en 1902 par M. Millerand en son nom personnel et repris de nouveau par lui le 12 juin 1906. Ce projet a été l'objet d'un long rapport de M. Barthou.

Ce texte souleva de nombreuses critiques et

l'une des plus fondée était son manque de clarté.

Il contient un principe nouveau : la faculté pour les syndicats de former des sociétés commerciales avec la possibilité pour eux d'être propriétaires en tant que personnes morales de la totalité des actions.

Il y a, dans ce projet, quelque chose de choquant au point de vue juridique, on ne comprend pas qu'une société puisse être formée d'un actionnaire unique et c'est ce qui arriverait lorsque le syndicat serait propriétaire de la totalité des actions.

Ne serait-il pas plus simple dans ce cas de permettre au syndicat d'exploiter directement lui-même une industrie ou un fonds de commerce de même qu'il peut gérer et administrer son patrimoine.

On a fait une autre critique importante à ce projet c'est que dans la société ainsi formée les administrateurs sont remplacés par des mandataires sans responsabilité.

CHAPITRE II

Proposition Lemire

M. Lemire dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi (3 juillet 1902) déclare que « c'est une règle de sagesse qui fait enfermer le droit de posséder dans la sphère même des attributions du syndicat et dans l'exercice de la profession » ; aussi l'article 6 alinéa 3 de sa proposition de loi est ainsi rédigé : « Les syndicats professionnels ont le droit d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent, ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession et les immeubles destinés à l'habitation de leurs membres (1) ».

Un passage de ce texte a pour but de permettre aux syndicats et cela d'une façon formelle,

1. *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires, Annexe 198 (S. E., p. 530).

de servir d'intermédiaires entre les membres et les négociants pour l'achat des matières premières ; mais M. Lemire refuse la capacité commerciale aux associations professionnelles.

Bien avant de déposer sa proposition de loi, il avait exposé ses idées à ce sujet dans un discours prononcé au Musée social, le 4 avril 1900 : « Le commerce dans le syndicat, avait-il dit, c'est le gain, le gain illimité, c'est l'argent recherché pour lui-même sans autre but que lui-même. Voilà pourquoi je crains de le voir entrer dans cette institution. Il me semble qu'il y entrera comme il est entré partout, en maître despotique et inférieur. Et alors adieu les revendications d'ordre élevé et désintéressé ! Adieu les nobles buts et les généreuses aspirations ! » (1).

Dans le texte de la proposition de loi on trouve également que les syndicats auront le droit de posséder « les immeubles destinés à l'habitation de leurs membres ». M. Lemire pense que les associations professionnelles devraient pouvoir assurer à leurs membres des logements dans des conditions avantageuses de bon marché et d'hygiène et qu'il entre dans leur rôle de favoriser, pour le monde des travailleurs, ce qu'il appelle « l'apprentissage de la propriété

1. *Association catholique*, 15 juin 1900.

individuelle ». Si cette loi avait été votée peut-être aurions-nous eu à signaler quelques cas de coopération appliquée à l'habitation.

CHAPITRE III

Proposition Vaillant

Dans la proposition faite pour modifier la loi de 1884 par M. Vaillant le 26 janvier 1903 (1), la personnalité commerciale est refusée aux syndicats. M. Vaillant dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi s'exprime ainsi : « Le syndicat commerçant ne serait plus un syndicat, mais une société de commerce. Et pour la réaliser c'est hors du syndicat que les ouvriers doivent s'unir et entrer dans l'activité et dans la concurrence commerciale. La loi qui ferait du syndicat une société de commerce, d'industrie ou d'échange serait une loi de désorganisation syndicale et ouvrière ».

1. *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires, Annexe 703 (S. O., 93)

CHAPITRE IV

Projet Ruau et proposition de la commission de l'agriculture de la Chambre des députés

Depuis le fameux arrêt de la Cour de cassation plusieurs projets ou propositions de loi ont été déposés pour compléter la loi de 1884 et autoriser nettement les syndicats à faire certaines opérations prévues par le texte ; mais aucune loi n'a encore été votée.

En attendant qu'un nouveau texte législatif intervienne le ministre de l'Agriculture (M. Ruau) d'accord avec le garde des Sceaux a promis « de ne pas user à l'égard des syndicats agricoles, qui, de bonne foi ont interprété peut-être d'une façon trop large les termes de la loi de 1884, des droits conférés aux parquets par l'article 9 de la dite loi » et il s'est empressé de déposer un projet de loi (18 juin 1908) (1).

1. *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires, Annexe 1,801 (S. O., p. 590).

Dans son exposé des motifs, M. Ruau reconnaît que le vote du projet Waldeck-Rousseau-Millerand qui étend la capacité des syndicats serait peut-être la manière rationnelle de trancher la question soulevée par l'arrêt, mais l'urgence le pousse à un procédé plus bref : à autoriser simplement ce qui a été condamné.

Le projet de M. Ruau fut envoyé à la commission de l'Agriculture pour y être examiné, elle y apporta certaines modifications (1). Voici ces deux textes :

Texte de M. Ruau

« Article premier. — Les syndicats économiques agricoles composés exclusivement d'agriculteurs ont pour but, à condition toutefois d'être gérés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaire à leurs membres :

1^o Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments, appareils-outils, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, produits divers utiles à l'exploitation du sol,

*Texte de la Commission
de l'Agriculture*

« Article premier. — Les syndicats économiques agricoles composés uniquement d'agriculteurs ont pour but, à condition toutefois d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaire à leurs membres :

1^o Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments et appareils, des semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, des produits nécessaires à

1. Rapport fait par M. Decker-David, *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires, Annexe 2.307.

la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques.

2° Soit pour la vente en commun des produits agricoles récoltés exclusivement par leurs membres. »

l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques.

2° Soit pour la vente des produits et des animaux provenant exclusivement des exploitations des syndiqués, en facilitant cette vente par des expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur responsabilité.

3° Soit pour pouvoir passer des marchés avec les administrations publiques.»

Le projet de M. Ruau a été un peu amélioré par la commission de l'agriculture de la Chambre des députés, mais malgré tout ces deux textes sont loin d'être parfaits.

Ce qui les caractérise c'est que tous les deux créent à côté des syndicats agricoles actuels un organisme nouveau appelé « Syndicat économique agricole ». Tous les deux retirent aux syndicats agricoles le droit de faire des actes coopératifs d'achat et de vente (nous avons vu que malgré la décision de la Cour de cassation ils avaient ce droit). Pour pouvoir continuer à rendre des services de cet ordre à leurs adhérents

les syndicats devront à leur côté soit créer des sociétés coopératives, soit instituer des « syndicats économiques » ; pourquoi compliquer à plaisir le régime actuel au lieu de le simplifier ! Pourquoi obliger les syndicats agricoles qui font eux-mêmes des actes coopératifs à se dédoubler en quelque sorte ! Ainsi que le fait remarquer M. Salmon-Legagneur : « scinder l'œuvre des syndicats pour ravalier les uns à l'emploi de simples commissionnaires en marchandises et confiner les autres dans les études d'ordre spéculatif serait fatalement amener la ruine d'institutions qui sont à la fois des instruments de progrès matériels et des écoles d'éducation morale et sociale ».

Ces projets interdisent de mettre en magasin sans commandes préalables ; de sorte que les machines agricoles et leurs pièces de rechange dont l'emploi est le résultat d'accidents imprévus et ne peut souffrir de retards au cours des fauchaison, moisson, sulfatage, vendange, ne pourront être livrées de suite.

De plus la faculté de vendre et d'acheter pour le compte des adhérents se trouve limitée puisque le texte désigne les opérations permises ; or les énumérations limitatives sont dangereuses parce que le législateur ne peut pas tout prévoir.

En outre le projet de M. le ministre de l'Agri-

culture ne parlait pas de la constitution d'unions ; d'après M. Ruau les syndicats économiques n'avaient donc pas la faculté de constituer des unions (1), ce qui condamnait les nouveaux groupements agricoles « à un isolement très dommageable car peu de ces syndicats seront assez importants pour faire leurs achats dans des conditions suffisantes » (2). Il est vrai que pour le rapporteur du projet de loi les syndicats ont le droit de « constituer des groupements au deuxième degré » (3). Heureusement que la commission de l'agriculture trancha la question en donnant aux syndicats économiques le droit de former des unions.

Mais ces projets ont un défaut plus grave encore ; inspirés par les difficultés qu'avaient soulevées dans la pratique l'application de la loi de 1884, ils ne parlent que des syndicats agricoles, par conséquent, si l'un des deux était voté, les syndicats du commerce et de l'industrie se trouveraient privés par un argument *a contrario* du droit d'agir comme mandataires gratuits. De même que tous les syndicats sont régis par la même loi, de même tous les syndicats professionnels doivent jouir des mêmes avantages.

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1908, p. 590.

2. Hubert-Valleroux, *Revue des sociétés*, année 1909.

3. *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1908, p. 439.

Il ne faut pas faire des distinctions entre les syndicats ouvriers et les syndicats agricoles ; « loin d'élever des murs entre la démocratie urbaine et la démocratie rurale, il est de l'intérêt social que se multiplient leurs points de contact ».

« Opposer les travailleurs des champs aux travailleurs des villes, en accordant aux premiers des faveurs refusées aux seconds, ce serait reconstituer de véritables classes, remettre en honneur d'antiques conceptions. N'est-ce pas en Egypte que, dans des temps reculés, le peuple se divisait en prêtres, guerriers, marchands et artisans ? A-t-on oublié les enseignements de l'histoire de la Grèce et du peuple romain ? Et voudrait-on, en distinguant les agriculteurs et les commerçants, sanctionner des lois de privilège et d'exception » (1) ?

1. G. Cahen, Rapport sur la capacité commerciale des syndicats régis par la loi de 1884, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, p. 350.

CHAPITRE V

Proposition de Gailhard-Bancel

Déposée sur le bureau de la Chambre le 18 décembre 1908 la proposition de M. de Gailhard-Bancel (1) fut renvoyée à la commission de l'agriculture qui l'examina en même temps que le projet de M. Ruau, mais elle ne lui fut pas favorable. Elle était ainsi conçue :

« Article unique — Les syndicats professionnels, institués par la loi du 21 mars 1884, pourront, à la condition d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, acheter pour les revendre à leurs seuls membres toutes matières, animaux, machines, instruments et généralement tous les objets propres à l'exercice de leur profession ou métier et faire pour eux toutes opérations de vente des produits de la profession ou du métier.

1. *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires. Annexe 2.193.

Ils pourront posséder eux-mêmes ces objets pour les mettre à la disposition de leurs membres, par prêts ou location en vue de l'exercice de leur profession ou métier.

« Ils pourront employer les sommes provenant de leurs cotisations et de leurs réserves.

« Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à des cours d'instruction professionnelle, à des champs d'expérience, à des ateliers d'apprentissage, à des magasins de dépôt de marchandises ou autres objets visés aux paragraphes précédents. »

Disons simplement au sujet de ce texte qui a de grandes qualités, que la commission de l'agriculture le rejeta parce que, s'il était voté, il soulèverait d'immenses protestations dans le monde des commerçants.

L'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France, dans son assemblée générale du 5 mars 1909, émit le vœu que la proposition de loi de M. de Gailhard Bancel soit adoptée par le Parlement.

CHAPITRE VI

Contre-projet Dubief-Millerand

Un contre-projet a été déposé le 2 avril 1909 sous ce titre « Avis présenté au nom de la Commission du travail relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles par M. P. Dubief » (1). Ce contre-projet avait été élaboré par la Société d'études législatives sur un rapport de M. Cahen et avait été présenté sous forme de proposition par M. Millerand, il fut adopté sans modification par la Commission du travail de la Chambre.

« Article premier. — Tout syndicat professionnel régi par la loi du 21 mars 1884, peut, s'il y est autorisé par ses statuts et à la condition de ne pas distribuer de bénéfice, même sous forme de ristournes, à ses adhérents :

1. *Journal officiel*, Chambre, Documents parlementaires, Annexe 2.456.

« 1^o Acheter, pour les revendre, louer ou prêter à ses seuls membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, notamment les matières premières, machines, instruments et outils, les engrais, semences et bestiaux ;

« 2^o Recevoir en dépôt les produits du travail de ses membres ;

« 3^o prêter son entremise pour la vente de ces produits ; faciliter cette vente, par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous son nom et sous sa responsabilité ;

« 4^o Passer des marchés avec les administrations publiques ;

« 5^o Faire tous les actes nécessaires à la création et au fonctionnement d'œuvres annexes, strictement professionnelles, telles que champs d'expérience, laboratoires, cours d'instruction professionnelles, publications syndicales périodiques ou non

« Art. 2. — Tout syndicat peut acquérir les immeubles nécessaires aux opérations spécifiées à l'article premier.

« Art. 3. — Les Unions de syndicats jouissent des mêmes droits et sont soumises aux mêmes obligations que les syndicats. Le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 est abrogé.

« Article 4. — Les infractions aux présentes dispositions sont poursuivies dans les formes et punies des pénalités prévues à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 » (1).

Ce texte élaboré par les éminentes personnalités composant la Société d'Etudes législatives ne pouvait pas ne pas avoir de nombreuses qualités ; cependant qu'il nous soit permis de faire quelques remarques.

D'abord ce contre-projet accorde aux syndicats le droit d'acheter pour revendre « à la condition de ne pas distribuer de bénéfices même sous formes de ristournes à ses adhérents ». Or d'après la lettre du texte il serait permis à ces associations de prélever, sur les opérations faites par elles, une certaine somme pour leur propre compte et c'est bien l'avis de M. Cahen ; pour lui, il est vrai, il ne s'agirait que de petits bénéfices, provenant de l'écart entre les frais généraux prévus et les frais généraux réels, « les syndicats, pour se couvrir de tout aléa, étant conduits à réclamer de leurs adhérents des sommes supérieures au montant de leurs débours » (2). « Ces prélèvements accumulés, ajoute M. Cahen, serviront à fournir aux syndi-

1. *Journal officiel*, année 1909, Documents parlementaires, Chambre, Annexe 2.456.

2. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, p: 362.

Clerc

cats des réserves de capitaux. Munis de telles ressources, les syndicats donneront aux tiers des gages de solvabilité certains et verront s'affirmer leur crédit », de plus le patrimoine ainsi constitué « servira au développement des œuvres coopératives » (1).

Mais si le syndicat réalise des bénéfices c'est qu'il fait des actes de commerce et nous approuvons pleinement M. Lyon-Caen qui déclara lors d'une des séances de la société : « Vous admettez qu'il peut y avoir des bénéfices, pourvu que ces bénéfices ne soient pas distribués entre les membres, que ces bénéfices peuvent profiter aux membres indirectement puisque vous reconnaissez que ces bénéfices pourront servir à créer des institutions d'ordre social Acheter pour revendre avec bénéfices n'est-ce pas faire une opération de commerce ? » (2).

M. Millerand répondit que les bénéfices « ne devront jamais être répartis entre les membres, précisément pour enlever jusqu'à la tentation au syndicat de poursuivre un bénéfice... Pas plus pour des œuvres sociales que pour leurs membres personnellement les syndicats ne doivent poursuivre de bénéfices ; les bénéfices sont exclus de la conception du syndicat » (3). Mais

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, p. 381.

2. *Idem*, p. 383.

3. *Idem*, p. 385.

alors si ces bénéfices existent qu'en fera-t-on ? M. Millerand leur trouve un emploi très compliqué. Il nous semble qu'il eut été logique de les répartir aux syndiqués au prorata de leurs opérations, ainsi que l'a fait remarquer M. Fontaine : « Il est impossible d'interdire à la fois le bénéfice social et la ristourne ; il faut choisir. Dans les opérations visées, on peut faire des bénéfices, sans le vouloir et il faut bien que l'on en fasse quelque chose ; or il n'y a, ce me semble, qu'une seule manière de ne pas accumuler ces bénéfices, c'est de les ristourner aux adhérents aux dépens de qui ils ont été faits. C'est de supprimer le bénéfice un instant réalisé » (1).

Une seconde observation doit être faite au sujet de l'article 3. Le projet refuse au syndicat le droit de faire des ventes « sous son nom et sous sa responsabilité » ; il est vrai que la solution contraire peut entraîner des inconvénients pour le groupement professionnel ; en particulier « si ce dernier s'est engagé à fournir du blé, si une partie des syndiqués qui comptaient le lui livrer voient leur récolte détruite par la grêle ; il faut bien que le syndicat se procure ailleurs le produit qui a disparu. De même si les

1. *Idem*, p. 395.

syndicats ont vendu individuellement leur récolte à un prix plus avantageux, il faudra bien que le syndicat achète à d'autres ce qu'il doit livrer » (1) et ainsi il se livrera à des actes de commerce ; mais ce cas se présentera rarement et, en autorisant la vente directe du syndicat aux acheteurs, on faciliterait l'écoulement des produits de leurs membres, en effet, par le groupement et le mélange des récoltes de ses adhérents, l'association professionnelle disposant d'une grande quantité de produits de telle qualité pourra passer des marchés avec des sociétés coopératives, avec des pensionnats, etc , elle pourra aussi faire de l'exportation.

Enfin le projet de loi ne s'occupe pas de la transformation par le syndicat des produits de ses membres : il ne pouvait en être autrement puisque le projet n'accorde aux syndicats qu'une capacité restreinte et puisque, pour légitimer ces opérations, il fallait donner à ceux-ci la capacité commerciale complète.

Et pour nous c'est là le gros défaut du projet : il n'est pas assez libéral ; la Société d'études législatives s'est engagée à envisager un jour la question de la capacité des syndicats étendue à toutes les opérations commerciales, nous ne

1. *Idem*, p. 444.

pouvons formuler qu'un souhait, c'est que ce jour soit très prochain. En attendant, si l'on veut adopter sans retard une réforme partielle à la capacité des associations professionnelles, réforme qui répond à une nécessité urgente, il est vrai, c'est ce projet que l'on doit voter, avec quelques petites modifications.

CONCLUSION

Pour nous, ce que nous demandons, c'est que l'on accorde au syndicat une large capacité ; en effet, ainsi que l'a écrit M. César Bru, « on ne peut sortir de ce dilemne : ou le syndicat est chose redoutable », et alors supprimons-le, « ou c'est une chose excellente, le remède à tous les maux de la classe ouvrière, et alors pourquoi le craindre, pourquoi limiter son influence et ses moyens d'actions ? »

Or, de plus en plus, on reconnaît l'utilité des associations professionnelles. Mais pour être véritablement des instruments d'amélioration pour les travailleurs en même temps que des organismes destinés à résoudre progressivement et pacifiquement la question sociale, non seulement les syndicats doivent pouvoir accomplir des actes coopératifs, mais encore ils doivent pouvoir se livrer à des opérations lucratives.

Pour les actes coopératifs, rien de plus simple, nous autoriserions les syndicats à les

accomplir tous. On nous objectera que les commerçants et notamment les commerçants détaillants seront lésés dans leurs intérêts par cette liberté apportée aux groupements professionnels, attendu que ces derniers leur feront concurrence. Si l'on glissait sur cette pente, on devrait interdire aux syndicats toute opération d'achat ou de vente, car les intérêts du commerce ne sont pas plus respectables quand il s'agit de nourriture et d'habillement que lorsqu'il est question de semences ou de machines ; on devrait prohiber toutes les associations coopératives de consommation ; en effet, le commerce subit le même préjudice que les marchandises soient achetées sous la forme syndicale ou que ce soit sous la forme coopérative !

En vérité, toute liberté comporte des inconvénients et peut froisser des intérêts ; or, l'intérêt des commerçants n'est pas plus respectable que celui des syndiqués, et même il est moins important, puisqu'il ne se rapporte qu'à un groupe certainement plus faible numériquement que celui des syndiqués.

Ce qu'il faut faire, c'est ouvrir la porte toute grande au lieu de l'entre-bailler, et comme les solutions les plus simples sont toujours les meilleures, il faut, par un texte de loi, permettre aux groupements professionnels d'exploiter

eux-mêmes une industrie ou un fonds de commerce, il faut leur donner le droit de former des sociétés avec un ou plusieurs autres syndicats. Dans ces deux cas, des dividendes ne devront jamais être donnés aux syndiqués individuellement, les bénéfices appartiendront tous au syndicat ou aux divers syndicats formant la société,

Il est certain que le syndicat cessera alors d'être une association et deviendra une catégorie juridique spéciale : mi-association, mi-société ; par suite de cette transformation, les articles 2 et 3 devront être modifiés : un texte de loi n'est pas une chose intangible !

Naturellement, si le syndicat se livre à des actes de commerce, il sera tenu de se soumettre au droit commun imposé aux individus et aux sociétés ; de cette façon, les tiers appelés à contracter avec lui jouiront des garanties ordinaires du commerce. Du reste, dès aujourd'hui, il n'y a peut-être pas de meilleur crédit que celui des associations professionnelles qui se livrent soit à des opérations coopératives, soit même à des opérations commerciales : « C'est par dizaine de millions, disait en 1900 M. Dupont au Congrès de Paris, que les syndicats agricoles ont acheté des marchandises sans avoir de capital, longtemps sans la moindre réserve,

et cependant je ne crois pas que l'on puisse citer un seul cas où un syndicat n'a pas fait honneur à ses engagements ». Pourquoi en serait-il autrement des syndicats ouvriers ?

« Si le syndicalisme est appelé à jouer dans l'évolution sociale un rôle prépondérant, c'est à la condition de s'adapter aux nécessités de la vie. Les groupements ouvriers ont à faire l'éducation de leurs membres, et tout en s'efforçant de les attacher à la poursuite d'un idéal, ils doivent leur inculquer de plus en plus le sens des réalités pratiques, le souci des responsabilités » (1).

Que l'on ne nous dise pas que la nouvelle loi n'est pas utile, que les syndicats n'ont aucune envie de se livrer à des opérations lucratives ! Nous avons, afin de réfuter par avance cette idée, longuement insisté sur les nombreuses créations des syndicats professionnels ou agricoles, nous avons montré que si la loi de 1884 était plus libérale, nous aurions à enregistrer beaucoup plus de tentatives intéressantes.

Il est incontestable que de nombreuses protestations se sont élevées contre l'attribution de la capacité commerciale aux syndicats.

Certaines personnes craignent que les syndi-

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, p. 353.

cats ne se livrent à des tentatives d'accaparement, c'est peu probable, en tous cas le plus ordinairement les tentatives faites en ce sens avortent, car dans la plupart des industries la constitution d'un monopole est irréalisable, parce que la concurrence est alimentée soit par de nombreuses entreprises individuelles, soit par le commerce international ; du reste, est-ce que nous n'avons pas les articles 419 et 420 du Code pénal !

Quelques économistes appréhendent l'octroi de la capacité commerciale aux syndicats comme un instrument de conquête révolutionnaire ; ils se trompent, ainsi que le disait M. Waldeck-Rousseau : « Ce n'est pas là du socialisme, c'est du progrès social. Nous ne rêvons pas de supprimer la propriété, mais de la répandre et d'en faciliter la conquête. Il faudra, dans un avenir prochain, que le capital travaille, et, par une réciprocité certaine, il faudra que le travail possède » (1).

Les coopérateurs redoutent pour les coopératives une concurrence funeste pour leur existence.

« Enfin, les syndicalistes voient dans cette

1. Discours prononcé à Roubaix le 30 avril 1898 (passage cité par le *Musée social*, p. 93, année 1898).

concession un piège tendu aux syndicats... *Timeo Danaos et dona ferentes*. « La loi qui ferait du syndicat une société de commerce serait, a-t-on dit à la Confédération générale du travail, une loi de désorganisation ouvrière » (1).

Mais est-ce que la loi du 21 mars 1884 ne souleva pas, elle aussi, de nombreuses protestations ! Il en est de même de toutes les lois apportant d'importantes réformes en matière sociale, il en est de même de toutes les lois de liberté, car, il faut bien le remarquer, il ne s'agit pas d'imposer à tous les syndicats un mode d'activité déterminé, mais simplement de donner à tous la faculté de s'y livrer. On ne leur crée aucune contrainte, on accroît leur liberté.

Si un jour le législateur vote enfin une loi accordant une large capacité aux syndicats, il pourra s'écrier à son tour : « Nous avons choisi la liberté, faisons lui confiance, avant de devenir sage, il faut avoir été longtemps libre. Le législateur a fait son devoir, le temps fera son œuvre » (2).

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1909.

2. Inscription gravée sur le monument Waldeck-Rousseau aux Tuileries.

VU :

Le Président de la thèse,
E. THALLER.

VU :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,
FONTENÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- BARDON (Louis). — De la capacité commerciale des syndicats agricoles, 1910.
- BARTHOU. — L'action syndicale (Loi du 21 mars 1884, résultats et réformes), 1904.
- BELLOM. — La coopération et la mutualité (*L'Economiste français*, 1907, 1^{er} vol., p. 409).
- BERNARD (François). — Syndicat agricole (article dans le *Dictionnaire d'économie politique*, publié sous la direction de L. Say.
- BERTRAND (Louis). — La coopération, ses avantages, son avenir.
- BILLY (de). — Note sur la Mine aux mineurs de Rive-de-Gier (Loire) (*Annales des mines*, janv. 1897).
- BLANC (Louis). — Discours sur l'organisation du travail devant l'Assemblée générale des travailleurs, 3 avril 1848, *Le Moniteur universel*, 7 avril 1848.
- BLANCHEVILLE. — Les associations ouvrières de production (*Revue d'économie politique*, 1899).
- BOISDON. — Contribution à l'étude du droit d'association : Association, syndicat, coopérative, 1908.
- BOISSARD. — Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire directement et en leur nom le commerce ? (*Association catholique*, n° de novembre 1903).
- BONNET. — Des syndicats de producteurs devant la loi et la jurisprudence.
- BOURGUIN (M.). — Les systèmes socialistes et l'évolution économique, 1904.

- BRELAY (Ernest). — Les sociétés ouvrières de production (*Réforme sociale*, t. V, 1898).
- CABOUAT. — Syndicats et coopératives (*Revue internationale de sociologie*, 1901).
- CAHEN. — Rapport sur « la capacité commerciale des syndicats régis par la loi de 1884 » *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909.
- CAUVÈS. — Cours d'économie politique.
- CÉSAR-BRU. — Les syndicats professionnels et leur personnalité civile, 1891.
- CHABROL (M.). — Du crédit mutuel et coopératif, 1896.
- CHENUAU (J.). — Notre législation actuelle sur le crédit agricole, 1900.
- CLÉMENT (H.). — Les associations ouvrières et les associations patronales (*Réforme sociale*, 1^{er} novembre 1899).
- COLLIEZ. — Les associations agricoles de production et de vente, 1905.
- CONGRÈS international du crédit populaire (associations coopératives de crédit) tenu à Paris du 8 au 11 juillet 1900, Paris, 1901.
- COULET (E.). — Le mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture française, 1898.
- COUTARD. — La production coopérative par les associations ouvrières, 1900.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale, Recueil périodique.
— Répertoire de législation.
- DELAVALLEE. — Les précurseurs de la coopération en France, 1904.
- DESIGAUZ (Ch.). — De la coopération dans les beurrieres des Charentes et du Poitou, 1905.
- DUCURTYL. — Le droit des syndicats agricoles de pratiquer les achats et ventes des produits nécessaires à l'exercice de la profession agricole (*Le Droit rural*, 1908, p. 111).
- DUFOURMANTELLE. — De l'état actuel du crédit coopératif (crédit populaire) en France (extrait de la *Revue du commerce et de l'industrie*, 1897).
- Le crédit populaire, 1907.
- Situation actuelle de la coopération de crédit en France

(rapport publié dans *Congrès international du crédit populaire*, 1900).

DUTHOIT. — Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire le commerce ? (*Association catholique*, n° de nov. 1903).

FONTAINE (A.). — Exposition universelle internationale de 1900 à Paris. Rapport du jury international. Classe 103. Grande et petite industrie, associations coopératives de production et de crédit, syndicats professionnels, 1901.

GEFFRIAND (F.). — Les caisses régionales du crédit agricole mutuel, 1900.

GIDE (Ch.). — La coopération. Conférences de propagande, 1900 et 1906

— La coopération et les transformations qu'elle est appelée à réaliser dans l'ordre économique (*Revue d'économie politique*, 1889).

— La coopération et son avenir (*Revue socialiste* 1888, t. I).

— Le mouvement coopératiste en France pendant ces dix dernières années (*Revue d'économie politique*, 1894).

— Les associations coopératives de production en France (*Revue d'économie politique*, 1900).

— Les sociétés coopératives de consommation, 2^e édition, 1910.

— Principes d'économie politique.

GIRARD. — Les associations professionnelles de l'avenir (*Revue d'économie politique*, mars 1899).

GLOTIN. — Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels, 1892.

GODDYN. — La coopération, son domaine et ses limites (*Réforme sociale*, 1890, t. X).

GONDY. — De la personnalité juridique, 1896.

GOZIER (H.). — De la coopération appliquée à l'habitation, 1903.

GRUNER (E.). — La coopération, son domaine et ses limites (*Réforme sociale*, 16 nov. 1890, t. X).

HAYEN (H.). — Domaines respectifs de l'association et de la société, 1908.

- HITIER (J.). — Le régime des syndicats agricoles (*Revue d'économie politique*, 1909, p. 54).
- HUBERT-VALLEROUX. — De la capacité civile des syndicats (*Réforme sociale*, 16 août et 1^{er} septembre 1898)
- De la personnalité civile.
 - Les associations ouvrières et les associations patronales, 1899.
 - Les origines de la coopération en France et en Angleterre et les tendances actuelles des coopérateurs (*Réforme sociale*, 16 mars 1893).
 - Syndicat professionnel (article dans le *Dictionnaire d'économie politique* publié sous la direction de L. Say).
 - Une grave menace contre les syndicats agricoles : *L'Economiste français*, 28 nov. 1908, 2^e vol., p. 787).
- JAY (Raoul). — Cours d'économie et législation industrielle : l'organisation ouvrière et le contrat collectif de travail ; année 1908-1909.
- La personnalité civile des syndicats professionnels.
- LACOMBE (M.). — Assurance (article dans le *Dictionnaire d'économie politique*, publié sous la direction de L. Say).
- Mutualité (*Idem*).
- LAUR. — Essai de socialisme : la mine aux mineurs, 1887.
- LAVERGNE (B.). — Les fédérations d'achat et de production des sociétés coopératives de distribution, *ou* le régime coopératif, 1908.
- LECAISNE (M.). — Etude juridique sur les coopératives de consommation, 1898.
- LECOMTE (A.). — Les associations agricoles, professionnelles et mutuelles, 1907.
- LE CONTE (J.). — Concours que les associations agricoles et en particulier les syndicats agricoles peuvent donner à la diffusion et au fonctionnement des institutions de crédit agricole ; coordination de l'action réciproque des syndicats et des associations de crédit (Rapport publié dans *Congrès international du crédit populaire*, 1900, p. 435).
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Syndicats et trades-unions (*L'Economiste français*, 1909, 1^{er} volume, pp. 873 et 913).
- Traité d'économie politique, 4^e édition.

- LEROY-BEAULIEU (Pierre). — Les origines des syndicats professionnels et leur déformation (*L'Economiste français*, 1905, 2^e vol., p. 924).
- LYON-CAEN. — Une société de commerce est-elle capable de recevoir des donations entre vifs ou des legs? (*Journal La Loi*, 27 avril 1881).
- LYON-CAEN ET RENAULT. — Précis de droit commercial.
- MABILLEAU. — La coopération, ses bienfaits et ses limites (*Réforme sociale*, t. 1^{er}, 1896).
- MAROUSSEM (P. du). — La mine aux mineurs dans le bassin de la Loire (*Réforme sociale*, 1^{er} janvier 1896).
- MERLIN (Roger). — Les associations ouvrières et les associations patronales, 1899.
- MINISTÈRE DU TRAVAIL. — La capacité commerciale des syndicats professionnels. Vœu présenté par la Commission permanente, 1907.
- MUSÉE SOCIAL. — Compte rendu de la fête pour le concours sur les associations ouvrières et patronales, 19 juin 1898.
- Enquête sur les législations relatives au droit d'association (série A, circulaire n° 21, 25 février 1898).
- La verrerie ouvrière d'Albi. Circulaire, 1900.
- Le mouvement syndical en France et le Congrès corporatif de Tours (sept. 1896) (Circulaire n° 15, série A, 31 juillet 1897).
- Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme (Circulaire 19, série B, 25 juin 1898).
- NAQUET (E.). — Note à propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908 (S. 1908. 1. 489).
- OFFICE DU TRAVAIL. — Les associations ouvrières de production, 1897.
- Les associations professionnelles ouvrières, 1899-1903 (4 volumes).
- PAUL-LOUIS. — Histoire du mouvement syndical en France, 1789-1906.
- PAYEN (E.). — La législation sur les syndicats professionnels et le conseil supérieur de travail (*L'Economiste français*, 1910, 1^{er} volume, p. 156).

- PIÉBOURG (Ed.). — De la condition des personnes civiles en droit romain et en droit français, 1875.
- De quelques questions sur les personnes civiles à propos de la loi des 12-27 juillet 1875 relative à la liberté de l'enseignement supérieur, 1876.
- REGNAULT ET WATON. — Les nouvelles compagnies ouvrières (*Revue d'économie politique*, 1893).
- ROCQUIGNY (Comte de). — La coopération de production dans l'agriculture, 1896.
- SABATIER. — Etude sur les coopératives de production agricole en France, 1903.
- SALLES (P.). — Du rôle économique des syndicats agricoles, 1896.
- SALLET (L.). — Des syndicats agricoles et le projet de loi, 1910.
- SALMON-LFGAGNEUR. — Note à propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908 (D. 1909. 1. 25).
- SAUVIAT. — De l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels, 1904.
- SAY (Léon). — Dictionnaire d'économie politique publié sous la direction de Léon Say, 1892.
- SEILHAC (L. de). — Une enquête sociale : la grève de Carmaux et la verrerie ouvrière d'Albi, 1897.
- SIREY. — Recueil général des lois et des arrêts.
- THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial, 4^e édition, 1910.
- VILLERMÉ. — Les associations ouvrières, 1849.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets relativement à l'application de la loi du 21 mars 1884 (*Journal officiel*, 28 août 1884).
- Questions sociales.
- WATON (M.). — Les nouvelles compagnies ouvrières (*Revue d'économie politique*, 1899).
- WEISS (A.). — Supplément au Répertoire des pandectes françaises.
- WEISS (A.) ET LOUIS-LUCAS. — Pandectes françaises publiées sous la direction de MM. Weiss et Louis Lucas.

ALMANACHS. — ANNUAIRES

Almanach de la coopération française, suisse et canadienne.
Almanach de la coopération socialiste.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. —
Annuaire des syndicats professionnels industriels, commer-
ciaux et agricoles.

SILVESTRE. — *Annuaire de l'agriculture et des associations*
agricoles.

PÉRIODIQUES

Bulletin de la Société d'études législatives.

Bulletin de l'Office du travail.

Bulletin du Syndicat central des agriculteurs de France.

L'Economiste français.

Journal officiel.

Musée social : 1^o Annales ; 2^o Mémoires et documents.

Réforme sociale.

Revue d'économie politique.

Revue des sociétés.

La Revue socialiste.

TABLE DES MATIÈRES

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

INTRODUCTION.

L'association. — « *Les associations de solidarité* » 1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

« LES ASSOCIATIONS DE SOLIDARITÉ »

Les « associations de solidarité ». — Identité des syndicats, coopératives, mutualités : but commun, confusion possible entre ces associations, poursuite du même idéal, même développement historique. — Par contre, dissociation de ces associations par le législateur, motifs. — Nécessité de les soumettre à des mêmes règles. 5

CHAPITRE II

LES SYNDICATS ET LES COOPÉRATIVES

Nécessité de coordonner toutes ces institutions et de les faire toutes dériver de l'une d'entre elles : du syndicat. — Rapports entre les syndicats et les coopératives : amalgamation, parallélisme. — Avan-

tages et inconvénients de ces deux systèmes. — Leur légalité	29
---	----

CHAPITRE III

LES SYNDICATS ET LA PERSONNALITÉ CIVILE

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels. — Les syndicats sont pourvus de la personnalité civile. — Droits conférés par la personnalité civile ; deux sor- tes de restrictions à la capacité des personnes civi- les :	
1 ^o restriction venant d'un texte spécial de la loi : pour la mutualité ;	
2 ^o restrictions venant du but imposé par la loi à la personne morale : objet des syndicats	43
§ 1 ^{er} . — <i>D'après les travaux préparatoires de la loi du 21 mars 1884</i>	51
§ 2. — <i>D'après l'article 3</i>	54
§ 3. — <i>D'après les lois postérieures à la loi du 21 mars 1884</i>	59
§ 4. — <i>D'après la doctrine</i>	72
§ 5. — <i>D'après la jurisprudence</i>	72

CHAPITRE IV

CAPACITÉ DES SYNDICATS

Capacité des syndicats. — Ils ne peuvent pas faire des actes ayant un but lucratif. — Raisons pour lesquel- les le commerce leur a été principalement interdit .	74
--	----

CHAPITRE V

LA COOPÉRATION

La coopération. — Définition générale.	82
§ 1 ^{er} . — <i>Association coopérative de consommation.</i>	87
§ 2. — <i>Association coopérative de production</i> . .	92

§ 3. — <i>Société de crédit mutuel</i>	101
§ 4. — <i>Association coopérative d'habitations à bon marché et associations de placement.</i>	104
§ 5. — <i>Mutualités</i>	106
<i>Rapports entre les syndicats et ces associations</i>	113

DEUXIÈME PARTIE

Les faits

<i>Les syndicats et la coopération. — La jurisprudence.</i>	115
---	-----

TITRE PREMIER

LES SYNDICATS ET LA COOPÉRATION . . .	116
---------------------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

LES SYNDICATS OUVRIERS

Les ouvriers et le parti socialiste. — Le parti socialiste et la coopération. — Les derniers congrès socialistes. — Les syndicats ouvriers et la coopération	119
--	-----

§ 1^{er}. — *Les syndicats ouvriers et la coopération de consommation.*

L' « Aurore sociale d'Albi ». — L' « Union des travailleurs » de Champs-sur-Marne. — La coopérative des syndicats angevins. — Société coopérative de consommation de la fédération ouvrière de Franche-Comté . . .	125
--	-----

§ 2. — *Les syndicats ouvriers et la coopération de production.*

Société coopérative des tapissiers de Paris. — Les mines aux mineurs : 1 ^o mines aux mineurs de Rive-de-Gier ; 2 ^o mine aux mineurs de Monthieux. — L'association des ouvriers	
--	--

piqueurs de grès de Paris et du département de la Seine. — La Chambre syndicale des sabotiers de Limoges. — L'association des ouvriers en voitures (Paris). — La verrerie aux verriers de Rive-de-Gier. — La verrerie ouvrière d'Albi. — L'imprimerie coopérative fédérale de Rouen. — La meunerie coopérative fédérale d'Elbeuf. — Les ateliers syndicaux.

La « Famille nouvelle » (Paris), restaurant.	
— La « Fraternelle » (Paris), boulangerie.	128
§ 3. — <i>Le crédit mutuel</i>	173
§ 4. — <i>Mutualités</i>	174
Chambre syndicale typographique parisienne.	
— Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau.	
— Chambre syndicale des employés de commerce de Bordeaux. — Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris.	174
§ 5. — <i>Placement</i>	181

CHAPITRE II

LES SYNDICATS PATRONAUX

Leurs caractères. — Leur œuvre coopérative.	183
Syndicat des fabricants de jouets de Paris. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie et parquets de Paris et du département de la Seine. — Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de Paris. — Chambre syndicale des entrepreneurs de couverture, de plomberie, d'assainissement et d'hygiène de Paris et du département de la Seine. — Caisse de défense mutuelle des architectes français	185

CHAPITRE III

LES SYNDICATS MIXTES

Syndicat de l'industrie tourquennoise. — Syndicat de l'industrie roubaisienne.	189
--	-----

CHAPITRE IV

LES SYNDICATS AGRICOLES

Leurs caractères.	191
§ 1 ^{er} . — <i>Les syndicats agricoles et la coopération.</i>	193
§ 2. — <i>Coopération dans l'achat et dans la vente des produits</i>	203

1^o COOPÉRATIVES CRÉÉES PAR LES SYNDICATS :

Société de production et de consommation de la Charente-Inférieure. — Société coopérative de production et de consommation des agriculteurs du Puy-de-Dôme. — Coopérative agricole de Bourgogne et de Franche-Comté. — Société coopérative de production, de consommation et de crédit mutuel de Poligny. — Coopérative du Sud-Est (Lyon). — Coopérative du Périgord. . . .	203
---	-----

2^o SYNDICATS SE LIVRANT EUX-MÊMES A DES ACTES COOPÉRATIFS

A. — <i>Achats</i>	206
Achats d'engrais	208
Achats d'aliments pour le bétail	209
Achats de machines agricoles	210
B. — <i>Ventes</i>	212
§ 3. — <i>La coopération de production</i> . . .	214
1 ^o Production des plants de vignes . . .	214
2 ^o Production des semences	215
3 ^o Transformation de certains produits. .	215

A. — Transformation du lait.	215
B. — Préparation de conserves de légumes, de fruits, etc.	216
C. — Vinification	218
D. — Autres exemples de transformation des produits.	220
§ 4. — <i>Les syndicats agricoles et le crédit mutuel.</i>	222
§ 5. — <i>Les syndicats agricoles et la mutualité.</i> .	223
1° Secours médicaux	223
2° Aide mutuelle	224
3° Caisse de retraites.	224
4° Assurances mutuelles.	225
A. — Assurances contre la mortalité du bétail.	225
B. — Assurance contre les accidents.	226
C. — Assurances contre la grêle.	227
§ 6. — <i>Les syndicats agricoles et le placement.</i>	227

TITRE II

LA JURISPRUDENCE	228
----------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

ARRÊTS ET JUGEMENTS RENDUS SUR LA LÉGALITÉ DES OPÉ-
RATIONS COOPÉRATIVES FAITES PAR LES SYNDICATS, OPÉ-
RATIONS AUTRES QUE DES ACTES D'ACHATS.

Tribunal civil de Saint-Etienne (21 mai 1889)	229
Cour d'appel de Riom (18 mars 1897)	230
Cour de cassation (19 juin 1908).	230
Tribunal correctionnel de Nîmes (29 janvier 1909)	231
Cour de cassation (5 janvier 1897)	231

CHAPITRE II

ARRÊTS ET JUGEMENTS RENDUS A PROPOS DES ACTES D'ACHATS FAITS PAR LES SYNDICATS

§ 1 ^{er} . — <i>Jurisprudence des tribunaux adminis-</i> <i>tratifs</i>	233
Conseil de préfecture de la Mayenne (25 jan-	
vier 1907)	233
Conseil d'Etat (19 juin 1907)	234
Conseil de préfecture de la Sarthe	235
§ 2. — <i>Jurisprudence des tribunaux judiciaires.</i>	237
Cour de Bordeaux (16 avril 1888)	237
Cour de Toulouse (26 mars 1889)	237
Cour d'Angers (29 octobre 1894)	239
Cour de cassation (29 mai 1908)	239
Tribunal correctionnel d'Angoulême (19 no-	
vembre 1908)	251

TROISIÈME PARTIE

Projets et propositions de loi tendant à modifier la loi du 24 mars 1884	253
---	-----

CHAPITRE PREMIER

PROJET WALDECK-ROUSSEAU-MILLERAND (14 NOVEM-	
BRE 1899)	255

CHAPITRE II

PROPOSITION LEMIRE (3 JUILLET 1902)	259
---	-----

CHAPITRE III

PROPOSITION VAILLANT (26 JANVIER 1903)	262
--	-----

CHAPITRE IV

PROJET RUAU (18 JUIN 1908) ET PROPOSITION DE LA COMMISSION D'AGRICULTURE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.	263
---	-----

CHAPITRE V

PROPOSITION DE GAILHARD-BANCEL (18 DÉC. 1908) .	269
---	-----

CHAPITRE VI .

CONTRE-PROJET DUBIEF-MILLERAND (2 AVRIL 1909) .	271
CONCLUSION	278
BIBLIOGRAPHIE	285

